

**BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT  
FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**



---

**Liberia**

**Revue a mi-parcours de la strategie pays 2008-2011, examen des performances du portefeuille et demande de prolongation\***

**DEPARTEMENT REGIONAL ORWB**

**Mars 2011**

**TABLE DES MATIÈRES**

	Page
<b>I. INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>II. CONTEXTE NATIONAL ET ÉVOLUTIONS RÉCENTES</b>	<b>1</b>
2.1 Évolutions politiques récentes	1
2.2 Évolutions économiques et sociales récentes	2
<b>III. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE ET RÉSULTATS ATTEINTS À MI-PARCOURS</b>	<b>6</b>
3.1 Résultats de la SAC à mi-parcours	6
3.2 Enjeux relatifs aux ressources du pays	10
3.3 Performance du portefeuille pays	11
<b>IV. ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>15</b>
<b>V. STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE EN 2011-2012</b>	<b>16</b>
<b>5.1 Contexte du développement du Libéria, prolongement des SRP et de la SAC</b>	<b>16</b>
<b>5.2 Stratégie du Groupe de la Banque</b>	<b>16</b>
<b>VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXES</b>	
1. Contributions du Groupe de la Banque aux réformes de la GFP	3
2. Assistance d'urgence en vue de contrôler et d'endiguer les invasions de chenilles au Libéria	2
3. Aperçu des interventions liées à l'alimentation en eau et l'assainissement	3
4. Matrice de résultats de la SAC au Libéria 2008-2012	19
5.1 Portefeuille en cours de la BAD en janvier 2011	3
5.2 Portefeuille en cours de la Banque mondiale en 2011	3
6. Plan d'amélioration du portefeuille-pays	3
7. Activités en cours et programmées du soutien ciblé de la FEF	5
8. Quelques indicateurs économiques et financiers du Libéria 2008-2012	2
9. Progrès réalisés dans la réalisation des OMD au Libéria	1
10. Indicateurs socioéconomiques comparatifs au Libéria	1
11. Domaines d'intervention et modalités de l'octroi de l'aide des donateurs	2
12. Libéria : éligibilité pour un second cycle d'appui de la FEF	5

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 :	Résumé des résultats de la SAC à mi-parcours	6
Tableau 2 :	Opérations de la banque, 2008-2010	7
Tableau 3 :	Étude analytique 2008-2010	8
Tableau 4 :	Répartition sectorielle du portefeuille	11
Tableau 5 :	Présentation synthétique des notes de performance des projets en cours	12
Tableau 6 :	Comparaison des performances du portefeuille	13
Tableau 7 :	Pipeline indicatif, 2011-2012	17

## **LISTE DES FIGURES**

Graphique 1 :	Croissance du PIB réel de 2004 à 2010	2
Graphique 2 :	Indicateurs macroéconomiques du Libéria	3

## **Équivalences monétaires**

*février 2011*

Unité monétaire	=	Dollar libérien (LR\$)
1 UC	=	112,824
1 \$ EU	=	72,233
1 UC	=	US \$1,56194
1 UC	=	0,920175 livre Sterling
1 UC	=	1,14077 euro
1 UC	=	9,04282 couronnes suédoises

## **EXERCICE FINANCIER**

Du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin

## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ASS	-	Afrique subsaharienne
AT	-	Assistance technique
BAD	-	Banque africaine de développement
CPIP	-	Plan d'amélioration du portefeuille-pays
CEDEAO	-	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
DfID	-	Ministère du développement international (R.-U.)
\$ EU	-	Dollar des États-Unis
DTS	-	Droits de tirage spéciaux
FAD	-	Fonds africain de développement
EAR	-	Engagements à risque
EES	-	Étude économique et sectorielle
EPIP	-	Évaluation des politiques et des institutions du pays
FASJ	-	Facilité africaine de soutien juridique
FEF	-	Facilité en faveur des États fragiles
FIDA	-	Fonds international de développement agricole
FMI	-	Fonds monétaire international
GFP	-	Gestion des finances publiques
IADM	-	Initiative pour l'allègement de la dette multilatérale
IDE	-	Investissement direct étranger
ITIE	-	Initiative sur la transparence des industries extractives
LBDI	-	Banque de développement et d'investissement du Libéria
LBWP	-	Projet de travaux publics base sur la main-d'œuvre
MDBS	-	Appui budgétaire multi-donateurs
MOF	-	Ministère des Finances
OIT	-	Organisation internationale du travail
OMD	-	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONU	-	Nations Unies
PDSA	-	Projet de réhabilitation du secteur agricole
PA	-	Point d'achèvement
PAI	-	Projet d'appui institutionnel
PAR	-	Projet à risque
PEFA	-	Responsabilité financière pour les dépenses publiques
PEMFAR	-	Revue de la gestion des dépenses publiques et de la responsabilité financière
PfMRSP publiques	-	Programme d'appui aux réformes de la gestion des finances
PIB	-	Produit intérieur brut
PME	-	Petites et moyennes entreprises
PP	-	Projets à problème
PPP	-	Projets potentiellement à problème
PPTE	-	Pays pauvres très endettés
RMP	-	Revue à mi-parcours
SAC	-	Stratégie d'assistance conjointe
S&E	-	Suivi et évaluation

SLFO	-	Bureau national de la Sierra Leone
SRP	-	Stratégie de réduction de la pauvreté
UEP	-	Unité d'exécution de projet
UC	-	Unité de compte
ZMAO	-	Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest

Équipe- pays	<p>Chefs d'équipe : Saloua Sehili et Cecil Nartey</p> <p>Membres de l'équipe : Awa Bamba, OWAS ; Sunita Pitamber, OSFU ; Kalayu Gebre-Selassie, OSGE ; Rogers Lubunga, OSAN ; Thomas Mugoya, OWAS ; Basil Jones, OSFU ; Cheikh Sesay, SLFO ; Michael Kane, GHFO ; Elise Akitani, ONEC ; Yero Baldeh, OSVP ; Yaw Kuffour, OPSM ; Aaron Mwila, OITC ; Barbara Barungui, OSFU ; Richard Malinga, OITC ; Serena Cavicci, Banque mondiale ; Renée Desclaux, Banque mondiale</p> <p>Directeur régional : Frank Perrault, ORWB Représentant résident Samuel Ofori Onwona, SLFO</p>
Revue Conseil d'administration par les pairs	<p>Richard Walker, KEFO ; Jamal Zayid, ORWB ; Theophile Guezodje, ORWB.</p>

## I. INTRODUCTION

1. Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque a approuvé la Stratégie d'assistance conjointe de la Banque africaine de développement-Banque mondiale pour le Libéria pour la période 2008-2011 (SAC) et son éligibilité à la Facilité en faveur des États fragiles en décembre 2008<sup>1</sup>. La Stratégie a pour objectif majeur d'aider le Libéria à effectuer la transition du redressement après un conflit au développement à long terme. Elle repose sur les deux piliers suivants : Le pilier I « Refondation des fonctions et des institutions fondamentales de l'État » et le pilier II « Relance et promotion de la croissance économique favorable aux pauvres ». Elle a été élaborée afin de soutenir la première Stratégie complète de réduction de la pauvreté (SRP) pour la période avril 2008 – juin 2011, qui s'articule autour de quatre piliers : (i) la paix et la sécurité, (ii) la relance économique, (iii) la gouvernance et l'État de droit, et (iv) les infrastructures et les services de base, avec les thèmes transversaux de l'équité entre hommes et femmes, du renforcement de la paix, de la durabilité environnementale, du VIH et le sida, des enfants et de la jeunesse, et du suivi & évaluation (M&E). La SAC est pleinement alignée sur les piliers II, III et IV de la SRD du gouvernement et met aussi l'accent sur les thèmes transversaux du développement des capacités, du genre, de l'environnement et de la création d'emplois pour les jeunes. Elle s'inscrit aussi parfaitement dans la Stratégie à moyen terme de la Banque pour la période 2008-2012 en se concentrant nettement sur l'infrastructure, la gouvernance et le secteur privé, et contribue à l'intégration régionale, à l'aide en faveur des États fragiles et à l'agriculture, ainsi qu'à la production du savoir, à la prise en compte du changement climatique et à l'intégration des questions sexospécifiques.

2. Le Conseil d'administration s'est félicité de l'alignement étroit de la SAC sur la SRP, de l'importance accordée aux résultats et du maintien d'une collaboration étroite entre la Banque mondiale et la Banque de développement africaine (BAD). Il a également apprécié les progrès accomplis par le Libéria en matière de maintien de la paix et de la sécurité, de stabilité macroéconomique et de gouvernance. Et il a aussi noté les efforts à accomplir pour ramener le pays sur la voie d'une croissance et d'un développement durables, tout en réduisant la pauvreté et en atteignant les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il a entériné la note d'accompagnement de la SAC pour 2008-2011 et a approuvé l'éligibilité du Libéria au financement de la Facilité en faveur des États fragiles (FEF).

3. Le présent rapport a pour but d'évaluer les progrès accomplis à ce jour dans la mise en œuvre de la SAC, y compris de la performance du portefeuille, et de demander une prolongation de 18 mois jusqu'à décembre 2012. Il est structuré comme suit : après une courte introduction au chapitre I, le chapitre II présente une actualisation du contexte national et des évolutions politiques et socioéconomiques récentes. Le chapitre III mesure les progrès accomplis à ce jour dans la mise en œuvre de la SAC, avec notamment un examen de la performance du portefeuille. Le chapitre IV fournit un aperçu des enseignements tirés à mi-parcours. Le chapitre V propose de prolonger la SAC jusqu'à décembre 2012 et dresse une liste indicative des interventions du Groupe de la Banque pour cette période devant être financées au titre du FAD-12 et de la FEF. Enfin, le chapitre VI tire des conclusions et soumet des recommandations à l'approbation du Conseil.

## II. CONTEXTE NATIONAL ET ÉVOLUTIONS RÉCENTES

### 2.1 *Évolutions politiques récentes*

4. Le Libéria est devenu une démocratie électorale pour la première fois en 2005, à l'issue de quatorze ans de guerre civile. À l'issue d'élections qui ont été jugées libres et équitables par les

---

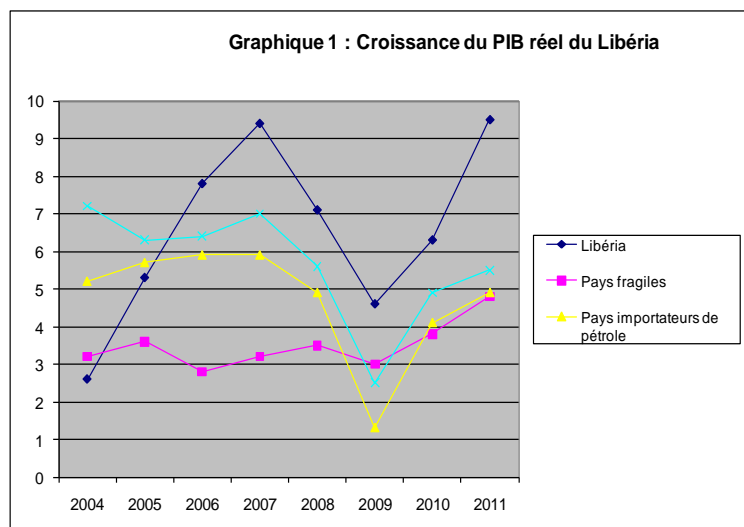
<sup>1</sup> Le Conseil de la Banque mondiale a donné son approbation en avril 2009.

observateurs internationaux, Ellen Johnson Sirleaf, du Parti de l'Unité, est entrée en fonction en janvier 2006. Toutefois, la législature bicamérale est dominée par les partis d'opposition et les indépendants. Le Parti de l'Unité ne compte que huit représentants sur 54 sièges et deux sénateurs sur 30. Plusieurs élections partielles locales se sont aussi tenues, la plupart gagnées par des partis d'opposition, mais l'insuffisance des ressources du gouvernement ont empêché l'organisation d'élections municipales et d'autres élections locales. Pour assurer le bon fonctionnement de l'État en attendant les élections générales et présidentielles de 2011, la Cour suprême a décidé que la présidente pouvait nommer les fonctionnaires locaux. La présidente Sirleaf a annoncé qu'elle briguerait un second mandat. George Weah (Parti libéral), perdant au scrutin de ballottage de l'élection de 2005, et Charles Brumskine (Congrès pour le changement démocratique), le troisième candidat de cette même élection, ont également annoncé leur intention de se porter candidat et ont accepté de former une coalition et de se présenter contre la présidente sortante sous une étiquette unique.

5. Depuis 2006, le Libéria a fait des progrès considérables en matière de droits politiques, de libertés civiles et de liberté de la presse, le pays se classant au 20<sup>e</sup> rang sur 53 pays africains dans la catégorie Participation et Droits de l'homme de l'indice Mo Ibrahim 2010. Malgré un pouvoir législatif aux mains de l'opposition, le gouvernement a réussi à mettre en œuvre des réformes importantes. En outre, il a aidé le pays à panser ses plaies et a favorisé l'unité nationale, par exemple par l'instauration de la Commission de la vérité et de la réconciliation, ainsi que par une « gouvernance inclusive », afin de s'assurer que tous les groupes ethniques sont représentés et peuvent s'exprimer. L'état de la sécurité est généralement stable, bien que fragile et exposé à l'instabilité politique qui règne dans la région, avec une force considérable de maintien de la paix des Nations Unies (ONU) de plus de 10 000 soldats et le maintien d'une police au sol au moins jusqu'en 2012. Le nombre de réfugiés ivoiriens au Libéria est actuellement estimé à 90 000 et pourrait atteindre un quart de million. L'insécurité frontalière due aux combats près de la frontière est également très préoccupante. Jusqu'ici, le gouvernement a résisté aux appels des groupes de réfugiés demandant l'instauration de patrouilles frontalières.

## 2.2 Évolutions économiques et sociales récentes

6. Le Libéria a fait des progrès sensibles sur la voie de la stabilisation économique postérieure à un conflit et à son programme de développement, comme l'indique le DSRP. Le taux de mise en œuvre de la SRD a atteint 20 % la première année et 80 % la seconde. La vision à long terme actuellement développée par le pays consiste à parvenir au statut de pays à revenu intermédiaire d'ici à 2030. L'économie a réalisé de bonnes performances sur la période 2008-2010, avec un taux de croissance moyen du produit intérieur brut (PIB) de 6 %, nettement inférieur toutefois au taux à deux chiffres envisagés dans la SRP. La



crise financière mondiale a porté préjudice à la performance

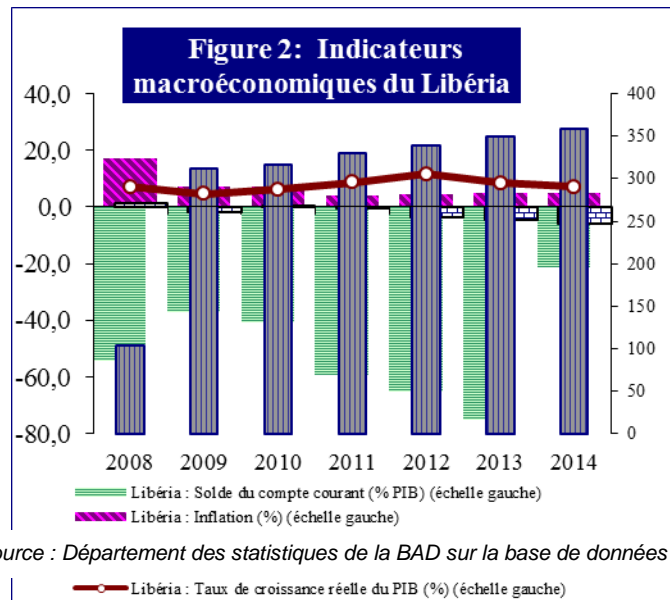
Source : Département des statistiques de la BAD sur la base de données FMI

économique du Libéria, en particulier en 2009, ralentissant la croissance économique, réduisant l'emploi dans le secteur du caoutchouc et retardant les investissements dans l'extraction du minerai de fer. Le

taux de croissance du PIB réel a bondi de 4,6% en 2009 à 6,3% en 2010, tiré par la reprise du secteur du caoutchouc et le redémarrage de l'exploitation forestière. La croissance économique a dépassé celle de l'Afrique subsaharienne (ASS) et d'autres groupes de comparaison (figure 1). Les perspectives du Libéria à court terme sont positives car le rythme des nouveaux investissements dans le minerai de fer et l'agriculture commerciale, ainsi que le rebond des prix du caoutchouc devraient faire grimper encore le taux de croissance réel du PIB à 8,8 % en 2011 et 11,7 % en 2012.

7. **Politique monétaire :** Le cadre de politique monétaire a permis de maintenir une inflation faible et stable en mettant l'accent sur la stabilité des taux de change. L'inflation reste orientée à la baisse après son envolée de 2008, avec un renchérissement moyen des prix à la consommation estimé à 7,4 % en 2009 et 7,2 % en 2010, et qui devrait atteindre 4,3 % en 2011. La dépréciation de la monnaie face au dollar américain durant la période 2008-2009 a maintenu l'inflation à des niveaux supérieurs à ceux prévus dans la SRD. Le repli du dollar libérien est dû au ralentissement de l'afflux de devises provenant des exportations, des capitaux privés et des envois de fonds. En 2010, les pressions inflationnistes sont redescendues grâce à la diminution des prix alimentaires et du pétrole et les afflux nets de devises ont stabilisé le taux de change réel.

8. **Balance des paiements :** Le déficit courant actuel s'est réduit ces trois dernières années car le ralentissement des Investissements directs étrangers (IDE) a conduit à une diminution des importations, tandis que les réserves internationales officielles nettes se sont accrues. Les exportations ont reculé à 17 % du PIB en 2009, essentiellement en raison d'un fléchissement des exportations de caoutchouc, mais ont progressé en 2010 et devraient grimper encore à 30 % du PIB en 2011-2012, avec le décollage des activités minières et d'exploitation forestière. Les envois de fonds de travailleurs au Libéria ont fortement pâti de la crise financière mondiale, passant de 884 à 711 millions \$ EU entre 2008 et 2009, soit une



baisse de 20 %. La garantie de réserve est passée de 0,8 en 2008 à 2,6 mois d'importations en 2010<sup>2</sup>, reflet de la baisse du déficit courant actuel due à la diminution des importations. À compter d'août 2009, les réserves de change ont été considérablement renforcées par l'allocation en droits de tirages spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international et le gouvernement continue à encourager l'utilisation du dollar libérien, ce que pourrait encore accroître le niveau des réserves. La dé-dollarisation est progressivement introduite par l'utilisation accrue du dollar libérien dans les transactions nationales et par des transferts mobiles d'argent.

9. **Performance budgétaire :** En raison d'une dette publique intenable avant que l'allégement ne soit approuvé, le gouvernement s'est efforcé de maintenir l'équilibre budgétaire sans arriérés en s'appuyant sur des liquidités. Les recettes de l'État ont augmenté durant la période de la SRD, de 36 %,

<sup>2</sup> Cette mesure exclut les dépôts en dollars EU du gouvernement auprès de la banque centrale, compte tenu du degré élevé de dollarisation de l'économie. Après une concertation prudente avec le FMI et en s'inspirant des enseignements tirés, le gouvernement a décidé de ne pas imposer une dé-dollarisation à marche forcée afin de ne pas déstabiliser le pays, mais de procéder progressivement par un recours accru au dollar libérien.

5,2 % et 30 % de 2008 à 2010. Cette progression devrait repasser sous la barre des 10 % à moyen terme. L'exécution du budget s'est faite pour l'essentiel dans les délais malgré certains retards dans les rentrées des recettes non fiscales, comme celui du paiement de 20 millions de dollars EU par la concession Bong mines. Les manques à gagner du dernier exercice fiscal ont été compensés par des réductions, notamment des dépenses d'investissement, et par un report à 2011 des baisses d'impôt sur le revenu qui étaient prévues.

10. ***Dette extérieure*** Le Liberia a atteint le point d'achèvement (PA) de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTTE) en juin 2010. Le pays a rempli les conditions d'octroi d'un allègement de la dette de 2,7 milliards \$ EU, dont 240,2 millions viennent de la BAD<sup>3</sup>. Le Libéria remplit également les critères d'octroi d'un allègement supplémentaire de la dette au titre de l'Initiative pour l'allègement de la dette multilatérale (IADM). Le Fonds africain de développement (FAD) fournirait 13,23 millions d'UC en termes nominaux. L'Initiative en faveur des PPTTE et l'IADM feront passer la valeur actuelle nette de la dette par rapport aux exportations de 266 % à 22,9 % lors de l'exercice fiscal 2010/2011 et le risque de surendettement futur est jugé faible. L'analyse de sensibilité révèle une certaine vulnérabilité aux flux d'IDE, à un ralentissement de la croissance du PIB et à une concessionnalité inférieure sur les nouveaux emprunts. La stratégie d'endettement du gouvernement après le passage du point d'achèvement vise à maintenir une faible exposition à la dette, tout en répondant aux besoins de financement des infrastructures essentielles.

11. ***Réformes structurelles et gouvernance économique*** : Le Libéria a fait des progrès sensibles dans la mise en œuvre de réformes structurelles cruciales, notamment dans le domaine de la Gestion des finances publiques (GFP), du processus budgétaire, de la politique fiscale, de l'administration fiscale et de la gestion de la dette. Il a notamment modernisé les systèmes d'information ; adopté une liste des comptes ; préparé le budget conformément à la nouvelle Loi sur la GFP ; et amélioré les rapports budgétaires, la comptabilité et les audits internes. Le Code d'investissement libérien a été modifié en 2010 afin de réduire les possibilités d'octroi discrétionnaire d'incitations à l'investissement et la compilation des données relatives aux comptes nationaux est en cours. La transparence s'est accrue grâce à l'augmentation du nombre d'audits externes des ministères, à la publication des contrats de passation de marchés et au respect des exigences de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), notamment l'exploitation forestière et l'agriculture commerciale. En 2009, le Libéria a été le premier pays africain et le deuxième au monde à atteindre le statut « Conforme à l'ITIE » et le premier pays au monde à avoir inclus le secteur forestier dans ses rapports. Une Commission anti-corruption a également été créée et a débuté ses activités en 2009. Le Libéria s'est classé au 87<sup>e</sup> rang sur 178 pays, avec un score de 3,3 sur l'Indice de perception de la corruption (IPC) publié par Transparency International.

12. ***Climat des affaires et développement du secteur privé*** : Des réformes ont été mises en place pour améliorer la stabilité du secteur financier et renforcer l'accès aux services financiers et d'intermédiation, y compris en matière de microfinance. Ces mesures permettront d'augmenter le taux de crédit actuellement bas dans l'économie (9 % du PIB). Les réformes administratives portant sur les permis de construire et le commerce transfrontalier ont rendu le démarrage d'une affaire beaucoup plus efficace. En 2000, le rapport de la Banque mondiale sur la pratique des affaires a placé le Libéria parmi les 10 meilleurs pays au monde en matière de réforme des affaires. La réforme des incitations à l'investissement et du droit des affaires et des tribunaux de commerce, ainsi que les amendements apportés au Code des recettes en 2010 faciliteront grandement le développement du secteur privé. Le

<sup>3</sup> Le Liberia a atteint le point d'achèvement (PA) de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTTE) en juin 2010. Le pays a rempli les conditions d'octroi d'un allègement de la dette de 2,7 milliards \$ EU, dont 240,2 millions viennent de la BAD33fn. Le Libéria remplit également les critères d'octroi d'un allègement supplémentaire de la dette au titre de l'Initiative pour l'allègement de la dette multilatérale (IADM).

Libéria s'attend en outre à entrer à l'Organisation mondiale du commerce en 2012. Néanmoins, l'insuffisance des infrastructures, le manque de ressources humaines, la protection des droits de propriété et du régime foncier, et l'accès limité au financement constituent toujours des obstacles importants à l'investissement et au développement du secteur privé.

13. **Progrès dans la réalisation des OMD** : Le Libéria est l'un des pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne, avec un revenu moyen par habitant de 160 dollars EU et une population pauvre s'élevant à 83,7 %. L'Indice de développement humain classe le pays au 162<sup>e</sup> rang sur 169 pays (2010). En 2005, le Libéria affichait déjà un retard de cinq ans par rapport aux OMD. Des progrès importants ont été réalisés ces dernières années et le pays devrait atteindre l'Objectif 3 sur l'égalité des sexes, l'Objectif 6 sur le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies, et l'Objectif 8 sur le partenariat mondial. En revanche, il n'atteint pas tous les autres OMD (voir annexe 9). Le budget 2009-2010 prévoyait une allocation de 21 % des dépenses totales à la santé, à l'éducation et à d'autres services sociaux et communautaires mais les ressources sont maigres par rapport aux besoins. Le gouvernement prévoit d'atteindre ces objectifs dans le contexte de la Vision 2030 actuellement en cours d'élaboration.

14. **Santé** : Le gouvernement a réhabilité les dispensaires et les services de santé communautaires ; renforcé la stratégie de santé nationale de lutte contre le VIH/SIDA ; et fourni des moustiquaires dans les communautés où le paludisme est endémique ainsi que des médicaments pour les nouveaux cas de tuberculose. L'espérance de vie ainsi que la mortalité infantile et juvénile se sont améliorées, tandis que la mortalité maternelle est parmi les plus élevées au monde. La possibilité de bénéficier de services sanitaires de qualité reste limitée et environ la moitié de la population n'a pas accès à l'assainissement et à l'eau potable. De solides efforts sont actuellement déployés pour réduire l'incidence du paludisme et des progrès notables ont été accomplis dans ce domaine. La prévalence du VIH est estimée à 1,7 % (2007) et la couverture de la thérapie antirétrovirale est passée de 10 % en 2006 à 17 % en 2007. Les estimations du taux de vaccination des enfants contre la tuberculose et la rougeole pour 2009 sont respectivement de 92 % et 95 %, soit un niveau supérieur à la moyenne africaine.

15. **Éducation** : Le gouvernement a mis en place l'éducation primaire de base gratuite et obligatoire dans tout le pays, mesure qui a nettement fait augmenter le nombre d'inscriptions scolaires, et a remis en état les écoles. Malgré les progrès notables accomplis dans ce domaine, il est peu probable que le Libéria atteigne l'OMD 2. Le taux d'alphabétisation des jeunes est passé de 60 % en 1994 à 75 % en 2008, le Libéria se classant au 95<sup>e</sup> rang sur 215 pays pour cet indicateur. Néanmoins, l'accès des adultes à la formation reste limité et le taux d'analphabétisme chez les adultes est élevé (49,1 % des femmes et 39,8 % des hommes). Quelque 10 030 femmes (33 %) poursuivent actuellement une formation dans l'enseignement supérieur.

16. **Genre** : Une politique nationale relative à l'égalité des sexes a été approuvée et un Plan d'action national conforme à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies a été adopté en 2010. Le Libéria a remporté le prix du Millénaire pour l'OMD 3 en 2010 pour son leadership, son engagement et ses avancées exceptionnelles en direction de cet Objectif. La proportion des filles scolarisées par rapport aux garçons dans le pays est passée à 90 % en 2009 dans le primaire et à 75 % dans le secondaire. La représentation des femmes au Parlement est passée à 13 %. Le taux d'alphabétisation des jeunes filles était estimé à 80 % en 2008. Toutefois, les femmes adultes sont encore à la traîne par rapport aux hommes en termes d'accès à des ressources productives, ainsi que d'égalité des chances et de participation à la gestion et aux prises de décision à tous les niveaux de la société. La violence contre les femmes est un problème grave, qui affecte la santé des femmes et des filles et accroît leur exposition au VIH/SIDA et à d'autres maladies sexuellement transmissibles.

17. **Intégration régionale** : Le Libéria est un ardent défenseur de l'intégration régionale et de la prévention des conflits et souhaite vivement renouer avec des niveaux de croissance supérieurs grâce à des approches régionales, comme l'atteste son appartenance à la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et à l'Union du fleuve Mano. La diversification et l'intégration régionale sont la pierre angulaire de sa stratégie commune de croissance. Peu de progrès ont cependant été accomplis jusqu'ici car la sous-région reste confrontée à des défis de taille : insuffisance des infrastructures, lenteur dans l'application des protocoles fixés, difficulté à impliquer le secteur privé et la société civile dans les actions d'intégration régionale et fragilité permanente comme l'illustre la récente crise en Côte d'Ivoire. Le surendettement appartenant désormais au passé, le Libéria est à présent mieux à même de poursuivre le financement de ses infrastructures, afin de recueillir les bénéfices de l'intégration régionale commerciale.

18. **Résultat de l'Évaluation des politiques et des institutions du pays (EPIP)** Malgré la forte dynamique en faveur de l'application de réformes, les notes harmonisées de l'EPIP pour le Libéria ont stagné autour de 3,2 en raison du faible niveau de départ du pays. Les points forts ont été la gestion macroéconomique, la politique budgétaire, l'équité dans l'utilisation des ressources publiques, la qualité de la gestion budgétaire et financière, l'efficacité de la mobilisation des ressources, et la transparence et la lutte contre la corruption. Les domaines prioritaires à réformer à moyen terme sont le secteur financier et les droits de propriété, notamment en ce qui concerne la réforme du régime foncier, afin de promouvoir les investissements du secteur privé.

### III. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE ET RÉSULTATS À MI- PARCOURS

#### 3.1. Résultats de la SAC à mi-parcours

19. L'assistance de la Banque dans le cadre de la SAC concerne deux principaux piliers : (i) la « refondation des fonctions et des institutions fondamentales de l'État » ; et II la « relance et la promotion de la croissance économique favorable aux pauvres ». Le second pilier prévoit une amélioration de l'accès aux services d'infrastructures clés, une meilleure gestion des ressources naturelles et agricoles de manière à générer une croissance favorable aux pauvres ; et l'amélioration du climat d'investissement et des affaires. La SAC prévoit la réalisation d'un ensemble de six objectifs à atteindre, autour notamment du développement des capacités, des questions sexospécifiques et de la durabilité environnementale, l'intégration régionale constituant une composante essentielle de la croissance (tableau 1)<sup>4</sup>. Le cadre des objectifs de la SAC s'est inspiré au départ de celui de la SRP du Libéria et en a réduit le nombre pour se limiter à ceux auxquels les Groupes de la BAD et de la Banque mondiale peuvent réellement contribuer. Le cadre des résultats est étroitement lié aux résultats attendus du portefeuille des opérations en cours et de l'étude analytique.

Tableau 1 Résumé des objectifs à atteindre de la SAC à mi-parcours <sup>4</sup>	
Objectifs à atteindre et indicateurs SAC	État à mi-parcours
<b>Pilier 1 – Refondation des fonctions et des institutions fondamentales de l'État (aligné sur le pilier III du DSRP)</b>	
1. Efficacité accrue dans la préparation et l'exécution du budget et amélioration de la gestion des ressources	Pratiquement atteint
<b>Pilier 2 – Relance et promotion de la croissance économique favorable aux pauvres (aligné sur les piliers II et IV du DSRP)</b>	
3. Meilleur accès aux services d'infrastructures essentiels	Partiellement atteint
4. Meilleure gestion des ressources naturelles et agricoles de manière à générer une croissance favorable aux pauvres	Partiellement atteint

<sup>4</sup> Dans le cadre de la SAC, la BAD a sélectionné cinq des six objectifs et ne contribue pas à l'objectif 2 concernant l'amélioration de la fonction publique.

Tableau 1 Résumé des objectifs à atteindre de la SAC à mi-parcours <sup>4</sup>	
Objectifs à atteindre et indicateurs SAC	État à mi-parcours
5. Meilleur climat d'investissement et des affaires	Pratiquement atteint
6. Meilleur accès à la protection sociale et aux services sociaux en cas de chocs	Partiellement atteint

20. Le tableau 2 indique que toutes les opérations programmées ont été réalisées, à l'exception du projet du secteur privé Énergie renouvelable Buchanan, qui a été abandonné, et le projet d'exploitation du minerai de fer, retardé à cause de la crise financière. Trois opérations non programmées ont en outre été approuvées: un supplément à l'appui budgétaire en réponse à la crise financière, une opération d'urgence pour lutter contre l'invasion de chenilles et l'entrée du Libéria dans le projet régional de Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest.

**Tableau 2 Opérations de la Banque, 2008-2010**

Titre du projet	Approbation prévue du Conseil	Approbation effective du Conseil	Montant indicatif (millions d'UC)	Montant effectif (millions d'UC)
<b>Pilier I – Gouvernance/multisectoriel</b>				
1. PFRMRSP I-Appui budgétaire (FEF et AFCR)	2008	2008 et supplément en 2009	12.00	15.4
2. PFRMRSP II-Appui budgétaire (FAD/ FEF-12)	2011	En bonne voie	--	--
Projet de la Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest	Non programmé	2010	0	5
<b>Pilier II</b>				
Expansion et réhabilitation de trois chefs-lieux de comté (ADF-11/FSF)	2009	Repoussé en 2010	20.00	26
Projet de réhabilitation du secteur agricole (FAD-11)	2009	Partagé entre 2009 et 2010	12.00	12.5
Opération d'urgence pour lutter contre les invasions de chenilles	Non prévue	2009	0	0.7
Contribution aux programmes régionaux (FAD-11)	2008-11	Aucune requise	1.82	0
Activités de soutien ciblé FEF	2008-11	En bonne voie	Jusqu'à 2,00	3.0
Énergie renouvelable Buchanan (secteur privé)	--	Abandonné	--	0
Projet exploitation minerai de fer (secteur privé)	--	Repoussé en 2011	--	0
Ligne de crédit/prise de participation à la LBDI (secteur privé)	2009	2009	8.00	3.3
<b>Total</b>			<b>56</b>	<b>66</b>

21. *Étude économique et sectorielle (EES)* : Le taux d'exécution par rapport à l'étude analytique programmée (tableau 3) a été très inférieur aux objectifs, seule l'étude sur l'évaluation des besoins et la Revue de la gestion des dépenses publiques et de la responsabilité financière (PEMFAR) ont été exécutées dans les délais, tandis que d'autres actuellement en cours devraient être réalisées avec un an de retard. Toutefois, cinq études *ad hoc* non programmées ont été menées, les secteurs étant parvenus à mieux discerner les lacunes de connaissances dans le pays. Cet engagement tardif est en partie dû à l'absence de la BAD au Libéria avant le règlement des arriérés fin 2007. Les travaux sur la Responsabilité financière pour les dépenses publiques (PEFA) ont débuté. Le profil de genre n'a pas encore été établi en raison d'un manque de financement ; toutefois, le pays cherche des ressources auprès de fonds fiduciaires. L'Étude sur la réforme du secteur de l'eau a été menée. D'autres études qui n'étaient pas prévues par la SAC mais qui ont été demandées par le gouvernement sont en cours : Transition vers une administration fiscale indépendante, renforcement de la paix et emploi des jeunes, étude sur le secteur privé, étude sur la gestion des forêts et étude de cas sur l'agroalimentaire. Deux études sont financées par la FEF 3, deux par des fonds fiduciaires bilatéraux et une par le budget administratif. Ces études permettent à la Banque et au gouvernement d'améliorer leur savoir-faire en matière de GFP et d'améliorer leurs connaissances de l'emploi des jeunes, des goulets d'étranglement auxquels est confronté le secteur privé, de la gestion durable des ressources naturelles et d'une diversification réussie du secteur agroalimentaire. La Banque a également fourni une assistance

technique sous forme de consultants recrutés au titre de la FEF 3 ou de manière directe dans le cadre de projets spécifiques. Les EES constituent une pierre angulaire du débat sur les réformes mené avec le gouvernement et les partenaires sur la GFP, l’approvisionnement en eau et l’assainissement, ainsi que la gestion des ressources naturelles et agricoles. La Banque mondiale a approuvé les activités analytiques et consultatives avec promesses sous-jacentes de prêts visant à fournir des conseils au gouvernement du Libéria. Les deux banques maintiennent un dialogue étroit avec les autorités et les partenaires au développement dans le cadre de l’Appui budgétaire multi-donateurs (MDBS).

**Tableau 3 : Étude analytique 2008-2010**

	Produit	Année indicative	Statut
<b>Pilier I</b>	PEMFAR	2009	2009
	PEFA	2010	Repoussé en 2011
	Étude sur l'évaluation des besoins	2009	Exécuté en 2009
	<i>Transition vers une administration fiscale indépendante</i>	<i>Non programmé</i>	<i>2011</i>
<b>Pilier II</b>	Stratégie en matière d'eau	2009/10	Repoussé en 2011
	Étude sur la réforme du secteur de l'eau	2009/10	Repoussé en 2011
	<i>Études de cas sur l'agriculture et le développement de l'agro-industrie</i>	<i>Non programmé</i>	<i>2011</i>
	<i>Étude sur l'appui à la gestion des ressources naturelles et forestières</i>	<i>Non programmé</i>	<i>2011</i>
	<i>Renforcement de la paix et emploi des jeunes</i>	<i>Non programmé</i>	<i>2011</i>
	<i>Étude sur le secteur privé</i>	<i>Non programmé</i>	<i>2011</i>
<b>Thème transversal</b>	Profil de genre	2009	Repoussé en 2011

22. Le tableau 1 fournit une évaluation synthétique de la progression de la mise en œuvre des divers projets, tandis que l’Annexe 4 donne un aperçu détaillé des résultats attendus par la BAD et la Banque mondiale. Des progrès satisfaisants ont été accomplis concernant les résultats 1 à 5 grâce aux réformes entreprises sur le plan de la gestion des finances publiques, la transparence et le développement du secteur privé. La contribution de la Banque au titre du Programme de réformes de la gestion des finances publiques (PFMRSP), au Projet d’appui institutionnel (PAI) et au soutien ciblé de la FEF est présentée en Annexe 1. La performance des résultats attendus 3, 4 et 6 est toutefois mitigée. Pour le Résultat 3, concernant les transports, la non-exécution de la part des consultants recrutés pour le projet de travaux publics axé sur la main-d’œuvre (LBPWP) pour la réhabilitation de la route Fishtown-Harper a retardé la livraison d’une année, tandis que d’autres livrables au titre du projet ont été achevés ou sont en voie d’achèvement. Le consultant responsable de ces mauvaises performances a été renvoyé et le recrutement de son remplaçant est en cours. Pour le résultat 3, concernant l’eau et l’assainissement, le livrable a été retardé car la décision de faire de la BAD le principal donateur dans ce secteur a transféré la responsabilité de certains livrables de la Banque mondiale à la BAD, mesure qui a nécessité un travail de consolidation et de redéfinition (voir Annexe 3 pour une vue d’ensemble). L’exécution pour ce résultat a été rééchelonnée sur 2011-2012. Concernant le résultat 4, au regard de la croissance agricole, le Projet de réhabilitation du secteur agricole (ASRP) a été lancé en mars 2010, les résultats attendus étant repoussés à 2011-2012. Les objectifs au titre du résultat 6 concernant le renforcement de la protection sociale sont partiellement atteints, avec, selon les estimations, 125 000 journées-personnes d’emploi créées grâce au LBPWP ; l’objectif devrait être atteint lorsque les travaux de la route Fishtown-Harper seront achevés fin 2011. C’est là un aspect important du projet, qui porte sur l’emploi des jeunes en utilisant des méthodes faisant largement appel à la main-d’œuvre et qui vise à inciter le ministère des Travaux publics à recourir à ces méthodes à l’avenir.

23. **Résultats de la Banque mondiale :** De manière globale, la Banque mondiale enregistre des résultats positifs à ce jour, comptant cependant quelques réalisations mitigées et inégales. Des progrès remarquables ont été accomplis dans la réforme de la gestion des finances publiques, qui ont contribué à

améliorer la gouvernance économique. Le secteur forestier a lui aussi obtenu de très bons résultats, tandis que les résultats dans l'agriculture ont tardé à venir à cause de retards d'exécution. La Banque mondiale a mobilisé davantage de ressources auprès de fonds fiduciaires. La méthodologie du contrat routier basé sur les résultats et la performance, instrument novateur axé sur les résultats, a été introduite dans le secteur des transports.

24. ***Le développement des capacités*** a été une composante majeure de toutes les interventions de la Banque à travers les projets et en particulier les ressources d'appui ciblé de la FEF (voir Annexes 1, 4 et 7). L'essentiel du développement des capacités est venu appuyer les réformes de la GFP et a contribué à l'amélioration de la capacité de mise en œuvre des projets agricoles et d'approvisionnement en eau. Le LBPWP a dispensé une formation sur l'entretien des routes et les méthodes axées sur la main d'œuvre aux ingénieurs et aux prestataires locaux. Le manque de capacités statistiques nationales et partant, l'absence de données qui pourraient étayer les décisions politiques met clairement en évidence la nécessité d'adopter une approche plus globale pour constituer la capacité statistique au niveau national plutôt que sur la base d'un projet. Le Département de la statistique de la BAD s'emploie actuellement à prodiguer une assistance technique et au renforcement des capacités au bureau national libérien des statistiques. Dans le cadre du Programme de renforcement des capacités statistiques, la Banque a engagé 552 400 \$ EU au Libéria afin d'améliorer les statistiques des prix, le système de comptabilité nationale, l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) et certains domaines des statistiques sociales dont le suivi des OMD, la création de bases de données sur les statistiques vitales et l'état civil, et les statistiques sur les infrastructures. Une partie des fonds a été réservée aux statistiques sur les questions sexospécifiques et d'autres domaines transversaux tels que l'environnement ou les changements climatiques et les statistiques relatives à la main d'œuvre.

25. ***L'intégration des questions sexospécifiques*** a également été mise en avant par le ciblage spécifique d'indicateurs liés aux questions de genre dans les projets axés sur les résultats, ainsi que par le recrutement de spécialistes en la matière dans les équipes de gestion de projets. Une forte proportion de travailleurs recrutés dans le cadre du projet de travaux publics axés sur la main-d'œuvre et une part importante des clients d'Access Bank Liberia sont des femmes. Toutefois, cet indicateur doit être suivi de plus près dans les projets de la Banque. Les composantes environnementales sont intégrées projet par projet en fonction de la politique de la Banque.

26. ***Intégration régionale*** : La Banque a approuvé un don supplémentaire de 5 millions d'UC afin d'intégrer le Libéria au Projet de développement des systèmes de paiements de la Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMOA), qui a été lancé au Libéria en décembre 2010. Ce projet vise à améliorer l'infrastructure de base des secteurs financiers des pays de la ZMOA, à savoir la Gambie, la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria, par le biais de la modernisation de leur système de paiements. Ce système intensifiera la participation du secteur privé et des particuliers au système financier officiel et augmentera les flux financiers au niveau régional. Il entre dans le cadre du Pilier I de la Stratégie d'intégration régionale proposée par la Banque pour l'Afrique de l'ouest sur la période 2011-2015 concernant la mise en place de connexions entre les marchés régionaux par le biais de mesures de facilitation du commerce et de l'investissement.

27. ***Risques et réactivité de la Banque*** : Outre le programme d'intervention de la SAC, la Banque a très rapidement réagi aux deux crises qu'a connues le pays : la crise financière mondiale et une invasion de chenilles qui a poussé le président du Libéria à déclarer l'état d'urgence. La première représentait un choc externe au niveau des revenus et des prix, tandis que la seconde risquait de mettre en danger la stabilité interne du pays. La Banque a fait preuve d'une grande réactivité en mettant en place deux opérations de petite envergure mais très efficaces. L'appui budgétaire supplémentaire a été accordé afin de combler une partie du manque à gagner de l'État dû à la crise financière, contribuant ainsi à préserver

les dépenses liées à la SRP, ainsi que les objectifs du programme du FMI et les déclencheurs du point d'achèvement PPTE. Quant à l'opération d'urgence contre l'invasion de chenilles, elle a contribué à la SRP du Libéria à trois égards : premièrement, à maintenir la paix et la stabilité grâce à des actions de sensibilisation visant à atténuer la peur de la population et à l'assurer de la présence du gouvernement et que celui-ci maîtrisait la situation. Deuxièmement, elle a contribué à renforcer les capacités à la fois ministérielles et communautaires en vue d'agir rapidement et efficacement contre les invasions d'insectes. Et troisièmement, elle a contribué à la réhabilitation de puits et d'installations de traitement de l'eau, facilitant la fourniture de services sociaux élémentaires (voir Annexe 2).

28. **Appui du Groupe de la Banque au secteur privé** : Deux opérations en faveur du secteur privé sont en cours de réalisation au Libéria : Access Bank Liberia et la Banque de développement et d'investissement du Libéria (LBDI). Access Bank Liberia est une opération très réussie, qui a dépassé son objectif de 2011 fin 2010, gérant près de 30 000 comptes, et a accordé plus de 5000 microprêts, qui soutiennent le développement d'entreprises et du commerce transfrontalier. La LBDI toutefois, qui a été approuvée en juin 2009, a connu des retards à cause de la demande faite par le client de convertir une partie du prêt de cinq millions \$ EU en fonds propres, demande refusée par la banque. L'accord sur la facilité de prêt subordonné sera finalisé fin mars 2011. Le projet minier qui était à l'étude à l'époque a été retardé à cause de la crise financière mondiale mais est de nouveau à l'étude.

29. **Contribution aux OMD** : Les progrès en direction des objectifs des OMD sont lents en raison des difficultés rencontrées par le pays liées à la sortie du conflit. La banque a contribué à tous les OMD en fournissant un appui budgétaire qui a permis de soutenir les dépenses prioritaires de la SRP. Cette aide prévoyait également une composante répondant à la crise alimentaire, qui s'inscrivait directement dans l'OMD 1. Elle a également contribué à l'OMD 8 en appuyant les réformes nécessaires pour atteindre le point d'achèvement PPTE et par le dialogue. Le projet LBPW a directement contribué à l'OMD 1 en créant des emplois, et aux OMD 2, 4 et 6 en réhabilitant des écoles et des centres de santé. Access Bank Liberia a apporté une contribution directe à l'OMD 1 en accordant des prêts qui ont généré des emplois et accru les échanges commerciaux. L'opération d'urgence a également contribué aux OMD 1, 4, 5, 6 et 7 en préservant les moyens d'existence de la population et la stabilité, en réhabilitant des puits et en protégeant l'environnement. L'appui à l'ITIE a contribué à l'OMD 7 en soutenant une extraction soutenable à long terme des ressources naturelles.

### 3.2. Enjeux relatifs aux ressources du pays

30. L'allocation pays initiale indicative basée sur les performances FAD 11 du Libéria en 2008 s'élevait à 29,81 millions d'UC, puis est passée à 31,71 millions d'UC en 2009, pour finalement s'établir à 36,6 millions d'UC après les exercices EPIP de 2008 et 2009, respectivement. Le financement supplémentaire de la FEF était de 13,01 millions d'UC, alors que le financement indicatif de la FEF provenant de l'aide ciblée s'élevait au départ à 1,3 million d'UC, montant passé à 4 millions d'UC en 2010. La réponse africaine à la crise alimentaire s'élevait à 3 millions d'UC. Cette augmentation de l'allocation basée sur les performances en 2009 a été immédiatement mise à profit pour accroître le budget visant à répondre à la crise financière mondiale. Le Libéria a été le premier pays à bénéficier de la réponse de la Banque à la crise financière. L'augmentation de l'allocation basée sur les performances en 2010 a servi à étendre le projet d'alimentation en eau et d'assainissement, s'appuyant sur le fait que la Banque est le principal bailleur de fonds du secteur, ce qui a permis la fourniture de services d'infrastructure de base à l'extérieur de la capitale Monrovia. Ce projet couvre également certains éléments clés de la réhabilitation de l'usine de traitement des eaux de White Plains, car le projet de réhabilitation de l'alimentation en eau de Monrovia, financé par le DfID (Ministère du Royaume-Uni pour le développement international), ne disposait pas des fonds suffisants. La Banque mondiale a pu offrir un programme plus important que prévu initialement et s'est notamment intéressée aux prix

alimentaires et à la crise économique mondiale. L'enveloppe régionale, ainsi qu'un nombre significatif de fonds fiduciaires, sont venus renforcer les allocations pays initiales. La Banque mondiale a de surcroît fourni dès le début des fonds pour les infrastructures, de façon à attirer le secteur privé dans le processus d'appel d'offres.

### 3.3. Performance du portefeuille pays

31. Dix (10) projets sont en cours dans le portefeuille actuel, à des étapes différentes de leur mise en œuvre, pour un montant total approuvé de 68,33 millions d'UC. Dans l'ensemble, le secteur Eau et assainissement (infrastructures) représente 32,94 millions d'UC (48 %), le secteur social, 15,24 millions d'UC (23 %), l'agriculture (et les situations d'urgence), 13,17 millions d'UC (19 %), le secteur privé, 3,99 millions d'UC (6 %) et les projets multi-secteur, 3 millions d'UC (5 %). Ces chiffres n'incluent pas les fonds dus au Libéria pour son adhésion au Projet de développement des systèmes de paiements de la ZMOA, une opération multinationale comprenant la Sierra Leone, la Gambie et la Guinée, lancée en décembre 2010. La valeur moyenne des projets du portefeuille est de 6,8 millions d'UC. Le tableau 4 et le graphique 6 montrent la répartition sectorielle des projets en cours; leurs caractéristiques détaillées se trouvent à l'Annexe 5.1. Le PFMRS et son complément, qui totalisent un montant de 15,4 millions d'UC, approuvés dans le cadre de la SAC, ont été intégralement décaissés et clos en mai 2009, avec une note satisfaisante.

<b>Tableau 4</b>			
<b>Répartition sectorielle du portefeuille en janvier 2011</b>			
<b>Secteurs</b>	<b>Montant approuvé (en millions d'UC)</b>	<b>% du portefeuille</b>	<b>Décaissements cumulés en %</b>
<b>Eau et assainissement</b>	<b>32,94</b>		
Monrovia (Watsan) & 3 comtés	1,34		
Réforme du secteur de l'eau du Libéria	1,49	<b>48,00</b>	<b>10,00</b>
Projet d'alimentation en eau et d'assainissement en milieu urbain	26,09		
Réhabilitation de l'alimentation en eau de Monrovia (DfID)	4,02		
<b>Social</b>	<b>15,24</b>		
Projet de travaux publics basé sur la main-d'œuvre	15,24	<b>23,00</b>	<b>25,19</b>
<b>Agriculture</b>	<b>13,20</b>		
Projet de réhabilitation du secteur agricole (PRSA)	12,50	<b>19,00</b>	<b>6,5</b>
Assistance d'urgence (invasion de chenilles)	0,67		
<b>Secteur privé</b>	<b>4,00</b>		
Access Bank Liberia (assistant technique)	0,67	<b>6,00</b>	<b>12,00</b>
Banque libérienne pour le développement et l'investissement	3,30		
<b>Multisecteur</b>	<b>3,00</b>		
Projets de soutien institutionnel (PSI)	3,00	<b>4,00</b>	<b>50,53</b>
<b>TOTAL / MOYENNE</b>	<b>68,33</b>	<b>100</b>	<b>15,2</b>

32. Parmi les onze (y compris le projet de la ZMAO) projets en cours, huit ont été notés l'an dernier, deux sont nouveaux et ne font pas l'objet de supervision, et un a été supervisé sans être noté. L'évaluation du portefeuille se fait sur la base des notes de supervision des huit projets. Le tableau 5 présente de manière synthétique les notes des projets.

Tableau 5 : Performances du portefeuille en janvier 2011

Projets	PP/PPP	État d'avancement de la mise en œuvre	Impact sur le développement	Évaluation globale
1. Extension de l'alimentation en eau et de l'assainissement à Monrovia et dans 3 comtés	Non PP / Non PPP	2,23	2,50	2,37
2. Réforme du secteur de l'eau du Libéria	Non PP / Non PPP	2,42	2,38	2,40
3. Alimentation en eau des villes :	*	*	*	*
4. Réhabilitation du système d'alimentation en eau et d'assainissement	Non PP / Non PPP	1,80	2,00	1,9
5. Assistance technique à Access Bank	**	**	**	**
6. Banque libérienne pour le développement et l'investissement	*	*	*	*
7. Assistance d'urgence pour contrôler les invasions de chenilles	Non PP / Non PPP	3,00	3,00	3,00
8. Projet de réhabilitation du secteur agricole	<b>PP</b>	1,45	2,67	2,08
9. Projet d'appui institutionnel	Non PP / Non PPP	2,36	3,00	2,68
10. Projet de travaux publics base sur la main-d'œuvre	Non PP / Non PPP	2,09	3,00	2,55
11. 11. Projet de développement de la Zone monétaire d'Afrique de l'Ouest	Non PP / Non PPP	2,31	1,67	1,99
	<b>1 PP</b>	<b>2,21</b>	<b>2,53</b>	<b>2,37</b>

\*Nouveaux projets non supervisés / non notés; \*\*Projet supervisé sans être noté

33. Le portefeuille obtient une note globale de 2,37 qui est satisfaisante. La note moyenne de l'état d'avancement de la mise en œuvre est de 2,21, tandis que celle de l'Objectif de développement s'établit à 2,53. Le portefeuille compte un projet à problème, le PDSA<sup>5</sup>. Le portefeuille à risque (PAR) de la Banque est de<sup>6</sup> 9 %, tandis que les engagements à risque (EAR) représentent<sup>7</sup> 12.5 millions d'UC. Le PDSA est qualifié de projet à problèmes (PP), en raison de retards dans l'établissement du bureau du projet et dans le recrutement initial de personnel. Au cours de l'année précédant l'examen du portefeuille, la plupart des opérations notées n'avaient été supervisées qu'une fois, bien moins que la cible de 1,5 et la moyenne de la Banque établie à 1,5. De plus, la qualité de la supervision souffre parfois du dosage inadéquat de compétences des missions dédiées à cette activité, en raison notamment du chevauchement des calendriers. Grâce à l'amélioration de la programmation des missions, des progrès ont été réalisés.

34. En général, les problèmes de mise en œuvre s'expliquent par des décaissements et une gestion financière difficile, des retards dans la passation des marchés en raison de la difficulté d'identification et de recrutement de cabinets de conseil performants, ainsi que par un manque de capacités permettant d'assurer un flux continu de données sur les cycles des projets compilées dans les dossiers administratifs. Un meilleur dosage de l'assistance technique (AT) et de la surveillance de l'action des organismes chargés de la mise en œuvre, de façon continue, permettrait de remédier à cette situation. Le Sierra Leone Field Office (SLFO) a apporté son soutien dans le cadre du renforcement des capacités (sensibilisation aux règles et procédures de passation des marchés de la Banque), de la planification de la passation des marchés et de la préparation des documents relatifs aux appels d'offre, tandis que le département de statistiques de la Banque a renforcé les capacités et a fourni une AT dans le domaine de la génération de données et dans les fusions-acquisitions. Les connaissances de la Banque sur le Libéria s'étant améliorées, la conception des projets est de plus en plus adaptée aux spécificités locales.

<sup>5</sup> En février 2011, le projet n'est plus noté comme problématique.

<sup>6</sup> le pourcentage du nombre de projets à risque par rapport au nombre total des opérations notées.

<sup>7</sup> la valeur totale des prêts et dons des opérations ayant été identifiés comme portefeuille à risque.

35. **Décaissement.** Le décaissement cumulé global du portefeuille est passé de 44 % à 15,2 %, conséquence de la récente approbation de 26,09 millions d'UC pour le projet d'alimentation en eau et d'assainissement en milieu urbain du Libéria. En général, le taux de décaissement de la plupart des projets du portefeuille est bas. Ceci s'explique par l'âge des projets, qui est de 2 ans en moyenne. Ce taux devrait augmenter de façon significative à mesure que le portefeuille gagne en maturité. Le Projet d'appui institutionnel, qui a presque 4 ans, est le projet le plus ancien, avec le plus fort taux de décaissement, à 56 %. Ce projet prendra fin en septembre 2011 et sera alors totalement décaissé. Deux prorogations ont été demandées, la formation locale restant la dernière activité en souffrance. Le décaissement du projet du secteur social LBPWP (2,8 ans) est de 29,8 %. Cette lenteur est due aux retards pris par le commencement de la route Fishtown-Harper. À cet égard, le contrat du consultant en ingénierie responsable de ces mauvaises performances a été résilié et un autre consultant sera bientôt recruté.

36. **Évaluation comparative des performances du portefeuille.** Comparé à d'autres États fragiles et aux autres opérations de la Banque, le portefeuille du Libéria affiche de bonnes performances. Les projets à problèmes sont moins nombreux et donc, le PAR et l'EAR affichent de meilleurs résultats. La taille moyenne de l'opération est bien inférieure à la moyenne de la Banque. La mission d'examen du portefeuille a fait apparaître que même si la Banque mondiale est présente au Libéria depuis bien plus longtemps, aucune différence significative n'a été relevée entre la mise en œuvre de ces projets et de ceux de la Banque. Les deux institutions font face aux mêmes problèmes en termes de mise en œuvre et collaborent pour relever les défis communs. Le tableau 6 compare les performances du portefeuille du Libéria avec celles de la Banque.

**Tableau 6 : Comparaison des performances du portefeuille**

	Libéria (2010)	Banque (2010)	États Fragiles
Taux de décaissement <sup>8</sup>	s.o.	28 %* (FAD, seulement 18 %)	15%
Décaissement - cumulé	15.19%	s.o.	
Taille moyenne du portefeuille	6,8 M UC	24,8 millions d'UC (FAD, seulement 18,9 millions)	
Moyenne des missions de supervision par an	1.0	1.5	
Portefeuille à risque (PAR)	9%	37 % (FAD, seulement 47 %)	45%
Taux d'engagement à risque (EAR)	3%	39%	
Projets à problème	9%	6% (2008)	14%
Délais entre l'approbation et le premier décaissement	s.o.	14,4 mois	
Projets vieillissants	Néant	12%	17%
Opérations supervisées deux fois par an	s.o.	33%	
Âge moyen du portefeuille	1,9 an.	4,2 ans.	

37. **Capacités de mise en œuvre.** La fuite des cerveaux au Libéria pendant la longue guerre civile a entraîné une inadéquation des capacités humaines et des carences au niveau de la gestion de projets et d'autres compétences nécessaires à la mise en œuvre des projets financés par la Banque. Cela s'illustre également par la présence de plusieurs spécialistes non libériens engagés par le gouvernement pour gérer la mise en œuvre de plusieurs projets financés par les bailleurs de fonds. Le gouvernement prend actuellement des mesures pour traiter ce problème dans le cadre de la stratégie exhaustive de renforcement des capacités nationales. La Banque apporte également son soutien en vue de favoriser la création de capacités dans les domaines de la production de données statistiques nationales, de données sur les cycles de projet pour le S&E et de la passation de marchés. Concernant les projets de réforme de la gouvernance, d'alimentation en eau et d'assainissement, où la Banque est le principal bailleur de

<sup>8</sup> Taux de décaissement au cours de l'année par rapport au solde non décaissé du portefeuille à la fin de l'année précédente.

fonds, le manque de leadership sur le terrain, en particulier durant le dialogue, est devenu patent. Dans le secteur de l'alimentation en eau et de l'assainissement, le processus de recrutement d'un consultant à long terme sur place est en actuellement en cours. Cela étant, la présence permanente de la Banque au Libéria demeure essentielle.

38. **Portefeuille de la Banque mondiale** : Le portefeuille de la Banque mondiale se compose de 12 projets pour des engagements totaux de 226 millions \$ EU. Les décaissements représentent 101 millions \$ EU, soit 46 %, avec un taux de décaissement pour l'exercice 2010 de 20 %. L'âge moyen des projets est de 2 ans. Six projets sont dans leur dernière année de mise en œuvre, tandis que deux autres en sont à leur première année. L'Annexe 5.2 présente une liste des projets et de leurs caractéristiques. La répartition sectorielle est la suivante : Infrastructures, 164,4 millions \$ EU (principalement les transports); protection sociale, 26,3 millions \$ EU, renforcement des capacités de gouvernance économique et du secteur public, 19 millions \$ EU; agriculture, 7 millions \$ EU; santé, 8,5 millions \$ EU. En 2009, les projets étaient notés comme satisfaisants ou relativement satisfaisants pour les critères Objectif de développement et État d'avancement de la mise en œuvre. Les notes concernant la passation des marchés et la gestion financière étaient généralement insuffisantes. Les principaux défis sont : (i) les projets ont été préparés à la hâte, sans un renforcement préalable approprié des capacités; (ii) le personnel n'est pas suffisamment au fait des politiques et procédures fiduciaires de la Banque. La Banque mondiale propose de fournir une formation plus approfondie sur les questions fiduciaires, ainsi que d'augmenter les capacités du personnel de la Banque en vue d'assurer à long terme le bon fonctionnement des processus de passation de marchés des projets, en nommant du personnel spécialisé dans ces processus sur place à plein temps.

39. **La coordination des interventions des bailleurs de fonds** s'est améliorée grâce à la création d'une Unité de gestion de l'aide au sein du ministère des Finances (MOF). La coordination de l'action des donateurs a été efficace au niveau sectoriel, permettant d'apporter des ressources supplémentaires à l'agriculture et à l'alimentation en eau du côté de la BAD, ainsi qu'à l'éducation et aux infrastructures du côté de la Banque mondiale. La BAD a collaboré avec la Banque mondiale, le DfID, le Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA) et l'Organisation internationale du travail (OIT). Cependant, la coordination au niveau stratégique et politique peut mieux faire, notamment concernant la remise sur pied du Comité de reconstruction et de développement du Libéria. La proposition d'établir une présence sur le terrain améliorera de façon significative la contribution de la BAD à la coordination des donateurs. L'Annexe 11 présente les principaux donateurs, les modalités de l'aide, ainsi que leurs domaines de spécialisation.

40. **Programme d'efficacité de l'aide** : Le gouvernement libérien s'est engagé à respecter les principes de la Déclaration de Paris et ceux du Programme d'action d'Accra. Toutefois, en amont du PPTE, la mise en œuvre du programme s'est faite de façon hésitante et manquait de régularité. Le développement à long terme est désormais privilégié et, grâce au renforcement institutionnel, le gouvernement donne à présent la priorité à une plus grande efficacité de l'aide, en renforçant les moyens. La BAD a fait face à des difficultés à cet égard, en raison de son manque de présence sur le terrain, mais elle a apporté son soutien là où le gouvernement faisait la preuve de son engagement, s'efforçant de collaborer avec les donateurs lors des missions, afin de garantir l'équilibre et la complémentarité de l'aide. La BAD a également fait participer dans ses consultations la société civile et le Parlement, ainsi que des partenaires internationaux. Les organisations de la société civile doivent être impliquées dans la mise en œuvre de la SAC, y compris pour les activités de supervision, de façon à améliorer la transparence et l'efficacité du développement.

41. Concernant l'utilisation des systèmes nationaux, la BAD est l'un des principaux fournisseurs d'appui budgétaire. Le projet d'alimentation en eau et d'assainissement, le LBPWP et l'ASRP font appel

à des équipes de gestion de projets composées de personnel de l'État et d'experts ad hoc (principalement fiduciaires) qui forment le personnel et renforcent ainsi les systèmes nationaux. Ces équipes sont sous la responsabilité directe du ministère concerné. Elles se chargent également de la mise en œuvre d'autres projets de donateurs (par exemple, la Banque mondiale, le FIDA). Le PSI dépend d'une Unité de mise en œuvre de projets (UMP), cogérée avec la Banque mondiale. De la même manière, la Banque mondiale renforce les systèmes nationaux des ministères des Travaux publics et de la Santé grâce à la mise en œuvre de ses projets. Le processus conjoint de conception, de mise en œuvre et d'évaluation de la stratégie avec la Banque mondiale a permis d'améliorer l'efficacité de l'aide, même s'il a été difficile de produire un document conjoint du fait de contraintes de temps et des exigences institutionnelles. Par conséquent, il a été convenu de maintenir à l'avenir cette collaboration, sans toutefois s'imposer la nécessité de produire des rapports conjoints. Des efforts restent cependant à faire dans le domaine de l'harmonisation et de la responsabilisation mutuelle, ce qui sera facilité par la présence permanente de la BAD sur le terrain, ainsi que la Banque l'a proposé.

42. Dans le cadre des mesures mises en place pour améliorer la qualité du portefeuille, la Banque et le gouvernement, en collaboration avec la Banque mondiale, ont mis au point un Plan d'amélioration du portefeuille-pays (CPIP) lors d'un atelier qui s'est tenu à Monrovia en juillet 2010. Ce plan sera suivi d'un dialogue avec le gouvernement et le personnel du projet pour garantir la mise en œuvre du CPIP. De la même façon, le personnel mettant en œuvre les projets financés par la Banque élaborera des plans de mise en œuvre pour chacun de leurs projets respectifs. Le CPIP est présenté en Annexe 6.

#### **IV. ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET RECOMMANDATIONS**

43. Les examens de la stratégie et du portefeuille montrent que les priorités et les choix de la Banque ont été les bons et que la performance du portefeuille a été satisfaisante. Il reste néanmoins des défis à relever. Tout d'abord, le manque de présence de la Banque sur le terrain constitue un obstacle majeur aux opérations menées au Libéria, ainsi qu'à la mise en œuvre du programme d'efficacité de l'aide. La fragilité des systèmes nécessite le maintien d'un dialogue avec les autorités et les autres partenaires au développement pour appuyer la conception et la mise en œuvre des projets, ainsi que le renforcement des capacités. Ensuite, l'engagement relativement récent de la Banque au Libéria a entraîné une prolifération de produits du savoir ad hoc. Troisièmement, les capacités du système statistique national au niveau central et sectoriel sont très insuffisantes et incapables de générer des indicateurs macro-économiques ou des indicateurs des principaux secteurs et sur les cycles des projets permettant d'assurer le suivi et d'évaluer les réussites des programmes et des projets. Quatrièmement, les exigences institutionnelles imposent des coûts relativement élevés à la rédaction de documents stratégiques conjoints. En vue d'améliorer la gestion de la stratégie et du portefeuille, il est donc recommandé de :

- (i) renforcer les capacités et les institutions à l'échelle nationale,
- (ii) renforcer la présence de la Banque au Libéria dès que possible, Ceci permettra de renforcer le dialogue que la Banque entretient avec les autorités et les partenaires, de fournir le soutien nécessaire à la mise en œuvre des projets, à la gestion du portefeuille et au renforcement des capacités et de contribuer de façon efficace à la mise en œuvre du programme d'efficacité de l'aide.
- (iii) S'assurer du dépistage en temps utile des lacunes afin que la stratégie puisse en tenir compte
- (iv) Renforcer les capacités statistiques à l'échelle du pays et des secteurs afin de favoriser la production à long terme d'indicateurs macro-économiques et sur les principaux secteurs,

ainsi que de données sur les cycles des projets pour le S&E des réalisations des secteurs et des projets.

- (v) Concevoir, mettre en œuvre et évaluer les stratégies en collaboration avec les partenaires au développement, sans nécessairement exiger la production de rapports conjoints.

## V. STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE EN 2011-2012

### 5.1. Contexte du développement du Libéria, prolongement des SRP et de la SAC

44. Le Libéria a réalisé d'importants progrès au cours des quatre dernières années, notamment en parvenant à maintenir un cadre macro-économique robuste, une croissance solide et une position budgétaire prudente, à mettre en œuvre des réformes structurelles et à atteindre le point d'achèvement PPTE. L'accès aux financements post-PPTE se présente sous les meilleurs auspices, notamment pour ce qui est de combler les insuffisances patentes des infrastructures. Le taux de mise en œuvre des livrables des SRP a atteint 80 % lors de la deuxième année (en avril 2010), ce qui représente une augmentation significative par rapport aux 20 % de la première année. 2010 étant une année pré-électorale et étant donné qu'il est peu probable que les livrables de la troisième année soient achevés d'ici juin 2011, la SRP a été prolongée jusqu'en décembre 2011. La crise économique mondiale étant désormais derrière nous et avec le retour des IDE dans le pays, le Libéria a adopté une ambitieuse vision à long terme ayant pour objectif d'atteindre le statut d'État à revenu intermédiaire d'ici 2030. Dans le même temps, une stratégie quinquennale de croissance économique et de développement est en cours d'élaboration afin de définir les priorités sur le moyen terme. Cette stratégie devrait voir le jour en juillet 2012. Au cours du premier semestre de cette même année, le nouveau gouvernement devrait rédiger et mettre en œuvre un Plan d'action sur 150 jours.

45. Il ressort des discussions engagées avec les parties prenantes que les domaines prioritaires ne changeront probablement pas, la gouvernance, le développement des infrastructures et la croissance en faveur des pauvres demeurant au cœur des stratégies à venir. À la lumière de ces attentes, tout en prenant en compte les incertitudes quant à la préparation en temps voulu d'une nouvelle SRP, en raison de l'imminence des élections, de l'instabilité régionale et des risques croissants de chocs externes, la BAD propose de prolonger la période de la SAC de 18 mois, jusqu'en décembre 2012, en conservant les mêmes piliers et domaines d'intervention, avec une possibilité de clôture prématurée, suivant la situation. La Banque africaine de développement et la Banque mondiale se sont mises d'accord pour poursuivre leur étroite collaboration et produire une SAC qui appuiera la prochaine stratégie du gouvernement.

### 5.2. Stratégie du Groupe de la Banque

46. La stratégie du Groupe de la Banque est toujours pertinente et conservera la priorité accordée à la gouvernance et aux infrastructures. Dans le domaine du renforcement des capacités, outre l'amélioration de celles de la GFP, l'accent sera plus particulièrement mis sur le soutien des systèmes de S&E nationaux et sectoriels. L'assistance de la Banque aux capacités statistiques se portera sur l'amélioration des capacités nationales de production de statistiques et la création de systèmes de gestion des informations (voir Annexe 13). L'emploi des jeunes restera un thème transversal, notamment dans le cadre du LBPWP et des opérations du secteur privé.

47. **Éligibilité à la FEF** : Le Libéria a fait des efforts louables pour mettre en œuvre le programme d'assistance de la Banque au cours du FAD 11. Le pays procède actuellement à l'élaboration complète d'une seconde SRP dont la mise en œuvre nécessitera le soutien de la Banque, via la FEF. Le gouvernement a, depuis 2008, profondément transformé ses cadres institutionnels et juridiques de la gestion des finances publiques, la gestion de la dette, du processus budgétaire, de la politique fiscale et

de l'administration fiscale. De plus, la dette PTTE a été allégée. Ces accomplissements ont contribué à stabiliser l'économie et à renforcer la confiance des investisseurs. Si les perspectives à moyen terme sont positives, le Libéria demeure l'un des pays les plus pauvres d'Afrique sub-saharienne, avec 63,8 % de la population vivant avec moins d'un dollar par jour. Le pays n'a pas beaucoup progressé sur les OMD, mais le gouvernement souhaite atteindre ces objectifs dans le contexte du programme Vision 2030, en cours d'élaboration. Le Libéria est également vulnérable aux chocs externes, ainsi qu'à l'instabilité régionale. Les besoins en infrastructures sont immenses et les possibilités d'emprunt, limitées. Le développement des capacités souffre également de grosses lacunes. Au vu de ces résultats, fruits de l'évaluation de l'éligibilité, la direction propose de prolonger l'appui de la FEF au Libéria pendant le FAD 12 (Annexe 12).

48. Grâce à l'allègement de la dette et à l'amélioration des indicateurs de surendettement passé d'un niveau élevé à un niveau faible, le Libéria est éligible aux prêts FAD à 100 %. L'allocation indicative basée sur les performances du pays dans le cadre du FAD 12 s'élève à 36,75 millions d'UC. L'aide supplémentaire proposée de la FEF est de 52,43 millions d'UC et le soutien ciblé disponible de la FEF s'élève à 4,7 millions d'UC. Les ressources totales indicatives disponibles sont ainsi de 94 millions d'UC. Les opérations proposées sont présentées au tableau 7. Figurent au portefeuille indicatif de la Banque mondiale pour 2011-2012 : l'appui budgétaire (2 millions \$ EU); l'agriculture forestière pour les petits exploitants (15 millions \$ EU); la gouvernance du secteur extractif africain (1 million \$ EU); le pool énergétique d'Afrique de l'Ouest (10 millions \$ EU); les transports (20 millions \$ EU); et le secteur forestier (1 million \$ EU), pour un montant total indicatif de 49 millions \$ EU.

Tableau 7 : Réserve indicative, 2011-2012

Projet	Secteur	Montant indicatif Allocations hors Libéria (en millions d'UC)	Source	Cofinancement	Total BAD (en millions d'UC)	Année indicative
<b>Pilier I : Refondation des fonctions et des institutions fondamentales de l'État</b>						
PFMRSP II	Multi (gouvernance)	30	Pilier I FEF 12	11 (BM) 10 (EC)	30	2011-12-13
AT et renforcement des capacités	Multi (gouvernance)	3	Pilier III FEF 12	0	3	2011-2013
Renforcement des capacités statistiques, assistance technique	Statistiques / S&E	1	Pilier III FEF 12	à déterminer	1	2011-2012
<b>Pilier II : Relance et promotion de la croissance économique favorable aux pauvres</b>						
Appui supplémentaire LBPWP (Fishtown-Harper)	Protection sociale / infrastructures	5	Pilier I FEF 12	0	5	2011
Pool énergétique d'Afrique de l'Ouest (multinational)	Énergie	13	FAD 12	27 (FAD 12 régional) 261 (BM, BEI, EBID)	40	2011
Revêtement du projet Fishtown-Harper	Infrastructures	17	Pilier I FEF 12	8	25	2011
Gestion de la forêt et préservation de l'écosystème du fleuve Mano (multinational)	Agriculture / environnement	0	FAD 12 régional	40 UE, USAID, FEM, PAM	40	2011
<b>Total</b>		<b>69</b>		<b>75</b>	<b>144</b>	
<b>Étude économique et sectorielle</b>						
<b>Pilier II : Relance et promotion de la croissance économique favorable aux pauvres</b>						
Plan d'action intégré pour les infrastructures	Intégration des infrastructures		Fonds fiduciaire canadien			2011

49. Concernant les résultats 1, 4 et 5 attendus au titre du Pilier I, la Banque fournira 30 millions d'UC sous la forme d'une opération d'appui budgétaire triennale, décaissée en trois tranches entre 2011 et 2013, et financée via l'appui supplémentaire de la FEF. L'objectif du projet est d'améliorer l'efficacité, la transparence et la responsabilisation dans la gestion des ressources publiques, afin de permettre le développement d'un État capable d'offrir de meilleurs services aux pauvres, afin de réduire la pauvreté. Ce soutien mettra l'accent sur (i) le renforcement des capacités de gestion des finances publiques (y compris au niveau macro-fiscal, budgétaire, de l'audit, de la passation des marchés et de la gestion de la dette); (ii) l'amélioration de la mobilisation des ressources intérieures (impôt et douanes); (iii) l'amélioration de la gouvernance des industries extractives, ainsi que le renforcement des institutions d'intégrité (commissions de lutte contre la corruption et sur la gouvernance); (iv) l'amélioration du cadre des affaires, ainsi que la promotion du développement du secteur privé. Cet appui sera complété par le soutien ciblé de la FEF, ainsi que par le dialogue sur les politiques. Un deuxième PSI pourrait également être envisagé, afin prendre le relais du premier. Les domaines indicatifs d'assistance dans le cadre de l'appui ciblé de la FEF sont : (1) le renforcement des capacités et une AT à l'unité macro-fiscale du ministère des Finances; (2) le soutien à l'unité de coordination des réformes de la GFP du ministère des Finances; (3) le soutien à l'unité de gestion de l'aide du ministère des Finances pour renforcer l'efficacité de l'aide; (4) le soutien à l'unité de renforcement des capacités nationales du ministère de la Planification (voir Annexe 7).

50. Concernant les résultats attendus 3 et 6 du Pilier II, un financement supplémentaire provenant de la FEF pour le LBPWP est prévu début 2011, à hauteur de 5 millions d'UC, afin de couvrir les dépassements de coûts. Pour garantir la durabilité de ce projet, le projet de revêtement de la route Fishtown-Harper est en cours d'examen, pour un montant de 17 millions d'UC provenant de la FEF, et dépend de la disponibilité de financements supplémentaires. Un projet potentiel d'alimentation en eau et d'assainissement en milieu rural contribuant au résultat attendu 3 pourrait également être envisagé pour 2012.

51. **Projets régionaux** : La Stratégie d'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest 2011-2015 proposée par la Banque prévoit les projets régionaux suivants : (i) le projet de Pool énergétique d'Afrique de l'Ouest, visant à améliorer l'accès à l'énergie de la sous-région; et (ii) le projet de gestion forestière et de préservation de l'écosystème du fleuve Mano, en Haute-Guinée, visant à promouvoir l'intégration régionale via de meilleures infrastructures physiques et virtuelles, pour une gestion plus efficace, durable, équitable et sûre des ressources naturelles transfrontalières.

52. **EES** : L'étude économique et sectorielle en cours met également l'accent sur les domaines prioritaires d'intervention, à savoir la gouvernance, le développement du secteur privé, le développement agro-industriel, le renforcement des capacités et les questions sexospécifiques. En raison d'importantes lacunes de connaissances concernant la priorisation des investissements dans les infrastructures, à la fois en interne et aux fins de l'intégration régionale, avec une attention particulière portée sur la création et la stabilité de l'emploi, une étude clé dans ce domaine a été lancée visant le périmètre de fragilité, incluant le Libéria, la Sierra Leone, la Guinée et la Guinée-Bissau. La Banque mondiale envisage d'entreprendre une évaluation de la pauvreté et des EES dans les domaines clés de son assistance, ainsi que des activités analytiques et de conseil pour la reconstruction des capacités de l'État et de l'énergie en milieu rural. Une collaboration sera mise en place dans le domaine de la gouvernance. Pour tous les autres sujets, des consultations approfondies seront menées.

53. **Opérations du secteur privé** : Les opérations du secteur privé contribueront au développement du secteur privé au Libéria via la permanence du soutien apporté aux institutions financières appuyant les petites et moyennes entreprises (PME), et elles favoriseront les partenariats public-privé, notamment

pour les industries extractives et le secteur de l'énergie. Une attention particulière sera portée à l'amélioration de l'emploi des jeunes et des femmes.

54. **Assistance de la Facilité africaine de soutien juridique (FASJ) :** La FASJ a effectué sa première mission au Libéria en novembre 2010. Le gouvernement, qui s'est acquitté de ses dettes contractées auprès de fonds voutours avant d'atteindre le point d'achèvement PTTE, a demandé le soutien de la FASJ concernant les transactions commerciales complexes, notamment dans le domaine de l'extraction des ressources naturelles.

55. **Dialogue :** Un dialogue sera mis en place pour nourrir la vision à long terme et la SRP II sur les réformes dans le contexte du groupe de travail d'appui budgétaire, sur l'agro-industrie et la diversification, sur la gestion des ressources naturelles et sur l'intégration régionale, en se basant sur les EES en cours et programmées comme point de départ.

56. **Risques et mesures d'atténuation :** La mise en œuvre de la stratégie est confrontée à trois risques principaux. Tout d'abord, un risque important de chocs externes, comme une baisse de la demande et des prix affectant les principales exportations libériennes, un ralentissement de l'aide et des flux d'investissements directs étrangers, une diminution des transferts d'argent en provenance de l'étranger pour les ménages les plus pauvres et une baisse des importations d'aliments et de carburant causée par des difficultés à obtenir des crédits commerciaux. Ensuite, il existe un risque d'insécurité et de retour au conflit en raison de l'instabilité politique en Côte d'Ivoire et de la perspective des élections de 2011. Toutefois, le maintien de la présence des troupes des Nations Unies atténue ce risque et un retrait graduel programmé pourra être envisagé en fonction des événements. Le risque de corruption existe toujours, même s'il a été fortement réduit grâce aux réformes pour la gouvernance et la transparence. Enfin, les capacités d'exécution insuffisantes, bien qu'en amélioration, comporte des risques pour la mise en œuvre, même s'ils sont en recul par rapport aux deux années précédentes. La mise en place d'un dialogue solide sur le programme de réformes macro-économiques et de gouvernance, ainsi que sur la protection sociale fournie via des méthodes basées sur la main-d'œuvre et les réponses en cas d'urgence, le cas échéant, contribuera à atténuer les risques liés aux chocs externes. Le programme de développement du pays a été mis au point de manière très participative et traite des aspects les plus importants de la réduction de la pauvreté, de la croissance partagée et de la stabilité, qui sont tous des thèmes de préoccupation pour les Libériens. Ces priorités ne devraient pas beaucoup changer après les élections. Les projets continueront à être conçus soigneusement en vue de contrecarrer les risques liés à la corruption, tout en renforçant les capacités. La priorité donnée à l'amélioration de la gestion des finances publiques et des capacités institutionnelles pour la prestation des services contribuera à faire rayonner le programme de gouvernance.

## VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

57. L'économie du Libéria est parvenue à se stabiliser au cours des trois dernières années grâce à des politiques macro-économiques solides, des réformes institutionnelles draconiennes et un allègement de la dette. Les perspectives à moyen termes sont positives, avec une augmentation des exportations de matières premières et des investissements directs étrangers. Cependant, il reste des défis de taille dans le secteur des infrastructures et le renforcement des capacités, l'accès au financement, les droits de propriété et le régime foncier, qui constituent encore des obstacles au développement du secteur privé et à la croissance favorable aux pauvres. Les priorités et les choix de la Banque ont été adéquats, et la mise en œuvre satisfaisante, même si une présence permanente sur le terrain permettrait d'améliorer davantage ces résultats. La concentration stratégique de la Banque sur les deux piliers « refondation des

fonctions et institutions fondamentales de l'État » et « relance et promotion de la croissance économique favorable aux pauvres » est toujours pertinente. Les opérations proposées respectent cette priorité accordée aux infrastructures, à la gouvernance, à l'intégration régionale et au renforcement des capacités.

58. Il est recommandé aux Conseils d'administration du Groupe de la Banque : (i) d'approuver le prolongement de la SAC actuelle à décembre 2012 (la Banque mondiale propose un prolongement jusqu'en juin 2012), avec une possibilité de clôture prématurée, en fonction de la situation; (ii) d'approuver l'éligibilité du Libéria pour un second cycle d'appui supplémentaire de la FEF dans le cadre du FAD 12.

## CONTRIBUTION DU GROUPE DE LA BANQUE AUX RÉFORMES DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

1. *Le PFMRSP I (y compris sa composante supplémentaire) constitue la première opération d'appui budgétaire de la BAD au Libéria*, et la Banque a joué le rôle de chef de file parmi les donateurs en fournissant un appui budgétaire substantiel. Du fait des engagements pris par le gouvernement en faveur d'une politique dite de « zéro emprunt » et la gestion d'un budget de trésorerie, l'aide apportée a été essentielle pour soutenir les dépenses prévues par la SRP. Le passage aux PAR est motivé par la bonne gestion et les progrès de l'économie du Libéria et s'inscrit en droite ligne de la Déclaration de Paris de 2005 sur l'amélioration de l'efficacité de l'aide. Les priorités du programme - renforcement de la gestion des finances publiques et de l'administration des recettes, et soutien à la stratégie alimentaire du gouvernement – correspondent (i) au troisième pilier de la SRP, visant la gouvernance économique, et (ii) aux objectifs élargis de la SRP visant à promouvoir la prospérité et la paix en garantissant la fourniture de services publics, l'atténuation des effets de la hausse des prix alimentaires sur les plus pauvres et le renforcement des filets de sécurité sociaux. Les contraintes de capacités devaient être prises en charge par des programmes ciblés de renforcement des capacités du gouvernement, soutenus par le Programme d'appui institutionnel (PSI) de la Banque pour la gestion économique et la bonne gouvernance, par l'Unité des États fragiles (FSU) et par les autres donateurs. L'opération d'appui budgétaire a contribué à amortir le coût de plusieurs réformes nécessaires pour mener à bien le programme ECF du FMI, et a satisfait les déclencheurs flottants PTTE du point d'achèvement. Plus précisément, cette opération a contribué à amortir les coûts des réformes suivantes :

2. *Renforcement des systèmes de gestion des finances publiques* : 1. application de la loi Gestion des finances publiques; 2. Fusion du Bureau du Budget et du ministère des Finances; 3. l'Unité macro-fiscale (UMF) s'acquitte de plus en plus de fonctions fondamentales et relie le budget au cadre fiscal à moyen terme; cinq personnes qualifiées ont été recrutées pour préparer et présenter un CFMT; 4. le budget commence à fournir des informations sur les flux d'aide des donateurs.

3. *Renforcement de l'administration des recettes* : 1. création d'un service informatique et recrutement de personnel compétent afin d'être en mesure d'utiliser les nouveaux logiciels ; 2. création d'équipes de projet dédiées au Système d'administration fiscale intégré (SAFI) et les Systèmes automatisés pour les données douanières (SADD) ; 3. mise en œuvre des systèmes de gestion des risques et amélioration des systèmes post-audit; 4. lancement du guichet unique de douanes.

4. *Amélioration des systèmes de passation des marchés et d'audit* : 1. l'IMFIS commence à être utilisé par tous les services concernés du ministère des Finances; 2. des experts régionaux aident à la conduite d'audits externes de cinq ministères; 3. des audits internes sont organisés dans les principaux ministères.

5. *Assistance portée au gouvernement dans la réponse à la crise alimentaire mondiale* : via une réduction de la taxe à l'importation de riz et des droits de douanes

pour les intrants agricoles. La stratégie alimentaire globale des autorités prévoit toujours des taxes d'importation sur le riz (représentant une perte de revenus estimée à 0,9 % du PIB) et sur les intrants agricoles.

6. ***Assistance portée au gouvernement dans la réponse à la crise économique mondiale*** : Une aide supplémentaire a été fournie en vue de compenser une partie de la chute des recettes survenue dans le sillage de la crise économique mondiale, qui a permis de maintenir les dépenses liées à la SRP.

7. ***Le PSI a permis au ministère des Finances d'améliorer les fonctions des finances publiques et les compétences du personnel.*** Le PSI a assuré des formations et a fourni des équipements informatiques et bureautiques pour renforcer les capacités de plusieurs services du ministère des Finances. notamment pour l'élaboration d'un cadre budgétaire permettant d'orienter la préparation du budget annuel, le suivi et l'établissement de rapports présentés en temps voulu sur les dépenses, ainsi que la gestion du programme de réforme et de modernisation des revenus. D'autres aides ont été offertes, notamment sous la forme de mobilier de bureau, de manuels et de formations.

8. ***Le soutien du PSI au département des recettes porte ses fruits en termes de renforcement des ressources humaines, des systèmes et des technologies de l'information en vue de moderniser les systèmes d'administration fiscale et douanière et pour augmenter les capacités de mobilisation des recettes nationales.*** Le rendement réel des recettes a progressé de 48,7 % (118,5 millions \$ EU) en 2007, de 19,9 % (176,2 M \$ EU) en 2008 et de 23,8 % (261,5 millions \$ EU) en 2009. Sur l'ensemble des recettes en 2009, les recettes fiscales nationales et les revenus douaniers représentaient 40 % et 36 %, respectivement, tandis que les recettes non fiscales et les dons externes représentaient 7,7 % et 10,6 %, respectivement. Les recettes nationales (fiscales et non fiscales) ont crû de 26,6 % (125,7 millions \$ EU) par rapport à l'année précédente et ont contribué pour 48 % aux recettes totales, tandis que les recettes douanières n'ont augmenté que de 1,5 %, leur contribution aux recettes totales ayant baissé (de 44 % en 2008 à 36 %), suite à l'impact de la récession économique mondiale.

9. ***La réussite de la réforme de la gouvernance est un pilier essentiel de l'amélioration du développement socio-économique, qui permettra de réduire la pauvreté au Libéria.*** Bien qu'une réforme de la gouvernance ne garantisse pas directement la construction d'écoles, de centres de soins, de systèmes de distribution d'eau, ni la réhabilitation des routes ou la création d'emplois, elle a permis au gouvernement d'améliorer la gestion économique et financière, d'augmenter les recettes prélevées et d'améliorer les dépenses. Grâce à ces améliorations, le gouvernement a pu ensuite augmenter les investissements dans l'éducation, la santé, les systèmes d'eau, l'électricité, les routes et autres biens publics. Il a également aidé les entreprises en rendant les droits de douane, les politiques fiscales et les procédures de passation des marchés publics plus efficaces, plus transparentes et plus justes.

## **Soutien ciblé de la Facilité des États fragiles**

10. Le soutien ciblé de la FEF a apporté son appui à la gestion des finances publiques, ainsi qu'à la lutte contre la corruption et à la promotion de la transparence. En termes comptables, la FEF a proposé des formations, l'impression du manuel de plan comptable, elle a renforcé les capacités de l'unité d'analyse macro-fiscale, de l'unité de gestion de la dette, de l'unité de gestion des recettes fiscales et douanières, a fourni une AT pour l'audit des recettes et les impôts nationaux, ainsi qu'une AT favorisant l'évolution vers une autorité fiscale indépendante. Elle a appuyé le budget du Secrétariat LEITI (2009-2011) et a renforcé les institutions du secteur de l'alimentation en eau et de l'assainissement en milieu urbain, mais aussi celles de la réhabilitation du secteur agricole. Des mesures sont en cours pour fournir une AT dans le domaine des normes comptables et de l'établissement de rapports pour le gouvernement, ainsi que de l'analyse macro-fiscale, et pour mettre au point une stratégie de modernisation des recettes.

## AIDE D'URGENCE POUR COMBATTRE ET PRÉVENIR LES INVASIONS DE CHENILLES AU LIBÉRIA

- Une invasion de chenilles (*Achaea catocaloides*) est survenue dans les comtés de Bong, de Nimba et de Gbarpolu en janvier 2009;
- Cette invasion a eu des effets sur les sources d'eau et la production agricole dans plus de 100 villages, et jusqu'à 100 000 personnes ont été touchées ;
- Le Gouvernement du Libéria, les gouvernements étrangers et les agences donatrices ont mobilisé et fourni des ressources;
- La BAD a mis à la disposition du Gouvernement du Libéria 1 million d'USD pour organiser la lutte et mettre en œuvre des mesures en vue d'éviter la résurgence des invasions de chenilles à l'avenir ;
- Un consultant a été recruté pour apporter son concours à la conception d'une stratégie de riposte d'urgence;
- La stratégie proposée nécessitait certaines modifications des modalités du don initial, en raison des faibles niveaux de résurgence;
- La BAD a approuvé le réalignement du budget des dons.



### I. PRODUITS ET RÉSULTATS

#### Communication communautaire et gestion de l'information

- 15 panneaux d'affichage installés dans le pays, et 18 000 calendriers de 2010 et 9 000 brochures d'information sur l'invasion de chenilles distribués ;
- Ritournelles publicitaires produites; 40 radios communautaires rurales à travers le pays ont reçu chacune un disque pour la diffusion de messages de sensibilisation sur l'invasion de chenilles ;
- Ateliers de prise de conscience et de sensibilisation tenus au sein des communautés dans 15 comtés, en ciblant les dirigeants locaux, les femmes, les



- agriculteurs, les élèves et étudiants, et les ONG;
- Équipements de communication fournis à la Direction de la communication du Ministère de l'Agriculture.

#### **Assistance technique et formation**

- 320 membres du personnel du Ministère de l'Agriculture formés, et ateliers organisés au niveau communautaire à travers le pays sur les pulvérisations et consacrés à la manipulation, à l'utilisation et à l'élimination des insecticides;
- Cadre de référence finalisé pour un cabinet de services-conseils chargé de l'élaboration d'une politique de protection et de réglementation des plantes au Libéria, à partir de janvier 2010.

#### **Santé et approvisionnement en eau et assainissement**

- 147 puits réhabilités dans 76 villes dans neuf comtés, permettant ainsi à plus de 93 000 personnes d'avoir accès à l'eau potable;
- Cinq nouveaux puits construits dans trois villes dans deux comtés, pour desservir au total 4 000 personnes.

#### **Construction et réhabilitation de l'infrastructure**

- Offres reçues, dépouillées et analysées pour la construction de sept installations de stockage et d'un bureau, et pour la réhabilitation de deux bureaux dans sept comtés;
- Marchés attribués pour une période de 90 jours.

#### **ACTIVITÉS À ENTREPRENDRE**

- Recrutement d'un consultant pour la création d'un laboratoire sur les acridiens;
- Acquisition et pré-positionnement d'insecticides à travers le pays;
- Acquisition et pré-positionnement de stocks de WATSAN à travers le pays;
- Acquisition de sept motocyclettes pour répondre aux besoins logistiques des bureaux extérieurs du Ministère de l'Agriculture;
- Formation de deux membres du personnel du Ministère de l'Agriculture à l'examen et à la maintenance des applicateurs de pesticides, ainsi qu'à la gestion du laboratoire sur les acridiens.

## APERÇU GÉNÉRAL DE L'INTERVENTION DE LA BANQUE DANS LE SECTEUR DE L'EAU AU LIBÉRIA

La Banque est actuellement le donateur chef de file dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, et elle participe aux trois opérations suivantes visant à répondre aux besoins à court, moyen et long termes :

### **1. Réponse immédiate: Projet de réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement de Monrovia**

**Objectif:** Ce projet est conçu pour répondre d'urgence aux besoins en matière de réhabilitation des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement de Monrovia, en se basant sur la forte concentration de la population et l'importance économique de cette ville.

**Composantes:** i) Réhabilitation du système de distribution d'eau dans la zone centrale A de Monrovia ; ii) construction d'un étang de stabilisation des eaux usées ; et iii) installation de latrines publiques à fosse.

**Résultats en matière de développement:** i) Amélioration des systèmes de distribution d'eau et d'assainissement au bénéfice de quelque 50 000 personnes, étant entendu que le projet initial réhabiliterait le système d'approvisionnement en eau de Monrovia pour augmenter de 50 % sa capacité d'avant la guerre et garantir la prestation de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement en faveur de 700 000 personnes ; ii) amélioration de la prise de conscience et des attitudes pour ce qui est des pratiques d'assainissement et d'hygiène ; et iii) accroissement de la capacité de la Liberia Water and Sewer Corporation (LWSC) à gérer les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

**Coût et financement du projet:** Financé par le DFID et géré par la BAFD, le projet de Monrovia est d'un coût total de 5,96 millions de dollars.

**État d'avancement de l'exécution:** Le projet a été lancé en mars 2008 et se trouve actuellement à la phase de construction, au titre des travaux de réhabilitation du système d'approvisionnement en eau. L'élaboration des programmes de formation et des manuels sur l'exploitation et la maintenance a été achevée, et les matériels pour l'établissement de la liste des consommateurs, ainsi que pour la numérisation et la production des cartes sont en place.

### **2. Réponse à moyen terme: Étude sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu urbain à Monrovia et dans les trois villes de Buchanan, Kakata et Zwedru**

**Objectif de l'étude:** Préparer un projet prioritaire économiquement et techniquement solide pour Monrovia et trois autres villes, et mobiliser des ressources suffisantes pour son exécution.

Les études complètes de faisabilité, la conception technique détaillée et les documents d'appel d'offres ont été préparés dans le cadre de cette étude qui a abouti au lancement du Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain (UWSSP). L'UWSSP répondra aux besoins en approvisionnement en eau et en assainissement de 580 000 résidents de Monrovia, 45 400 résidents de Buchanan, 39 300 résidents de Kakata, et 27 000 résidents de Zwedru. L'UWSSP est complémentaire au Projet de réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en

eau et d'assainissement de Monrovia, et prévoit l'interface ainsi que la réhabilitation du réseau de distribution d'eau dans la zone centrale B de Monrovia.

**Objectifs de l'UWSSP:** i) Garantir durablement l'accès à des services fiables d'approvisionnement suffisant en eau potable et d'assainissement pour les résidents des villes de Monrovia, Buchanan, Kakata et Zwedru ; et ii) renforcer les capacités institutionnelles, opérationnelles et gestionnaires, ainsi que la viabilité financière à long terme de la LWSC.

**Composantes de l'UWSSP:** i) Réhabilitation et renforcement des systèmes de traitement et de distribution d'eau de Monrovia, Buchanan, Kakata et Zwedru; ii) fourniture d'installations publiques d'assainissement ; iii) appui institutionnel et appui au développement des capacités du personnel du secteur de l'eau et de l'assainissement ; iv) fonds de roulement pour les raccordements à caractère social ; et v) sensibilisation sur les questions environnementales et l'assainissement.

**Résultats en matière de développement:** i) Assurer des services fiables et abordables d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour 50 % des résidents de Monrovia et une couverture de 75 % pour les villes de Buchanan, de Kakata, et de Zwedru, desservant ainsi au total 691 700 personnes; ii) création d'un fonds de roulement pour les raccordements à caractère social afin de garantir l'accès des pauvres aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement ; iii) amélioration de l'exécution des projets par le personnel du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement ; et iv) amélioration de la gestion ainsi que de l'exploitation et de la maintenance des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans ces quatre villes.

**Coût du projet:**

Étude: 1,59 million d'EUR. La FAE finance 95 % du coût du projet, et le Gouvernement du Libéria apporte une contribution en nature (bureaux) de 5 %.

UWSSP: 26,09 millions d'UC (40,4 millions d'USD).

**État d'avancement de l'exécution/plans:**

a) Étude sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement à Monrovia et dans les trois villes de Buchanan, Kakata et Zwedru

- Le rapport final de l'étude de faisabilité a été achevé ;
- Le projet de rapport final sur la conception technique détaillée a été achevé ;
- La finalisation de la conception technique détaillée et des documents des appels d'offres devait s'achever à la fin de juillet 2010 ;
- La dernière table ronde des parties prenantes et des donateurs devait se tenir en septembre 2010 pour la validation finale des études et la mobilisation des financements nécessaires pour les investissements.

b) Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain

- Évaluation de l'UWSSP pour la réhabilitation et l'extension des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement des villes de Monrovia, Buchanan, Kakata et Zwedru ; ce projet a été approuvé par le Conseil de la BAFD le 19 mai 2010, et les accords y afférents ont été signés le 28 mai 2010 (dons du FAD et de la FEF) ;
- Lancement du projet en octobre 2010 ;
- Achèvement du projet en 2014.

### **3. Réponse à long terme: Étude sur la réforme du secteur de l'eau**

**Objectif:** Cette étude vise à promouvoir l'amélioration de la gouvernance et le développement global à long terme du secteur de l'eau.

**Composantes du projet:** i) Élaboration et mise en œuvre de la politique et de la stratégie du secteur de l'eau, réformes institutionnelles et renforcement des capacités ; ii) mise au point d'outils d'appui à la planification dans le secteur de l'eau ; et iii) renforcement des capacités nationales à mener à bien le processus de réforme du secteur.

**Résultats en matière de développement:** i) Amélioration de la politique et restructuration des institutions; ii) accroissement de l'efficacité de l'exécution des projets et programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement ; iii) promotion de la mise en valeur et de l'utilisation efficace des ressources en eau ; et iv) renforcement des capacités du secteur de l'eau à gérer et à mettre en valeur les ressources en eau.

**Coût et financement du projet:** Le Fonds spécial de la Facilité africaine de l'eau a apporté une contribution de 2,5 millions d'EUR.

#### **État d'avancement de l'exécution/plans:**

- Le marché relatif à la conduite de l'étude par le cabinet de services-conseils a été signé ;
- L'atelier de lancement s'est tenu en juin 2010, et la note conceptuelle sur le programme a été soumise à l'atelier des parties prenantes;
- Le rapport initial devait être soumis à la fin de juillet 2010.

## Matrice des résultats pour la Stratégie d'aide conjointe (SAC) au Libéria, 2008- 2012

Appréciation des progrès réalisés: ↓ pas en bonne voie, ↑ cible atteinte, ← en bonne voie

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
<b>Thème stratégique 1 de la SAC – Reconstruction des fonctions et institutions étatiques essentielles (pilier III du DSRP)</b>					
<p><b>Mettre en place un nouveau cadre pour la GFP</b></p> <p><b>Améliorer la GFP en utilisant un système intégré de gestion financière</b></p> <p><b>Améliorer le recouvrement des recettes par la mise en œuvre de réformes ciblant l'administration fiscale et l'automatisation</b></p> <p>(Les indicateurs ne sont pas présentés dans le DSRP)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La fragmentation et le caractère incomplet de la législation, le manque de clarté dans les règles et le manque de coordination favorisent les abus et la corruption</li> <li>Le système comptable est handicapé par l'utilisation du système de comptabilité en partie simple, les faiblesses des systèmes de bons de commande et de comptes fournisseurs, et l'insuffisance de la coordination entre les ressources humaines et la paie, et entre le Ministère des Finances, la BoB et la CBL</li> <li>Le caractère dépassé de la législation, les chevauchements de procédures, les faiblesses des structures organisationnelles et</li> </ul>	<p><b>1. Accroissement de l'efficacité de la préparation et de l'exécution du budget, et amélioration de l'administration des recettes</b></p> <p><i>Exécution du budget</i></p> <p>1.1 Réduction du délai de traitement des bordereaux de paiement d'au moins 50 % (pour passer de 14 jours à 7 jours) d'ici 2010 (Banque mondiale)</p> <p><b>État d'avancement: Objectif réalisé: réduction du délai à 7 jours ↑</b></p>	<p><i>Préparation et exécution du budget</i></p> <p>80 % des bordereaux peuvent être approuvés et payés par le Ministère des Finances en 2009 (contre 60 % en 2006) (Banque mondiale) ↑</p> <p>Les rapports trimestriels sur les dépenses sont rendus publics dans les six semaines suivant la fin du trimestre en 2009 (contre trois mois en 2007) (Banque mondiale) ↑</p> <p>Trois modules du système IFMIS (grand livre, préparation du budget, et ressources humaines et paie) sont opérationnels d'ici 2011 (Banque mondiale et BAD). ←</p> <p>&lt; 20 % des marchés publics sont attribués par entente directe et/ou sur la base de méthodes moins concurrentielles, sans justification appropriée, d'ici 2010 (contre un niveau estimatif de plus de 80 % en 2008) (Banque mondiale) ↓</p> <p>Le Vérificateur général établit les</p>	<p><b>Cible atteinte:</b> 100 % des bordereaux sont approuvés et payés par le Contrôleur du Ministère des Finances en 2010.</p> <p><b>Cible atteinte:</b> Le rapport trimestriel pour le dernier trimestre de 2010 a été publié après 45 jours</p> <p><b>En bonne voie:</b> la cible devrait être atteinte en juin 2011.</p> <p><b>Cible atteinte:</b> 68,3 % en 2010</p> <p><b>Cible atteinte:</b> 22</p>	<p><b>Projets:</b></p> <p>Appui à l'Unité de la gestion des ressources du Ministère des Finances (EF 2007)</p> <p>Projet d'appui institutionnel de la BAD (EF 2007)</p> <p>EGIRP (EF 2008)</p> <p>IFMIS (EF 2008)</p> <p>Réforme de la passation de marchés publics (EF 2004)</p> <p>Opération d'appui budgétaire de la BAD (EF 2009)</p> <p>Opération d'appui de la Banque mondiale aux politiques de développement (EF 2009)</p>

<sup>9</sup> Il s'agit d'un sous-ensemble des objectifs du DSRP du Libéria, repris directement du DSRP définitif.

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
	<p>l'automatisation limitée conduit à l'inefficacité de l'administration des recettes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les faiblesses du cadre juridique et des pratiques de passation de marchés conduisent à des inefficiences dans l'utilisation des fonds publics</li> </ul>	<p><i>Administration des recettes</i></p> <p>1.2 Enregistrement de 50 % des recettes recouvrées dans le Système intégré d'administration fiscale d'ici 2010 (Banque mondiale) <b>État d'avancement: Cible repoussée à 2011</b></p> <p>1.3 Renforcement de la transparence et de la responsabilité dans la GFP <b>État d'avancement: NOUVELLE CIBLE</b></p>	<p>rapports d'audit pour cinq ministères en vue de leur soumission au parlement d'ici 2009 (BAD) ↑</p> <p>Les rapports d'audit interne sont établis pour trois ministères clés d'ici 2009 (BAD)</p> <p>L'unité macro-budgétaire exerce les fonctions relatives à l'établissement de liens entre le budget et le cadre budgétaire à moyen terme d'ici 2010) (BAD)</p> <p><i>Administration des recettes</i> Le nouveau Système intégré d'administration fiscale (ITAS) est opérationnel d'ici 2010 (Banque mondiale) ↑</p> <p>Les systèmes de gestion des risques liés à l'administration fiscale sont opérationnels et les systèmes post-audit sont renforcés d'ici 2010 (BAD)</p> <p>Amélioration des indicateurs PRFA en 2012</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PI-2: C</li> <li>• PI-12: C</li> <li>• PI-13 et PI-14: B</li> <li>• PI-19: C</li> </ul>	<p>rapports d'audit soumis en 2009</p> <p><b>Objectif repoussé à plus tard</b>, mais le personnel d'audit a été renforcé</p> <p><b>Cible repoussée à 2011</b></p> <p><b>Cible atteinte:</b> La mise en œuvre de l'ITAS a commencé en octobre 2010</p> <p><b>Cible repoussée à 2011</b></p> <p><b>NOUVELLE CIBLE</b></p>	<p><b>AAA</b> DTIS (EF 2009)</p> <p><b>Partenaires:</b> DfID</p> <p><b>Projet de la réserve:</b> Appui budgétaire II (BAD) <b>Partenaires:</b> CE</p>
<p><b>Renforcer et accroître l'efficacité et l'efficience des institutions et fonctions</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les institutions publiques, dans la plupart des cas, sont gonflées et</li> </ul>	<p><b>2. Professionnalisation accrue et amélioration de la gestion des ressources humaines de la fonction</b></p>	<p><i>Professionnalisation de la fonction publique</i> Le corps des cadres supérieurs (SES) est pleinement opérationnel, avec le</p>	<p><b>Cible atteinte:</b> 97 cadres sont actuellement en poste</p>	<p><b>Projets:</b> Corps des cadres supérieurs (TFLIB- EF 2008)</p>

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
<p><b>publiques</b></p> <p>% de la population estimant que la performance du Gouvernement du Libéria est meilleure par rapport à l'année précédente</p> <p>Nombre de ministères, d'agences et de sociétés étatiques/parapubliques restructurés sur la base de mandats révisés, publiés et adoptés</p>	<p>désorganisées, en plus de présenter des faiblesses et de favoriser les pratiques de corruption</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le personnel professionnel expérimenté et qualifié a quitté la fonction publique, en raison du faible niveau de rémunération</li> <li>La motivation du personnel est faible</li> <li>Il y a des faiblesses dans le contrôle de la paie, et il y a un grand nombre d'employés fantômes</li> </ul>	<p><b>publique</b></p> <p><i>Professionnalisation de la fonction publique</i></p> <p>2.1 35 % des membres du personnel SES ayant des appréciations satisfaisantes en termes de performance par rapport aux cibles fixées dans les contrats de performance sont retenus dans la fonction publique à l'expiration de leurs contrats (Banque mondiale)</p> <p><b>État d'avancement: Données non disponibles</b><sup>10</sup></p> <p>2.2 50 % des membres du personnel SES renforcent durablement leurs capacités à améliorer la gestion des fonctions gouvernementales par la formation et le perfectionnement au moins une fois pendant la durée de leurs contrats (Banque mondiale)</p> <p><b>État d'avancement: Renforcement des capacités en cours</b> ←</p>	<p>recrutement d'au moins 70 cadres d'ici 2009 (Banque mondiale) ↑</p> <p>Les ministères mettent en œuvre des plans de restructuration basés sur les mandats révisés, les nouvelles structures organisationnelles et les plans correspondants de dotation en personnel (Banque mondiale) ↓</p> <p>La Stratégie de réforme de la fonction publique est en place d'ici 2009 (Banque mondiale) ↑</p> <p>Un plan pour la formation de la LIPA est élaboré d'ici le début de 2009 et 25 membres du personnel des ministères, départements et agences sont formés d'ici 2010 (Banque mondiale &amp; BAD) ↓</p> <p>Un système d'évaluation de la performance sur la base du mérite est conçu et intégré aux systèmes de rémunération et de promotion d'ici 2011 (Banque mondiale) ↓</p>	<p><b>Pas en bonne voie:</b> Des plans de restructuration ont été préparés pour cinq ministères. Toutefois, leur mise en œuvre n'a pas encore commencé</p> <p><b>Cible atteinte:</b> La Stratégie de réforme de la fonction publique a été approuvée en Conseil des ministres</p> <p><b>Cible non atteinte:</b> Le plan de formation n'a pas encore été élaboré et aucune formation n'a été dispensée</p> <p><b>Pas en bonne voie:</b> Des progrès significatifs n'ont pas été réalisés</p>	<p>Projet de réforme de la fonction publique (LICUS – EF 2008)</p> <p>EGIRP (EF 2008)</p> <p><b>Partenaires:</b> PNUD, CE, USAID, DfID</p>

<sup>10</sup> [Mise à jour : À la fin de décembre 2010, la performance de 92 % des membres du personnel SES était jugée satisfaisante. L'intégration des SES dans la fonction publique ne pourrait être envisagée qu'à l'expiration de leurs contrats actuels, qui interviendra à diverses dates entre janvier et juin 2011].

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
Renforcement des capacités des services judiciaires	<p>Amélioration de l'intégrité des institutions juridiques et judiciaires</p> <p>Manque d'accès aux services judiciaires</p> <p>Nécessité de renforcer la protection des droits humains</p>	<p><i>Gestion des ressources humaines de la fonction publique</i></p> <p>2.3 Réduction de l'écart entre l'état nominal de la paie et l'état réel à moins de 2 % en 2010 (contre 25 % en 2007) (Banque mondiale)</p> <p><b>État d'avancement: Cible non atteinte : 8 % seulement</b> ↓</p> <p><i>Renforcement des capacités du système judiciaire par la formation et les réformes institutionnelles</i></p> <p><b>État d'avancement: Cible non atteinte</b></p> <p><i>Élargissement de l'accès à la justice par le renforcement de la fourniture de l'aide juridique et l'amélioration de</i></p>	<p><i>Gestion des ressources humaines de la fonction publique</i></p> <p>Tenue des dossiers du personnel, à raison d'un dossier pour chaque employé, y compris les dossiers de paie correspondants (Banque mondiale) ↑</p> <p>Inclusion des données biométriques dans les dossiers du personnel pour 100 % des employés ↑ (Banque mondiale)</p> <p>Rationalisation des grades de la fonction publique et élaboration d'une structure salariale bien définie (Banque mondiale) ↑</p> <p>Application à 100 % de la réglementation sur l'âge de départ à la retraite (Banque mondiale) ↑</p> <p>Formation de tous les défenseurs publics (100 %)</p> <p>Approbation de la nouvelle loi commerciale (2010)</p> <p>Disponibilité des principales ressources juridiques (manuels, réformes de la législation et avis juridiques pour le personnel judiciaire et la School of Law (2010)</p>	<p><b>En bonne voie:</b> Les dossiers du personnel ont été constitués, et la constitution des dossiers correspondants pour la paie est en cours</p> <p><b>En bonne voie:</b> Les données biométriques sont disponibles pour 45 % des dossiers du personnel</p> <p><b>Cible atteinte:</b> La rationalisation des grades (dont le nombre est passé de 16 à 10) et la stratégie salariale ont été approuvées par le parlement.</p> <p><b>Cible atteinte:</b> Les employés ayant dépassé l'âge de départ à la retraite sont rayés des états salariaux</p> <p><b>Cible atteinte</b></p> <p><b>Cible atteinte</b></p> <p><b>Cible atteinte</b></p>	<p>Renforcement des capacités des Services judiciaires (LICUS – EF 2008)</p> <p><b>Partenaires:</b> PNUD, USAID, Carter Institute</p>

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
		<p><i>la protection des droits humains</i> <b>État d'avancement: Cible atteinte</b></p>	<p>Actualisation du programme de formation (2009)</p> <p>Reconstruction et rénovation des tribunaux</p> <p>Acquisition d'équipements et de moyens de transport pour les défenseurs publics (100 %)</p> <p>Institution d'autres mécanismes de règlement des différends (2009)</p> <p>Lancement d'un programme de sensibilisation du public, y compris des spots à la radio (2010)</p> <p>Lancement de la page web des Services judiciaires (2010)</p>	<p><b>En cours de réalisation</b></p> <p><b>Cible atteinte</b></p> <p><b>Cible atteinte</b></p> <p><b>Cible atteinte</b></p> <p><b>Cible atteinte</b></p>	
<b>Thème stratégique 2 de la SAC – Réhabilitation de l'infrastructure pour booster la croissance (aligné sur le pilier IV du DSRP)</b>					
<p><b>Transport - Améliorer le secteur du transport au Libéria par la mise en place de politiques et de systèmes et le développement de l'infrastructure pour garantir l'accès à des services fiables, abordables et efficaces</b></p> <p>Indicateurs: Routes réhabilitées ou</p>	<p><i>Transport</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le réseau routier du Libéria est dans un état de dégradation complète</li> <li>Le Libéria dispose d'une main-d'œuvre limitée pour l'entretien des routes</li> <li>Les installations portuaires présentent des faiblesses, tandis que le cadre institutionnel est inefficace et l'entretien des installations</li> </ul>	<p><b>3. Amélioration de l'accès aux principaux services d'infrastructure</b></p> <p><i>Transport</i></p> <p>3.1 Réduction des délais de route de 20 % entre Monrovia – Ganta et Cotton Tree – Buchanan d'ici 2011 (Banque mondiale)</p> <p><b>État d'avancement: Pas en bonne voie</b></p>	<p><i>Transport</i></p> <p>Corridor routier Cotton Tree – Buchanan sous contrat de performance en fonction des résultats (OPRC) d'ici 2010; corridor routier Monrovia - Ganta sous contrat OPRC d'ici la fin de 2011 (Banque mondiale) ↓</p>	<p><b>Pas en bonne voie:</b> La section de Buchanan a été transformée en LIB. Les travaux devraient s'achever à la fin de 2012</p> <p>Le processus d'appel d'offres pour le corridor Monrovia - Ganta n'a pas encore été lancé</p>	<p><b>Projets</b></p> <p>Projet de développement de l'agriculture et de l'infrastructure (EF 2008)</p> <p>Projet d'infrastructure d'urgence (EF 2006)</p> <p>Projet d'autonomisation des communautés II (EF</p>

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
<p>reconstruites d'ici 2011 Augmentation du nombre de navires accostant au port de Monrovia de 28 à 32 par mois</p>	<p>portuaires insuffisant</p>	<p>3.2 Augmentation du pourcentage des routes primaires et de desserte réhabilitées et faisant l'objet d'un entretien durable de 25 % à 45 % d'ici 2010 (Banque mondiale et BAD)</p> <p><b>État d'avancement: En bonne voie</b> L'entretien initial a été effectué en avril 2010 pour rendre carrossable la route Fishtown- Harper</p>	<p>Projet de loi portant création de l'Autorité des routes et du Fonds d'entretien des routes d'ici 2011 (Banque mondiale) ↑</p> <p>Reprise du bitumage de 24 km de routes urbaines à Monrovia (Banque mondiale) ↓</p> <p>Construction des nouveaux ponts de Vai Town et de Caldwell, et construction ou amélioration de quatre autres ponts et 35 ponceaux d'ici juin 2011 (Banque mondiale) ↓</p> <p>Entretien de 600 km de routes entre 2009 et 2011 (Banque mondiale)</p> <p>Réhabilitation de 400 km de routes de desserte rurales d'ici 2011 (Banque mondiale) ↓</p> <p>Réhabilitation de 125 km de routes primaires d'ici la fin de 2010 en utilisant les méthodes LB (BAD)</p>	<p><b>Cible atteinte:</b> Projet de loi portant création de l'Autorité des routes et du Fonds d'entretien des routes</p> <p><b>Cible non atteinte:</b> Bitumage de 18,2 km</p> <p><b>Cible non atteinte:</b> Pont de Vai Town non encore achevé. Les fonds pour les ponceaux ont été réaffectés à quatre ponts le long de la route Pleebo-Barclayville</p> <p><b>En bonne voie:</b> L'entretien de ces routes est en cours</p> <p><b>En bonne voie:</b> La réhabilitation de 200 km de routes de desserte a commencé</p> <p><b>Cible repoussée</b> à un an plus tard. Il s'agit de la route Fishtown-Harper. Les travaux commencent en novembre 2010 et s'achèveront à la fin de 2011</p>	<p>2007 + EF 2008)</p> <p>Projet d'urgence ciblant l'infrastructure de Monrovia/urbaine (EF 2009)</p> <p>Projet de réhabilitation de l'infrastructure urbaine et rurale (EF 2009)</p> <p>Projet de travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre de la BAD</p> <p>Projet de réhabilitation du secteur de l'agriculture de la BAD (EF 2009)</p> <p><b>Partenaires:</b> Norvège, CE, États-Unis</p>

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
		<p>3.3 Augmentation de la productivité du port de Monrovia pour passer de trois mouvements/heure par grue en 2008 à huit mouvements/heure par grue en 2011 (Banque mondiale)</p> <p><b>État d'avancement:</b> Neuf mouvements/heure par grue ↑</p>	<p>Construction de 229 points de drainage d'ici 2010 (BAD)</p> <p>Construction ou amélioration de quatre ponts d'ici juin 2011 (BAD)</p> <p>Construction de 16 ponts et de 18 ponceaux en utilisant les méthodes CDD (Banque mondiale)</p> <p>70 % des opérations concernant les marchandises générales sont assurées par l'opérateur professionnel du terminal d'ici 2010 (Banque mondiale) ↓</p> <p>Création de l'Autorité des ports domaniaux d'ici 2010 (Banque mondiale) ↑</p>	<p><b>Cible atteinte :</b> Les travaux de construction ont été achevés par l'OIT en utilisant les techniques LB sur la route Fishtwon - Harper</p> <p><b>En bonne voie:</b> Une partie des travaux ont commencé en novembre 2010 et s'achèveront en juin 2011. Il convient de noter qu'il s'agit de petits ponts qui font partie de la route Fishtown - Harper</p> <p><b>Cible atteinte :</b> La construction de 33 ponts et 26 ponceaux supplémentaires est en cours et s'achèvera au cours de l'exercice financier 2011</p> <p><b>Pas en bonne voie:</b> L'accord de concession est entré en vigueur en octobre 2010</p> <p><b>Cible atteinte :</b> L'accord de</p>	

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
				concession est entré en vigueur en octobre 2010	
<p><b>Eau et assainissement</b> <i>Réduire la charge due aux maladies d'origine hydrique et liées au manque d'assainissement au Libéria</i></p>	<p><i>Eau et assainissement</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une proportion d'environ 42 % de la population du Libéria a accès à une eau de boisson améliorée</li> <li>• Une proportion d'environ 39 % de la population dispose de moyens suffisants pour l'élimination des déchets humains</li> <li>• L'infrastructure urbaine du Libéria est détruite et se trouve dans état de délabrement, et il y a des insuffisances dans la planification urbaine</li> <li>• L'exploitation des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement n'est pas actuellement viable</li> </ul>	<p><i>Eau et assainissement (Monrovia) Couverture limitée initialement à Monrovia, mais maintenant étendue également à Buchanan, Kakata et Zwedru</i></p> <p>3.4 Augmentation du nombre de personnes ayant accès à l'eau potable pour passer à 700 000 d'ici 2010 (BAD)</p> <p><b>État d'avancement:</b> Cible repoussée à 2013</p> <p>3.5 Augmentation du nombre de personnes ayant accès à des installations d'assainissement pour passer à 300 000 d'ici 2010 (BAD)</p> <p><b>État d'avancement:</b> Cible repoussée à 2013</p>	<p><i>Eau et assainissement</i></p> <p>Augmentation du nombre de ménages bénéficiant de raccordements au système de distribution d'eau à Monrovia pour passer de 17 900 en 2007 à 50 000 d'ici 2010 (BAD)</p> <p><b>Changement comme suit:</b> Augmentation du nombre de ménages bénéficiant de raccordements au système de distribution d'eau à Monrovia, Buchanan, kakata et Zwedru pour passer de 17 900 en 2007 à 50 000 d'ici 2013 (BAD)</p> <p>Réhabilitation de 75 km de conduites principales et de conduites de distribution d'eau à Monrovia d'ici 2010 (BAD)</p> <p><b>Changement comme suit :</b> Réhabilitation ou extension de 275 conduites de distribution d'eau à Monrovia d'ici 2011, et réhabilitation de 29,5 km de conduites principales et de 349 km de conduites de distribution d'eau d'ici 2014 (BAD)</p> <p>Augmentation du volume traité à l'usine de traitement d'eau de Monrovia pour passer de 2 millions de gallons par jour à 6 millions de gallons par jour d'ici 2010 (Banque</p>	<p><b>Cible repoussée à plus tard</b>, la conception devant être revue</p> <p><b>Cible repoussée à plus tard</b>, la conception devant être revue</p> <p><b>En bonne voie:</b> 4,2 millions de gallons par jour en octobre 2010</p>	<p><b>Projets</b> Projet d'infrastructure d'urgence (EF 2006)</p> <p>Programme de réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement de Monrovia de la BAD</p> <p>Projet d'extension des systèmes de Monrovia et des chefs-lieux de trois comtés (EF 2009)</p> <p>Projet d'urgence ciblant l'infrastructure de Monrovia/urbaine (EF 2009)</p> <p>Projet d'autonomisation des communautés II (EF 2007 + EF 2008)</p> <p><b>AAA:</b> Étude sur l'extension et la réhabilitation des systèmes d'approvisionnement</p>

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
			<p>mondiale) ↓  <b>Changement comme suit:</b>            Augmentation du volume traité à l'usine de traitement d'eau de Monrovia pour passer de 2 millions de gallons par jour à 3,5 millions de gallons par jour d'ici 2010 et à 16 millions de gallons par jour à Monrovia d'ici 2013 (Banque mondiale) ; de 0 à 1,7 million de gallons par jour à Buchanan ; de 160 m<sup>3</sup> par jour à 512 m<sup>3</sup> par jour à Kakata ; et de 180 m<sup>3</sup> par jour à 576 m<sup>3</sup> par jour à Zewdru d'ici 2015 (BAD)</p> <p>Réhabilitation/construction d'un étang de stabilisation des eaux usées et de 31 toilettes publiques d'ici 2010 (BAD)  <b>Changement comme suit:</b>            Réhabilitation/construction d'un étang de stabilisation des eaux usées d'ici 2011 et de 75 toilettes publiques d'ici 2013 (BAD)</p> <p>Élimination de 40 % des déchets solides chaque année de manière soignée de l'assainissement (contre 25 %) (Banque mondiale) ↓</p>	<p><b>Cible repoussée à plus tard</b></p> <p><b>Cible partiellement atteinte:</b> 35 % des déchets solides sont collectés et éliminés</p> <p>16 projets ciblant le secteur de l'eau et de l'assainissement, y compris 42 points d'eau communautaires améliorés, ont été achevés en utilisant les méthodes CDD; 25 projets supplémentaires sont en cours d'exécution (Banque mondiale)</p>	<p>en eau et d'assainissement (BAD, EF 2010)</p> <p><b>Partenaires:</b> Norvège, CE, États-Unis, DfID</p>

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
<p><b>Énergie</b> <i>Fournir à tous les Libériens une énergie fiable, durable et abordable, d'une manière soucieuse de l'environnement</i></p> <p>Indicateurs: Augmentation du % des ménages ayant accès à l'électricité pour passer de 0,6 % à 10 % d'ici 2011. Augmentation de la puissance installée pour passer de 2,6 MW à 29,6 MW d'ici 2011</p>	<p><i>Énergie</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le réseau électrique est inexistant en dehors de Monrovia</li> <li>La puissance installée disponible actuellement à Monrovia n'est que de 2,65 MW, alors que la demande oscille entre 30 et 50 MW</li> </ul>	<p><i>Énergie (Monrovia)</i></p> <p>3.6 Augmentation du nombre de raccordements au réseau électrique pour passer de 350 en 2006 à 3 600 en 2010 (Banque mondiale)</p> <p><b>État d'avancement:</b> Cible partiellement atteinte, le nombre de raccordements atteignant 2 162 ↓</p> <p>3.7 Amélioration de la qualité et réduction du coût de l'alimentation en électricité</p> <p><b>État d'avancement:</b> NOUVELLE CIBLE</p>	<p><i>Énergie</i></p> <p>Sélection d'un gestionnaire à contrat des travaux de construction pour une concession intégrée de l'alimentation de Monrovia en électricité d'ici 2009 (SFI/Banque mondiale)</p> <p>Création d'une structure d'accueil pour l'exploitation du réseau régional de transport d'électricité d'ici 2010 (Banque mondiale) ↓</p> <p>Achèvement de l'étude de faisabilité de l'interconnexion des réseaux électriques du Libéria, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et de la Sierra Leone d'ici juin 2010 (Banque mondiale) ↑</p> <p>Réduction du coût moyen par KWh de 25 % en 2015</p> <p>Réduction du nombre de coupures de courant de 50 % d'ici 2015</p>	<p><b>Cible non atteinte:</b> La structure d'accueil n'a pas été créée</p> <p><b>Cible atteinte:</b> L'étude de faisabilité a été achevée</p> <p><b>NOUVELLE CIBLE</b></p>	<p><b>Projets</b> Projet d'infrastructure d'urgence (EF 2006)</p> <p>Amélioration de l'accès à l'électricité au Libéria (GPOBA)</p> <p>Projet d'urgence ciblant l'infrastructure de Monrovia/urbaine (EF 2009)</p> <p>Programme de la SFI visant à mettre en œuvre les partenariats public-privé dans le secteur de l'électricité à Monrovia</p> <p>Don d'appui à la réduction de la pauvreté de la Banque mondiale dans le secteur de l'électricité (EF 2010)</p> <p><b>Projet de la réserve:</b> Projet relative au pool énergétique de la région de l'Afrique de l'Ouest (EF 2011)</p> <p><b>Partenaires:</b> BEI, BIDC, KFW</p> <p><b>AAA:</b></p>

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
					<p>Plan d'action de la BAD pour l'infrastructure: EF 2011</p> <p><b>Partenaires:</b> Norvège, CE, États-Unis</p>
<b>Thèmes stratégique 3 de la SAC – Facilitation d'une croissance bénéficiant aux pauvres (aligné sur le pilier II du DSRP)</b>					
<p><b>Agriculture et sécurité alimentaire</b> <i>Redynamiser le secteur de l'alimentation et de l'agriculture pour contribuer à une croissance et un développement économiques partagés, inclusifs et durables ; garantir la sécurité alimentaire et la nutrition ; augmenter le nombre d'emplois et les revenus ; et réduire de façon mesurable la pauvreté.</i></p> <p>Indicateur: Croissance de la production agricole (en %)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les chaînes d'approvisionnement en denrées agricoles se sont effondrées, en raison de la fragmentation des marchés, de la faible demande rurale, de l'absence de valeur ajoutée, et des incitations limitées à la production des cultures de rente</li> <li>Les institutions agricoles demeurent dans une large mesure inefficaces dans la prestation de services tels que la réglementation, l'élaboration des politiques et la planification, ainsi que la recherche et la</li> </ul>	<p><b>4. Amélioration de la gestion des ressources agricoles et naturelles de manière favorisant une croissance bénéficiant aux pauvres</b></p> <p><i>Agriculture</i> 4.1 Augmentation du rendement rizicole pour passer de 700 kg/ha à 1 200 kg/ha pour les agriculteurs bénéficiaires d'ici 2010 (Banque mondiale)</p> <p><b>État d'avancement:</b> Cible non atteinte</p>	<p><i>Agriculture</i> Augmentation du nombre de marchés offrant des semences de riz pour passer de 3 en 2007 à 7 (Banque mondiale) ↓</p> <p>Création d'une unité locale de multiplication des semences produisant 1 000 tonnes métriques de semences certifiées (Banque mondiale) ↓</p> <p>Achèvement de l'élaboration de deux nouvelles politiques du secteur agricole, assorties d'un cadre des résultats (Banque mondiale) ↓</p>	<p><b>Pas en bonne voie:</b> Des activités n'ont pas encore été menées</p> <p><b>Pas en bonne voie:</b> Des activités n'ont pas encore été menées</p> <p><b>Pas en bonne voie:</b> Des activités n'ont pas encore été menées</p> <p><b>Pas en bonne voie:</b> Des activités n'ont pas encore été menées</p>	<p><b>Projets</b> Projet de développement de l'agriculture et de l'infrastructure (EF 2008)</p> <p>Projet d'infrastructure d'urgence (EF 2006)</p> <p>Pêches régionales (Banque mondiale, EF 2009)</p> <p>Projet d'appui à la redynamisation de la culture arbustive pour les petits exploitants agricoles (Banque mondiale, EF 2010)</p> <p>Programme sur la productivité agricole</p>

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
	vulgarisation	<p>4.2 Augmentation des rendements (BAD):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour le riz irrigué : de 1 tonne/ha en 2009 à 1,5 tonne/ha en 2011</li> <li>- Pour le riz de montagne : de 0,7 tonne/ha en 2009 à 1,2 tonne/ha en 2011</li> <li>- Pour le maïs: de 1 tonne/ha en 2009 à 1,5 tonne/ha en 2011</li> <li>- Pour le manioc: de 5 tonnes/ha en 2009 à 6,5 tonnes/ha en 2011</li> </ul> <p><b>Changement de la date cible pour la repousser à 2012</b></p> <p>4.3 Pour le cacao: de 3 000 tonnes métriques en 2007 à 4 000 tonnes métriques en 2010 (Banque mondiale)</p> <p><b>État d'avancement:</b> Données non disponibles</p>	<p>Construction/réhabilitation d'au moins trois marchés (Banque mondiale) ↓</p> <p>Réduction de la taxe à l'importation du riz et des tarifs des intrants agricoles (BAD)</p> <p>Augmentation des rendements</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour le riz irrigué: de 1 tonne/ha en 2009 à 1,5 tonne/ha en 2011</li> <li>- Pour le riz de montagne : de 0,7 tonne/ha en 2009 à 1,2 tonne/ha en 2011</li> <li>- Pour le maïs: de 1 tonne/ha en 2009 à 1,5 tonne/ha en 2011</li> <li>- Pour le manioc: de 5 tonnes/ha en 2009 à 6,5 tonnes/ha en 2011</li> </ul>	<p><b>Cible atteinte</b></p> <p><b>Pas en bonne voie:</b> Le projet a été lancé en mars 2010</p>	<p>en Afrique de l'Ouest (SFI, EF 2010)</p> <p>Composante AFCR de l'opération d'appui budgétaire (EF 2009) (BAD)</p> <p>Projet de réhabilitation du secteur de l'agriculture (EF 2009) (BAD)</p> <p><b>AAA:</b> Étude sectorielle de la SFI sur l'huile de palme (EF 2009) Note d'orientation sur la croissance bénéficiant aux pauvres (EF 2009) DTIS (EF 2009)</p> <p>Projet de la BAD sur le développement de l'agriculture et de l'agro-industrie (EF 2011)</p> <p><b>Partenaires:</b> PAM,</p>

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
					CE, États-Unis, FIDA
<p><b>Forêts</b> <i>Le secteur forestier doit devenir une source d'amélioration des revenus de la population rurale, en s'assurant que les avantages sont partagés équitablement et que des mesures suffisantes de sauvegarde environnementale et d'autres mesures réglementaires de sauvegarde sont en place pour garantir la durabilité</i></p> <p>Indicateur: Augmentation du volume des produits du bois pour passer de 0 à 1 327 000 m<sup>3</sup> d'ici l'exercice financier 2010 -2011</p>	<p><i>Forêts</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de sensibilisation et d'information, et non-respect de la législation sur les aspects commerciaux et d'autres aspects de la gestion des forêts</li> <li>• Superficie limitée allouée au réseau de zones protégées et caractère incomplet du cadre juridique régissant la gestion de la flore et de la faune</li> <li>• Non-reconnaissance des droits et responsabilités des communautés pour ce qui est des forêts</li> </ul>	<p><i>Forêts</i></p> <p>4.4 Annulation de toutes les concessions illégales et interdiction de l'exploitation commerciale en dehors du cadre des concessions (Banque mondiale)</p> <p><b>État d'avancement: Cible atteinte :</b> <b>Toutes les concessions illégales ont été annulées, et il n'y a pas d'exploitation commerciale à des fins d'exploitation en dehors du cadre des concessions ↑</b></p> <p>4. 5 Élargissement des connaissances sur la gestion des paysages forestiers transfrontaliers en Haute Guinée Élaboration de solutions de</p>	<p><i>Forêts</i></p> <p>Concession de deux forêts communautaires d'ici 2010 (Banque mondiale) ↑</p> <p>Adoption de la loi sur les droits des communautés d'ici 2009 (Banque mondiale) ↑</p> <p>Institution de trois nouvelles zones protégées d'ici 2010 (Banque mondiale) ↓</p> <p>Calcul du stockage du carbone au Libéria d'ici 2009 (Banque mondiale)</p> <p>1.1.1 Changement du niveau d'inventaire des forêts du bassin du fleuve Mano pour passer de moins de 1 % en 2010 à au moins 50 % en 2015 ; et mise en place et opérationnalisation d'au moins un système de suivi en 2017;</p> <p>1.1.2 Augmentation du pourcentage de la population de MRU participant</p>	<p><b>Cible atteinte:</b> 10 sites de développement économique ont été créés</p> <p><b>Cible atteinte:</b> La loi a été adoptée</p> <p><b>Cible non atteinte:</b> Une seule zone protégée a été instituée</p> <p><b>NOUVELLE CIBLE</b></p>	<p><b>Projets:</b> Projet de gestion du secteur forestier (TFLIB – EF 2007) EGIRP (EF 2008) GEF-Sapo (EF 2005) GEF-COPAN (Consolidation du réseau de zones protégées) (EF 2008+EF 2010) GEF-EXPAN (Extension du réseau de zones protégées) (EF 2010) <b>AAA:</b> Note d'orientation sur la politique bénéficiant aux pauvres (EF 2009) DTIS (EF 2009) Étude de la BAD sur l'appui à la gestion des ressources forestières (EF 2011) <b>Projet de la réserve:</b> MARFOP <b>Partenaires:</b> UE, USAID, FEM, PAM</p>

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
		<p>rechange pour une gestion durable Élargissement des connaissances sur le marché du carbone par les organismes nationaux <b>État d'avancement: Nouvelle cible</b></p>	<p>à la planification optimale des ressources naturelles pour passer de moins de 10 % en 2010 à au moins 30 % en 2015</p> <p>Changement du pourcentage des organismes nationaux ayant une expertise dans le marché du carbone pour passer de moins de 1 % en 2010 à au moins 30 % en 2015</p>		
<p><b>Mines</b> <i>Développer rapidement les mines en tant que moteur de croissance économique et de développement social, afin de s'assurer que les avantages découlant des activités minières sont largement partagés, de diversifier le secteur minier en favorisant les activités nouvelles et en aval, et d'améliorer l'appui aux mineurs locaux</i></p> <p>Indicateur: Augmentation du volume des minerais de fer pour passer de 0 à 3 millions de tonnes d'ici 2011</p>	<p><i>Mines</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'accords cohérents, équitables et applicables, et niveau élevé des coûts de transaction</li> <li>• Faible efficacité dans la récupération des minerais et insuffisances dans les pratiques environnementales et sociales</li> <li>• Manque de ressources logistiques et humaines suffisantes au Ministère des Affaires foncières, des Mines et de l'Énergie</li> </ul>	<p><i>Mines</i></p> <p>4.5 Obtention de statut de pays se conformant à l'ITIE d'ici 2011 (Banque mondiale et BAD) <b>État d'avancement: Cible atteinte, dans la mesure où le Libéria est devenu un pays se conformant à l'ITIE en 2009</b> ↑</p>	<p><i>Mines</i></p> <p>Délivrance de permis d'exploration et d'exploitation minières à grande échelle/enregistrement dans le système cadastral minier (Banque mondiale) ↑</p> <p>Application systématique de procédures transparentes et internationalement compétitives pour les appels d'offres dans le secteur minier à toutes les concessions minières octroyées (Banque mondiale) ↑</p> <p>Publication d'au moins deux rapports sur les paiements effectués en faveur du Gouvernement et les recettes recouvrées par celui-ci dans le secteur des mines et des minerais (Banque mondiale) ↑</p> <p>Adoption d'un cadre de gestion environnementale et sociale pour le</p>	<p><b>Cible atteinte:</b> Tous les nouveaux permis (de tous types) sont délivrés par le biais du MCMS</p> <p><b>Cible atteinte:</b> Accords types de développement minier, et documents des appels d'offres dans le secteur minier et nouveaux accords miniers</p> <p><b>Cible atteinte:</b> Deux rapports ont été publiés sur les recettes du secteur minier (ainsi que des secteurs des forêts, du pétrole et de l'agriculture)</p> <p><b>Cible repoussée à plus tard:</b> L'actualisation des cadres de gestion</p>	<p><b>Projets:</b> EGIRP (EF 2008)</p> <p>Appui au Secrétariat de l'ITIE (Fonds fiduciaire de la Banque mondiale et Fonds fiduciaire de la BAD)</p> <p>AT régionale à la COCPO Dans le secteur minier</p> <p>Projet de la BAD sur le potentiel minier pour le guichet du secteur privé <b>AAA:</b> Revue du secteur minier (EF 2009) Note d'orientation sur la croissance bénéficiant aux pauvres (EF 2009) DTIS (EF 2009)</p>

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
			secteur minier, cadre conforme aux bonnes pratiques internationales (Banque mondiale)	environnementale et sociale dans le secteur minier a accusé un retard	
<p><b>Politique foncière et environnementale</b> <i>Mettre en place un régime foncier national complet et un système d'utilisation des terres qui favorisent l'accès équitable aux terres et la sécurité foncière ....</i></p>	<p><i>Terres</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Inégalités dans l'accès et l'utilisation des terres</li> <li>• Politiques de promotion de l'investissement et du développement inexistantes ou inappropriées</li> <li>• Règles de taxation et de zonage inappropriées et/ou dépassées</li> </ul>		<p><i>Terres</i> Adoption de la réforme du cadre d'orientation pour le régime foncier (Banque mondiale et BAD)</p>	<p><b>Cible repoussée à plus tard</b></p>	<p><b>Projets:</b> Commission sur la réforme foncière (FF EF 2007)</p> <p>Projet d'appui au régime foncier (SPF) Étude sur le régime foncier (EF 2009) Note d'orientation sur la croissance bénéficiant aux pauvres (EF 2009) DTIS (EF 2009) Mise à jour: Nouveau projet: Projet de réhabilitation et de réforme des droits fonciers et de l'immatriculation foncière</p>
<p><b>Investissement du secteur privé</b> <i>Créer un solide environnement favorable à l'investissement du secteur privé et aux exportations dans le cadre de la promotion</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les barrières administratives et réglementaires limitent sérieusement la capacité des entreprises, et notamment des PME, à opérer avec efficacité et</li> </ul>	<p><b>5. Amélioration du climat des affaires et de l'investissement</b></p> <p>5.1 Mise en œuvre de trois à quatre réformes liées aux indicateurs de Doing Business par an<sup>11</sup> (SFI)</p>	<p>Création du Forum libérien pour l'amélioration des entreprises (LBBF), doté d'un secrétariat fonctionnel et opérationnel pour faciliter le dialogue public-privé (SFI)</p> <p>Création d'au moins une banque</p>		<p><b>Projets:</b> SFI – Agrément des entreprises, avec l'appui de la Facilité pour le climat de l'investissement en Afrique</p>

<sup>11</sup> Cela ne se traduira nécessairement pas par une amélioration du rang, dans la mesure où les pays sont classés en fonction de la performance des autres pays.

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
<p><i>des activités non habituelles</i></p> <p>Indicateur: Augmentation du nombre de nouvelles entreprises agréées pour passer de 1 047 en 2007 à 1 622 en 2011</p> <p><b>Secteur financier</b> <i>Promouvoir un système financier stable, solide et basé sur le marché, qui appuie la mobilisation et l'allocation efficaces des ressources en vue de promouvoir une croissance économique et une réduction de la pauvreté durables</i></p> <p>Indicateur: Augmentation du ratio dépôts du système bancaire/PIB pour passer de 21,4 % à 30 % en 2011 Réduction des prêts non productifs pour tomber de 31 % à 15 % (d'ici 2011) de tous les actifs du système bancaire</p>	<p>efficience.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le caractère dépassé des dispositions du code d'investissement entrave l'investissement intérieur et étranger</li> <li>La majorité des paiements se font au comptant, ce qui met en péril la sécurité et la flexibilité des financements et du crédit</li> <li>Les financements disponibles pour les investissements productifs et les MPME sont limités</li> <li>Le volume des prêts non productifs est élevé</li> <li>En raison du modeste degré d'intégrité, des faiblesses des contrôles internes et des retards induits dans le dédouanement, le climat de l'investissement est peu propice et il y a des fuites de recettes</li> </ul>	<p>5.1.2. Amélioration du climat des affaires pour le rendre plus favorable au développement du secteur privé et à l'accroissement de la compétitivité en vue de promouvoir la croissance économique <b>État d'avancement: Nouvelle cible</b></p> <p>5.2 Élargissement de l'accès des micro-entreprises au microcrédit (BAD): <b>État d'avancement:Cible atteinte: 5 090 micro-prêts</b></p>	<p>commerciale spécialisée dans la microfinance (SFI)</p> <p>Recensement des barrières à l'officialisation des entreprises (SFI)</p> <p>Révision du Code d'investissement (SFI)</p> <p>Mise en place d'un système moderne d'agrément des entreprises (SFI)</p> <p>Mise en œuvre de deux réformes ciblant respectivement le Comité de réforme de l'entreprise (BRC) et le Forum libérien pour l'amélioration de l'entreprise (LBBF) (SFI)</p> <p>Amélioration de la note attribuée au titre de la Facilité de faire des affaires en 2013</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Délai de démarrage d'une entreprise: 15 jours</li> <li>Facilité de paiement des impôts: 15 jours par an</li> <li>Enregistrement de biens: 42<sup>ème</sup> rang</li> <li>Commerce transfrontalier: délai pour les exportations (14 jours) et pour les importations (12 jours)</li> </ul> <p>L'Access Bank Liberia gère 20 000</p>	<p><b>NOUVELLE CIBLE</b></p> <p><b>Cible atteinte: L'ABL gèrait 28 327 comptes au mois de septembre 2010</b></p> <p><b>Cible atteinte: Le poste douanier à guichet unique est</b></p>	<p>Programme global de financement du commerce de la SFI</p> <p>Programme consultatif CASA de la SFI</p> <p>Programme de réforme de Doing Business du Groupe de la Banque mondiale WB DPO (EF 2009-2011)</p> <p>Projet de la SFI relatif à l'Access Bank Liberia (EF 2009) Croissance bénéficiant aux pauvres (EF 2010) Projets de la SFI pour les PME <b>Projet de la réserve: BSO II BAD</b> Cofinancier: CE</p> <p>Projet de la BAD relatif à l'Access Bank Liberia (EF 2008)</p> <p>Opération d'appui</p>

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
		<p><b>avaient été octroyés par l'Access Bank Liberia au mois de septembre 2010</b></p> <p>5.3. Disponibilité du crédit à long terme à des modalités abordables pour les PME</p> <p>5.4 Participation accrue des citoyens au secteur financier formel (BAD) <b>État d'avancement: NOUVELLE CIBLE</b></p>	<p>d'ici 2011 (BAD)</p> <p>Fonctionnement du poste douanier à guichet unique (BAD)</p> <p>Suivi d'au moins 300 transactions conformes à l'EP d'ici 2010</p> <p>Financement d'au moins 300 sous-projets liés aux PME d'ici 2010</p> <p>Adoption par le parlement de la loi sur l'harmonisation du système des paiements d'ici 2011 (BAD)</p> <p>Réalisation de transferts de fonds en temps réel d'ici 2011 (BAD)</p> <p>Application des nouvelles normes de vérification d'ici 2011 (BAD)</p> <p>Mise en place par la banque centrale d'un système TI moderne d'ici 2011 (BAD)</p> <p>Infrastructure de télécommunications et d'électricité opérationnelle d'ici 2011 (BAD)</p>	<p>fonctionnel depuis le début de 2010</p> <p><b>Cible repoussée à 2011</b></p> <p><b>Cible repoussée à 2011</b></p> <p><b>NOUVELLE CIBLE/en bonne voie</b></p>	<p>budgétaire (EF 2009) (BAD)</p> <p>Projet de la BAD relatif à LBDI (EF 2010)</p> <p>Projet de la BAD relatif au système des paiements de la ZMAO (EF 2010)</p> <p><b>EES:</b> Étude de la BAD sur le secteur privé (EF 2011)</p>
<b>Travail et emploi</b>	<i>Emploi</i>	<b>6. Élargissement de l'accès à</b>	<i>Création d'emplois</i>		<b>Projets:</b>

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
<p><i>Promouvoir l'emploi productif pour réduire la pauvreté, garantir la paix et la stabilité, et améliorer le bien-être général de la population libérienne</i></p> <p>Indicateurs: Taux d'emploi (à déterminer)</p> <p>Emplois salariés dans le secteur non agricole (à déterminer)</p> <p><b>Agriculture et sécurité alimentaire</b> <i>Redynamiser le secteur de l'alimentation et de l'agriculture pour contribuer à une croissance et un développement économiques partagés, inclusifs et durables ; assurer la sécurité alimentaire et la nutrition ; augmenter le nombre d'emplois et les revenus, et réduire la pauvreté de façon mesurable</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les programmes actuels d'administration du travail ont un impact limité et manquent de coordination</li> <li>Les chances pour les femmes, les jeunes et les personnes handicapées sont inégales et limitées</li> <li>La main-d'œuvre est dotée de compétences et de connaissances insuffisantes et inappropriées</li> </ul> <p><i>Sécurité alimentaire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les hauts niveaux d'insécurité alimentaire et de malnutrition chez les enfants entravent le développement économique et la réduction de la pauvreté</li> </ul>	<p><b>la protection sociale et aux services sociaux face aux chocs</b></p> <p><i>Création d'emplois</i> 6.1 680 000 personnes-jours (Banque mondiale) et 453 800 personnes-jours (BAD) grâce aux travaux à forte intensité de main-d'œuvre</p> <p><b>État d'avancement pour la BAD: Cible partiellement atteinte:</b> Des emplois estimés à 125 000 personnes-jours ont été créés grâce au LBPW ; la cible devrait être atteinte lorsque les travaux de construction de la route Fishtown-Harper seront achevés à la fin de 2011</p> <p>6.2 Création directe ou indirecte de plus de 2 500 emplois d'ici 2010 (BAD)</p> <p><b>État d'avancement:</b> En bonne voie. Pas encore de chiffres notifiés à ce sujet; toutefois, des prêts ont été accordés par l'ABL, ce qui a permis une expansion des entreprises et même du commerce transfrontalier avec les pays voisins</p> <p><i>Sécurité alimentaire</i></p>	<p>Programme de travail contre rémunération en espèces opérationnel avec &gt;17 000 ménages vulnérables comme bénéficiaires d'ici 2010 (Banque mondiale)</p> <p>Formation pertinente de 1 000 adolescentes de la région de Monrovia à l'emploi dans l'entreprise d'ici 2010 (Banque mondiale) ↑</p> <p>Utilisation des méthodes LB, sous la supervision du MPW, pour 50 % des marchés d'entretien des routes (BAD)</p> <p><i>Sécurité alimentaire</i> Programme d'alimentation en milieu scolaire opérationnel dans cinq comtés du sud-est du Libéria pour</p>	<p><b>Cible atteinte:</b> 1 250 adolescentes de la région de Monrovia ont suivi une formation pertinente à l'emploi dans l'entreprise</p> <p><b>En bonne voie:</b> Il en est ainsi pour 30 % des marchés, selon les estimations</p> <p><b>Cible atteinte:</b> Équipements achetés et distribués</p>	<p>Projet d'autonomisation des communautés II (EF 2007 + EF 2008))</p> <p>Reconstruction du système de santé (EF 2007)</p> <p>EIPSC/TSF</p> <p>Programme de la BAD pour les travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre</p> <p>Projet de la BAD relatif à l'Access Bank Liberia</p> <p>Projet de développement de l'agriculture et de</p>

Objectifs et indicateurs sélectionnés du DSRP du Libéria <sup>9</sup>	Principaux enjeux du DSRP	Résultats & indicateurs de la SAC	Repères de la SAC	Progrès réalisés à ce jour	Instruments du Groupe de la Banque mondiale/BAD
		<p>6.3. Fourniture de repas à l'école, sur une base quotidienne, pour 62 000 enfants en âge préscolaire et scolaire issus de ménages vulnérables dans trois districts ciblés en 2008-2009 (Banque mondiale)</p>	<p>l'année scolaire 2008-2009 (Banque mondiale)</p> <p><i>Services sociaux</i> Ciblage de 25 cliniques pour les doter d'un ensemble minimum d'équipements d'ici 2011 (Banque mondiale) ↑</p> <p>Réhabilitation de 20 établissements scolaires et formation sanitaire d'ici 2010 (BAD)</p> <p>Exécution à 90 % d'au moins 80 sous-projets au titre du CEP II, en fonction des priorités des bénéficiaires (Banque mondiale)</p>	<p><b>Cible partiellement atteinte:</b> 10 établissements scolaires et seulement cinq formations sanitaires ont été réhabilités, en raison des dépassements de coûts et des changements dans la conception des centres de santé par le Ministère de la Santé. En conséquence, les cinq centres de santé restants seront réhabilités en utilisant le don d'appoint dont l'approbation par le Conseil est prévue au début de 2011</p> <p><b>Données non disponibles</b></p>	<p>l'infrastructure (EF 2008)</p> <p>Appui alimentaire pour les femmes et les enfants vulnérables (EF 2008)</p> <p>Autonomisation économique des adolescentes (EF 2009)</p> <p>Programme de la BAD pour les travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre</p> <p>Projet de la BAD pour la réhabilitation du secteur de l'agriculture (EF 2009)</p> <p><b>EES</b> Consolidation de la paix et emploi des jeunes (BAD, EF 2011)</p>

Projets encours de la BAD – janvier 2010

Titre du projet	État lors de la supervision (PP/PPP/NPP)	Actuel Chargé de projet	Guichet BAD/FAD/FSN	Date approbation	Date signature	Date entrée en vigueur	Date dernier décaissement	Date révisée achèvement	Nbre de prorogations du délai	Âge du projet (ans)	Moyenne générale IP	Moyenne générale DO
EXTENSION DE MONROVIA ET TROIS VILLES	NON PP / NON PPP	Franz HOLLHUBER	AWTF	17.01.2008	11.03.2008	25.08.2008	27.04.2010	30.11.2010	1	2,7	2,33	2,50
RÉFORME DU SECTEUR DE L'EAU AU LIBÉRIA	#	Franz HOLLHUBER	AWTF	13.01.2009	28.05.2009	08.12.2009	15.02.2010	30.09.2011	0	1,7	2,42	2,38
APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU URBAIN		Tom MUGOYA	OWAS	19.05.2010	28.05.2010			30.06.2015	0	0,4	0,00	0,00
PROJET DE RÉHABILITATION DES SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT DE MONROVIA (DFID)	#	Tom MUGOYA	OWAS						0	2,5	1,80	2,00
ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'ACCESS BANK	#	Mohammed ALIN	FAPA	05.11.2008	05.11.2008	18.11.2008	08.12.2009	30.06.2012	0	1,9	0,00	0,00
LIBERIA BANK FOR DEVT. & INVESTMENT	#	Yaw Adu KUFFOUR	BAD	10.06.2009	#	#	#	#	0	1,3	0,00	0,00
ASSISTANCE D'URGENCE POUR LA LUTTE CONTRE LES CHENILLES	#	Saloua SEHILI	FSS	22.05.2009	16.07.2009	#	#	22.06.2010	0	1,3	3,00	3,00
PROJET DE RÉHABILITATION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE	PP	Rogers LUBUNGA	FAD	24.03.2010	14.05.2009	30.03.2010	26.05.2010	30.04.2016	0	0,5	1,45	2,67
			FAD	24.03.2010	#	#	#	#	0	0,5	1,45	2,67
			PEF	24.03.2010	14.05.2009	30.03.2010	09.07.2010	30.04.2016	0	0,5	1,45	2,67
PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL POUR LA GESTION ÉCONOMIQUE ET LA BONNE GOUVERNANCE	NON PP / NON PPP	Kalayu GEBRE-SELASSIE	FAD	27.10.2006	24.11.2006	29.04.2008	10.06.2010	31.12.2010	1	3,9	2,36	3,00
PROJET SUR LES TRAVAUX PUBLICS À FORTE INTENSITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	NON PP / NON PPP	Sunita PITAMBER	FAD	18.12.2007	29.02.2008	03.04.2009	16.06.2010	31.12.2013	0	2,8	2,09	3,00
Portefeuille											2,21	2,53

Titre du projet	Montant approuvé	Solde non décaissé	% décaissé
EXTENSION DE MONROVIA ET TROIS VILLES	1 337 486,58 UAC	29 492,01 UAC	98,00
RÉFORME DU SECTEUR DE L'EAU AU LIBÉRIA	1 490 593,60 UAC	569 439,17 UAC	61,91
APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU URBAIN	26 087 365,00 UAC	23 087 365,00 UAC	0,00
PROJET DE RÉHABILITATION DES SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT DE MONROVIA (DFID)	4 020 000,00 UAC	2 686 666,00 UAC	33,00
ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'ACCESS BANK	664 694,74 UAC	194 179,78 UAC	70,00
LIBERIA BANK FOR DEVT. & INVESTMENT	3 323 473,69 UAC	0,00 UAC	0,00
ASSISTANCE D'URGENCE POUR LA LUTTE CONTRE LES CHENILLES	664 694,74 UAC	0,00 UAC	100,00
PROJET DE RÉHABILITATION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE	12 000 000,00 UAC	5 813 088,96 UAC	1,60
	0,00 UAC	0,00 UAC	X
	500 000,00 UAC	0,00 UAC	X
PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL POUR LA GESTION ÉCONOMIQUE ET LA BONNE GOUVERNANCE	3 000 000,00 UAC	1 320 470,57 UAC	55,98
PROJET SUR LES TRAVAUX PUBLICS À FORTE INTENSITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	15 240 000,00 UAC	10 695 068,99 UAC	29,82
Portefeuille	68 328 308,35 UAC	44 395 770,48 UAC	15,19

Portefeuille de la Banque mondiale (au 31 décembre 2009)

	Source de financement	Titre du projet	TTL	Date d'entrée en vigueur	Date de fermeture	Âge (ans)	Montant net engagé	Total décais.	% décais.	Note DO la plus récente	Note IP la plus récente	PP	Proc Prob	Sauvegard	Déc. lent
<b>Redynamisation de l'économie</b>															
1	IDA	Gouv. écon. & réformes inst.	Emmanuel Doe Fiadzo	06/23/2008	08/31/2011	1,6	11,00	3,9	35 %	S	S				
2	TFLIB	Dévelop. secteur forestier	Oliver Braedt	10/02/2006	09/30/2010	3,2	2,00	1,29	64 %	S	MS				
3	FF	autonomisation écon. femmes	Rui Manuel Benfica	11/04/2008	12/31/2010	1,3	2,8	0,7	25 %	NA	NA				
<b>Total</b>							<b>15,8</b>	<b>5,89</b>							
<b>Gouvernance</b>															
4	TFLIB	Corps cadres supérieurs d'urgence	Smile Kwawukume	10/12/2007	12/31/2010	2,1	2,30	1,25	54 %	S	S				X
5	TFLIB	IFMIS	Winston Cole	03/20/2009	02/01/2012	1,6	3,70	0,47	13 %	NA	NA				
<b>Total</b>							<b>6,00</b>	<b>1,72</b>							
<b>Infrastructure/services de base</b>															
6	IDA	Projet d'infrastructure d'urgence	Gylfi Palsson	10/31/2006	06/30/2011	3,4	30,00	27,6	92 %	S	MS				
	IDA	-Financement addition. (actual.)		09/24/2009	06/30/2011		8,20	0	0 %						
	IDA	- EIPSC		01/19/2007	06/30/2011		16,5	16,5	100%						
7	IDA	Projet dévelop. agric. & infrast.	Gylfi Palsson	09/11/2007	12/31/2011	2,3	37,00	23,4	63 %	MS	MS				
	IDA	- Financement addition. (actual.)			12/31/2011		16,00	0	0 %						
	FPCR TF	-Financement addition. (crise alim.)		06/21/2008	12/31/2011		3,0	0	0 %						
8	IDA	Projet de réhabilitation de l'infrastructure urbaine et rurale	Gylfi Palsson	07/21/2009	06/30/2014	0,6	44,00	4,64.3	11 %	S	S				
	LRTF	-Financement addition. (actual.)		07/21/2009	12/31/2010		9,2	1,9	21 %						
9	TFLIB	Réhabilitation de l'infrastructure	Gylfi Palsson	12/01/2006	09/30/2010	3,0	8,50	8,50	100%	S	MS				
10	IDA	Autonomisation commun. II	Giuseppe Zampaglione	08/02/2007	06/30/2012	2,5	5,00	4,82	96 %	MS	MS		X	X	
	EC TF	-Financement addition. (actual.)		08/12/2009	06/30/2012	.4	11,5.	1,0	9 %						
	FPCR TF	-Financement addition. Travaux publics CEP		06/21/2008	06/12/2012	1,6	3,0	2,38	79 %						
11	IDA	Reconstruction système santé	Yi-Kyoung Lee	07/09/2007	10/01/2010	2,5	8,50	4,01	47 %	MS	MS	X			X
12	FPCR TF	Fourniture denrées alimentaires pour femmes et enfants vulnérables	Christopher Jackson	07/24/2008	12/31/2010	1,5	4,00	2,00	50 %	S	S				
<b>Total</b>							<b>204,4</b>	<b>97,2</b>							

<b>Total général</b>							<b>226,2.</b>	<b>104,81</b>							
----------------------	--	--	--	--	--	--	---------------	---------------	--	--	--	--	--	--	--

## Plan d'amélioration du portefeuille pays (EPIP) – Libéria

Défis généraux et transversaux liés au portefeuille	Principaux enjeux	Mesures requises	Responsabilité	Échéancier
1. Problèmes liés aux capacités	<p>1.1 Capacités nationales limitées et fragilité des systèmes gouvernementaux.</p> <p>1.2 Faibles capacités du personnel des projets</p>	<p>1.1.1 Le Gouvernement doit utiliser de la meilleure manière les ressources du pilier III de la FEF de la Banque pour appuyer les initiatives de renforcement des capacités</p> <p>1.1.2 La Banque doit collaborer plus étroitement avec le Gouvernement et les autres partenaires au développement, et appuyer le programme d'action gouvernemental pour la Stratégie nationale de développement des capacités</p> <p>1.2 La Banque doit utiliser les ressources de la FEF (pilier III) pour développer les compétences dans l'exécution et la gestion des projets ; recruter un plus grand nombre de personnels qualifiés (si possible de la diaspora) et offrir une formation continue pertinente, en particulier à la gestion des projets.</p>	<p>Gouvernement</p> <p>Banque et Gouvernement</p> <p>Banque</p>	<p>En permanence et pour tous les nouveaux projets</p> <p>En permanence</p> <p>En permanence</p>
2. Lacunes dans la conception des projets et retards initiaux dans leur exécution	<p>2.1 Consultations inappropriées et participation limitée des parties prenantes à l'évaluation et à la conception</p> <p>2.2 Longs délais entre la conception et l'exécution des projets (faisant souvent perdre de leur pertinence, au fil du temps, à certaines composantes et activités)</p>	<p>2.1 Veiller à la tenue de consultations complètes avec les parties prenantes au cours des phases de préparation et de conception des projets</p> <p>2.2 Réviser les buts, objectifs et activités des projets, s'il y a lieu, et conduire la revue initiale du projet et/ou la revue à mi-parcours pour éliminer les problèmes de conception ; la Banque et le Gouvernement doivent veiller à réduire les délais entre la préparation et l'exécution des projets.</p>	<p>Banque et Gouvernement</p> <p>Banque et Gouvernement</p>	<p>Pour tous les projets existants et nouveaux</p> <p>Pour tous les projets nouveaux et existants</p>
3. Gestion et supervision des projets	<p>3.1 Retards dans l'exécution des projets par rapport au calendrier fixé</p> <p>3.2 Manque de contrôle approprié de l'exécution des projets et de leur suivi par le Gouvernement</p> <p>3.3 Supervision insuffisante des projets</p>	<p>3.1 Élaboration en temps voulu et respect des programmes de travail et des calendriers d'exécution des projets</p> <p>3.2 L'emprunteur doit faire preuve de plus de dynamisme dans le suivi et le contrôle des projets</p> <p>3.3 Il est nécessaire de conduire au moins deux supervisions</p>	<p>Personnel des projets</p> <p>Gouvernement</p>	<p>En permanence</p> <p>En permanence</p> <p>En permanence</p>

		des projets par an et d'améliorer la qualité et la durée des supervisions, en veillant au dosage approprié et à la complémentarité des compétences.	Banque	
4. Gestion de la passation des marchés et des contrats	4.1 Lenteurs dans la passation de marchés au titre de plusieurs projets	4.1 Assurer la formation continue du personnel des projets aux nouvelles règles de procédure de la Banque pour la passation de marchés ; réviser les modes de passation de marchés pour certaines activités ; fournir un appui à tout le personnel des projets pour l'aider à élaborer et à mettre à jour des plans de passation de marchés à utiliser comme outils de gestion ; veiller à ce que chaque projet dispose d'un chargé de la passation de marchés et à ce que des incitations soient offertes pour des unités centralisées efficaces de passation de marchés.  4.1.2 SLFO doit fournir un appui continu dans les procédures quotidiennes de passation de marchés	Banque et personnel des projets  SLFO	En 2009 et en permanence  Sur une base régulière
5. Décaissements et gestion financière	5.1 Retards entre l'approbation et le décaissement, et faible taux de décaissement du portefeuille  5.2 Faible taux de décaissement du portefeuille	5.1 Veiller à la soumission en temps voulu par le Gouvernement des demandes d'approbation, ainsi qu'à la réponse rapide de la Banque ; poursuivre la formation et la sensibilisation du personnel des projets aux processus de justification des dépenses et des demandes de réapprovisionnement ; sensibiliser et motiver les autorités gouvernementales pour qu'elles accélèrent le processus d'approbation des demandes de réapprovisionnement.  5.2 Assurer la formation continue du personnel des projets aux processus de justification des dépenses et des demandes de réapprovisionnement ; sensibiliser et motiver les autorités gouvernementales pour qu'elles accélèrent le processus d'approbation des demandes de réapprovisionnement	Banque, Gouvernement et personnel des projets  Banque et personnel des projets	En permanence  En permanence
6. Arrangements institutionnels et coordination des donateurs	6.1 Exigences strictes en matière d'établissement de rapports par le personnel des projets sur l'exécution des projets financés par les donateurs.	6.1 Les donateurs doivent harmoniser leurs procédures et cesser de créer des PIU individuelles.  6.2 Les donateurs doivent continuer à appuyer le dialogue (par le biais de l'appui budgétaire multidonateurs et d'autres	Tous les donateurs, y compris la BAD	Dans l'immédiat

	<p>6.2 Manque de confiance de la part des donateurs pour les amener à utiliser les systèmes nationaux</p> <p>6.3 Harmonisation limitée entre donateurs dans l'application des différentes procédures de passation de marchés et de gestion financière, ce qui accentue la pression sur les PIU</p>	<p>initiatives) dans la promotion de l'utilisation des systèmes nationaux, en particulier pour des activités spécifiques telles que la passation de marchés.</p> <p>6.3 Il est nécessaire de promouvoir l'harmonisation entre la BAD et la Banque mondiale, conformément à la Déclaration de Paris, dans le cadre de la SAC</p>	<p>Tous les donateurs, y compris la BAD</p> <p>La BAD, la Banque mondiale et les autres acteurs</p>	<p>Dans l'immédiat</p> <p>Dans l'immédiat</p>

### Activités en cours et proposées au titre du guichet de l'appui ciblé de la FEF

Une allocation de 5,80 millions d'UC a été approuvée pour le Libéria au titre du pilier III de la FEF pour financer l'assistance technique ciblée et le renforcement des capacités, conformément à la Stratégie de la Banque pour un engagement accru dans les États fragiles<sup>12</sup>. Jusqu'à présent, le Libéria a utilisé 1,08 million d'UC sur son allocation du pilier III pour l'assistance technique et le renforcement des capacités.

Appui de la FEF au Libéria			
Pilier I (en millions d'UC)	Division	Montant	Décaissement
Prêt pour la réduction de la pauvreté	OSGE1	9 000	9 000
Appui à la réforme de la gestion des finances publiques	OSGE1	3,386	3,386
Projet de réhabilitation du secteur de l'agriculture	OSAN2	0,500	En cours
Eau et assainissement	OWAS1	0,570	En cours
<b>Pilier III (en millions d'USD)</b>			
Secrétariat LEITI		0,460	En cours
Expert en comptabilité publique		0,108	0,108
Impression des matériels et formation aux normes de comptabilité		0,270	0,270
Élaboration de la réglementation GFP		0,052	0,052
Expert en recettes		0,120	0,120
Conseiller en micro-fiscalité		0,132	0,132
Expert en modernisation des recettes		0,0300	0,0300
Dialogue sur la consolidation de la paix et le renforcement des capacités étatiques au Libéria		0,0600	0,0600

#### Justification et objectifs précis du programme proposé

Le Libéria vient juste d'achever la mise en œuvre de plusieurs programmes en liaison avec les institutions financières internationales et a réussi à atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE. Le principal défi à relever par le Gouvernement du Libéria consiste à préparer un programme d'action pour la durabilité post-PPTE et à replacer le pays sur la voie d'une croissance constante à long terme. L'objectif général du projet est de fournir un appui au Ministère des Finances dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie de réforme de la gestion des finances publiques (GPF) et du plan d'action à long terme y afférent. Les réalisations et résultats précis du programme sont présentés dans les paragraphes qui suivent.

Au cours des trois dernières années, le Gouvernement du Libéria a réalisé d'importants progrès dans des domaines clés de la gestion des finances publiques. Une nouvelle loi a été adoptée sur la question, ainsi que la réglementation d'application de ladite loi. Les processus de préparation du budget ont été améliorés, et le projet IFMIS est en cours d'exécution. La mise en œuvre du nouveau cadre juridique passera par une transformation majeure de l'ensemble du système de gestion des finances publiques.

<sup>12</sup> Groupe de la Banque africaine de développement: Stratégie pour un engagement accru dans les États fragiles, mars 2008.

Le don octroyé au titre du pilier III de la FEF servira à réduire le déficit de financement de la gestion des finances publiques, qui a été identifié au Ministère des Finances dans les trois unités mentionnées ci-dessous. L'objectif général du projet est de fournir un appui au Ministère des Finances dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie de réforme de la gestion des finances publiques et du plan d'action à moyen terme y afférent. Les réalisations et résultats précis sont les suivants:

- Unité de la coordination de la réforme de la gestion des finances publiques : fournir une assistance technique à cette unité et assurer la coordination de la formation de dix responsables représentant diverses directions au cadre juridique et réglementaire de la gestion des finances publiques au Libéria, formation à conduire conjointement par le Duke Centre for International Development, en collaboration avec le Liberia Institute for Public Administration et l'Université du Libéria.
- Unité de la gestion de l'aide: Recruter six membres du personnel supplémentaires pour renforcer cette unité, ce qui permettra de renforcer la qualité de l'aide, par le biais du cadre de dépenses à moyen terme, et de renforcer l'efficacité et la transparence de l'aide.
- Unité de l'analyse macro-budgétaire : Recruter cinq (5) économistes pour préparer la politique macroéconomique post-PPTE, une politique d'investissement post-PPTE et une politique de viabilité de la dette post-PPTE, et pour fournir des conseils sur le potentiel de croissance et les corridors de croissance, le réalignement des orientations de la politique budgétaire sur le cadre budgétaire à moyen terme et le cadre de dépenses à moyen terme post-PPTE, afin de sous-tendre le processus budgétaire.

Un cadre de résultats est présenté ci-dessous:

Matrice des résultats de l'appui ciblé de la FEF					
Hierarchie des objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de performance	Produits attendus	Activités	Hypothèses/risques
<p><b>1. But :</b> <i>Objectifs généraux à la réalisation desquels doit contribuer le projet</i></p> <p>L'objectif général du projet est de fournir un appui au Ministère des Finances dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie de réforme de la gestion des finances publiques et du plan d'action à moyen terme y afférent.</p>	<p><i>Conséquences logiques à moyen terme des produits du projet</i></p> <p><b>Voir ci-dessous</b></p>	<p><i>Preuve de la réalisation des résultats (Source &amp; méthode)</i></p> <p><u>Voir ci-dessous</u></p>	<p><b>Résultats à court terme des activités du programme</b></p> <p><b><u>Voir ci-dessous</u></b></p>	<p>Voir ci-dessous</p>	<p><i>Facteurs de risque et conditions nécessaires pour le succès</i> <i>Stratégie/stratégies d'atténuation</i></p> <p><u>Voir ci-dessous</u></p>
<b>Composantes du programme</b>					
<p><b><u>Unité de l'analyse macro-budgétaire</u></b> Fournir un appui au Ministre dans l'acquittement de ses responsabilités de formulation, de suivi et de mise en œuvre de la politique budgétaire</p> <p>Renforcer la base analytique de la réforme budgétaire au Libéria en utilisant des outils de recherche-développement</p> <p><b><u>Unité de la gestion de l'aide</u></b> Accroître l'efficacité de l'aide et renforcer le leadership du Gouvernement du Libéria dans le processus de développement</p> <p>Assurer la coordination du financement des donateurs, l'appui</p>	<p>i) Réalignement des orientations de la politique budgétaire post-PPTE</p> <p>ii) Cadre budgétaire à moyen terme</p> <p>iii) Cadre de dépenses à moyen terme pour sous-tendre le processus budgétaire</p> <p>Le Gouvernement doit uniformiser les flux de</p>	<p><u>Indicateurs</u> Préparation de rapports trimestriels gouvernementaux sur l'exécution du budget Soumission régulière et en temps opportun de rapports aux institutions financières internationales Soumission par chaque consultant recruté de rapports d'activités trimestriels et d'un rapport consolidé pour chaque département au chef du département</p>	<p>Politique macroéconomique post-PPTE</p> <p>Politique d'investissement post-PPTE</p> <p>Politique de viabilité de la dette post-PPTE</p> <p>Mise en œuvre du</p>	<p>Cadre de référence des experts</p> <p>Recrutement d'experts sur une base compétitive</p> <p>Cadre de référence</p>	<p><u>Hypothèses</u> 1. Maintien de la paix et de la sécurité dans le pays</p> <p>2. Continuité dans le leadership du Ministère des Finances</p> <p><u>Risques</u> 1. Défaillance dans la poursuite du renforcement des capacités, et changement de leadership au Ministère des Finances 3. Manque de formation technique aux négociations techniques sur l'aide et/ou les dons</p> <p><u>Stratégie d'atténuation</u></p>

<p>budgétaire général étant la modalité d'aide préférée</p> <p><b><u>Unité de la coordination de la réforme de la gestion des finances publiques</u></b> Fournir au Ministère des Finances des orientations stratégiques et un appui dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie de réforme de la gestion des finances publiques, ainsi que du plan d'action à moyen terme y afférent</p>	<p>ressources des donateurs au sein de l'administration et renforcer la qualité de l'aide par le biais du cadre de dépenses à moyen terme</p> <p>Formulation et examen d'une stratégie de réforme de la gestion des finances publiques et du plan d'action à moyen terme y afférent Préparation d'une évaluation PEFA</p> <p>Renforcement et/ou établissement des systèmes essentiels de gestion des finances publiques</p> <p>Renforcement des</p>	<p>Utilisation de la base de données sur l'aide pour l'établissement de rapports Suivi et établissement de rapports sur la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra, et coordination de l'échange de données sur la transparence de l'aide</p> <p>Indicateurs PEFA Élaboration d'instructions et de manuels sur la comptabilité Mise en place du système intégré de gestion financière (IFMIS)</p> <p>Sélection de dix responsables pour la formation dispensée par Duke University Formation du personnel de la MFU aux outils et méthodes analytiques</p>	<p>CDMT et examen des programmes/ activités des donateurs, établissement de rapports et élaboration d'une stratégie pour injecter davantage d'aide dans le budget</p> <p>Préparation des manuels d'appui</p> <p>Préparation des rapports budgétaires</p> <p>Formation adaptée à la gestion des finances publiques,</p>	<p>des experts</p> <p>Recrutement d'experts sur une base compétitive</p> <p>Cadre de référence des experts</p> <p>Recrutement des experts sur une base compétitive</p>	<p>1. Appui pour le suivi et l'évaluation de l'acquisition de compétences dans le domaine de l'aide et pour le respect des procédures de gestion des finances publiques</p> <p><u>Risques</u> 1. Défaillance à poursuivre le renforcement des capacités <u>Atténuation</u> Forte appropriation du projet par le Gouvernement et volonté de faciliter la formation</p>
--	---	--	--	--	---

<p><b><u>Formation</u></b>          Développer les capacités nécessaires pour mettre en œuvre et gérer les processus de réforme de la gestion des finances publiques</p> <p>Renforcer les capacités par la formation pratique et l'organisation d'ateliers</p> <p>Conduire des activités adaptées de formation et de renforcement des capacités pour dix responsables, avec l'appui du Duke Centre for International Development</p>	<p>capacités humaines et institutionnelles</p>		<p>d'une durée de dix jours, par Duke University-Liberia</p> <p>Compétences et formation pratiques</p> <p>Formation technique du personnel de l'Unité de la gestion de l'aide aux techniques de négociation de l'aide et/ou des dons</p>		
--	--	--	--	--	--

**Libéria: Indicateurs économiques et financiers sélectionnés, 2008–2012**

Libéria: Indicateurs économiques et financiers sélectionnés, 2008–2012					
	2008	2009	2010 Proj.	2011 Proj.	2012 Proj.
	(Variation annuelle du pourcentage, sauf indication contraire)				
<b>Comptes nationaux et prix</b>					
PIB réel	7,1	4,6	6,3	8,8	11,7
Déflateur du PIB (en USD)	7,3	-1,2	4,5	-0,8	4,6
PIB nominal (en millions d'USD)	850,7	879,0	976,6	1054,1	1231,2
Prix à la consommation (moyenne annuelle)	17,5	7,4	7,4	4,2	4,8
<b>Secteur extérieur</b>					
Exportations, FAB	22,2	-39,7	34,8	52,5	30,9
Importations, FAB	42,2	-20,6	16,8	60,9	11,2
Termes de l'échange (détérioration -)	-8,1	-9,4	66,1	-20,6	-18,2
Taux de change moyen (monnaie locale pour 1USD)	63,2	68,3	...	...	...
Réserves officielles brutes (en millions d'USD)	107,8	312,2	317,1	329,8	339,9
Couverture des réserves en importations (mois) <sup>1/</sup>	0,8	3,2	2,6	2,0	2,0
<b>Opérations de l'administration centrale</b> <sup>2/</sup>					
Total, recettes et dons	39,5	13,5	22,6	24,5	5,6
dont: recettes totales	36,7	5,2	30,2	8,5	12,5
Dépenses totales et prêts nets	60,2	26,3	13,4	28,9	14,9
dont: dépenses de fonctionnement	62,9	24,2	16,4	11,4	9,1
dépenses d'investissement	43,4	41,5	-6,2	167,4	33,8
<b>Monnaie et crédit</b>					
Réserve monétaire	13,1	12,4	-3,2	15,0	19,0
Masse monétaire au sens large (M2) <sup>3/</sup>	45,7	37,7	1,9	9,6	17,6
Crédit au secteur privé	44,1	31,5	11,1	...	...
	(% du PIB)				
<b>Secteur extérieur</b>					
Solde du compte courant					
(compte tenu des dons officiels)	-57,3	-36,8	-40,4	-59,2	-64,9
(compte non tenu des dons officiels)	-185,3	-148,2	-152,0	-149,3	-131,5
Balance commerciale	-53,4	-46,6	-46,1	-70,4	-62,0
Exportations, FAB	29,9	17,4	21,2	29,9	33,5
Importations, FAB	-83,3	-64,0	-67,3	-100,3	-95,5
<b>Opérations de l'administration centrale</b> <sup>2/</sup>					
Total, recettes et dons	26,0	27,2	31,0	35,3	33,1

dont: recettes totales	25,2	24,4	29,6	29,4	29,4
Dépenses totales et prêts nets	24,8	28,8	30,4	35,8	36,6
dont: dépenses de fonctionnement	21,8	24,9	27,0	27,5	26,6
dépenses d'investissement	3,0	3,9	3,4	8,4	9,9
Solde budgétaire général (y compris les dons)	1,2	-1,6	0,6	-0,5	-3,4
Dette extérieure publique	376,6	190,9	8,9	9,6	11,2

Sources: Autorités libériennes; estimations et projections établies par les services du FMI.

1/ Compte non tenu des importations au titre des services militaires des Nations Unies.

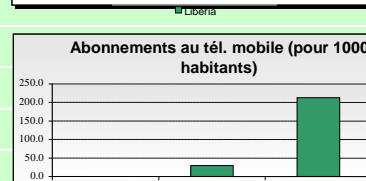
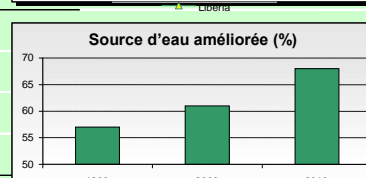
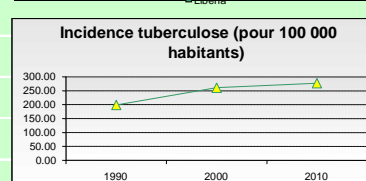
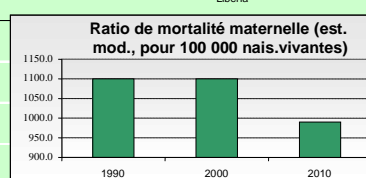
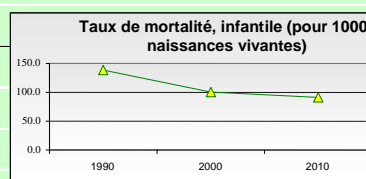
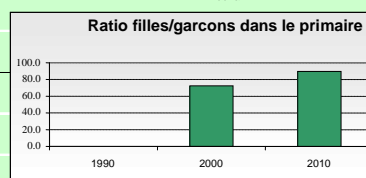
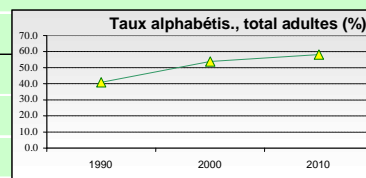
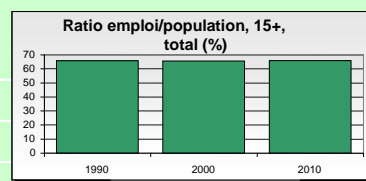
2/ Exercice financier clos en juin, sur la base de la méthode de la comptabilité de caisse (les paiements au titre du service de la dette sont indiqués après tout l'allègement de dette).

3/ Définie comme la monnaie libérienne en dehors du système bancaire, plus la demande et les dépôts à terme et l'épargne en dollars libériens et en USD.

## Libéria

### PROGRÈS VERS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD)

OMD 1: Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim	1990 <sup>1</sup>	2000 <sup>2</sup>	2010 <sup>3</sup>
Ratio emploi/population, 15+, total (%)	65.7	65.5	65.9
Prévalence malnutrition et insuffisance pondérale (% enfants de moins de 5 ans)	...	26.5	...
Taux de pauvreté numérique à \$1,25 par jour (PPA) (%population)	...	...	83.7
Prévalence sous-alimentation (% population)	30.0	50.0	...
OMD 2: Assurer l'éducation primaire pour tous			
Taux d'alphabétisation, jeunes filles (% filles âgées de 15 à 24 ans)	46.9	73.4	79.5
Taux d'alphabétisation, total adultes (% personnes âgées de 15 ans et plus)	40.8	53.9	58.1
Taux d'achèvement études primaires, total (% groupe d'âge pertinent)	...	...	57.6
Scolarisation totale dans le primaire (taux de scolarisation net)	96.5	75.2	...
OMD 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes			
Proportion des sièges occupés par les femmes au parlement (%)	...	8.0	12.5
Ratio filles/garçons dans le primaire	...	72.3	89.5
Ratio filles/garçons dans le secondaire	...	71.1	75.4
OMD 4: Réduire la mortalité infantile			
Vaccination, contre la rougeole (% enfants âgés de 12 à 23 mois)	44.0	42.0	95.0
Taux de mortalité, infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	138.4	100.4	91.3
Taux de mortalité, enfants de moins de 5 ans (pour 1 000)	229.7	152.8	132.1
OMD 5: Améliorer la santé maternelle			
Accouchements assistés par des personnels de santé qualifiés (% du total)	...	50.9	46.3
Prévalence des contraceptifs (% femmes âgées de 15 à 49 ans)	...	...	...
Ratio de mortalité maternelle (est. mod., pour 100 000 nais. vivantes)	1100.0	1100.0	990.0
OMD 6: Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies			
Incidence de la tuberculose (pour 100 000 habitants)	199.0	261.0	277.0
Prévalence du VIH, femmes (% femmes âgées de 15 à 24 ans)	...	...	1.3
Prévalence du VIH, hommes (% hommes âgés de 15 à 24 ans)	...	...	0.4
Prévalence du VIH, total (% population de la tranche d'âge de 15 à 49 ans)	...	...	1.7
OMD 7: Préserver l'environnement			
Émissions de CO <sub>2</sub> (kg/\$ PPP du PIB)	1.2	1.1	1.0
Installations d'assainissement améliorées (% population y ayant accès)	40.0	27.0	17.0
Source d'eau améliorée (% population y ayant accès)	57.0	61.0	68.0
OMD 8: Mettre en place un partenariat mondial pour le développement			
Montant total net de l'APD/AP par habitant (en USD courants)	52.5	66.1	329.6
Usagers de l'Internet (pour 1 000 habitants)	...	0.3	5.1
Abonnements au téléphone mobile (pour 1 000 habitants)	...	29.3	212.9
Abonnements au téléphone fixe (pour 1 000 habitants)	4.3	2.3	0.5



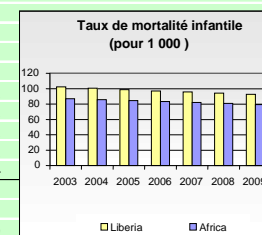
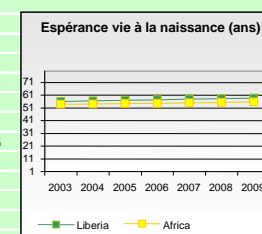
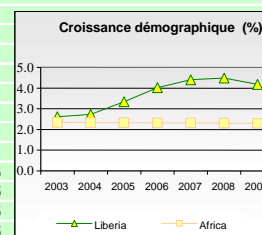
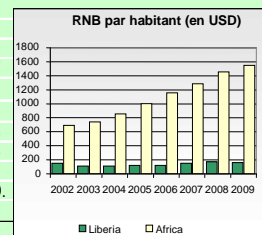
Sources : Bases de données du Département des statistiques de la BAD; Banque mondiale; Indicateurs de développement dans le monde, dernière mise à jour: Janvier 2011  
ONUSIDA; UNSD; OMS, UNICEF, WRI, PNUD; Rapports pays.

Note : S.O. : Sans objet ; ... : Données non disponibles.

<sup>1</sup> Année la plus récente disponible sur la période 1990-1999; <sup>2</sup> Année la plus récente disponible sur la période 2000-2009; <sup>3</sup> Année la plus récente disponible sur la période 2005-2010

**Libéria**  
**INDICATEURS SOCIOÉCONOMIQUES COMPARATIFS**

	Année	Libéria	Pays en Afrique develop.	Pays développés
<b>Indicateurs de base</b>				
Superficie (en milliers de Km <sup>2</sup> )		111	30 323	80 976 54 658
Population totale (en millions d'habitants)	2010	4.1	1,031.5	5,629 1,069
Population urbaine (% population totale)	2010	61.5	40.0	44.8 77.7
Densité de la population (au Km <sup>2</sup> )	2010	36.8	3.4	66.6 23.1
RNB par habitant (en USD)	2009	160	1 550	2 780 39 688
Participation main-d'oeuvre - Total (%)	2010	36.8	39.5	45.6 54.6
Participation main-d'oeuvre - Femmes (%)	2010	40.3	41.4	39.8 43.3
Valeur indice de développement lié au genre	2007	0.430	0.433	0.694 0.911
Indice develop. hum. (rang sur 169 pays)	2010	162	S.O	n.a S.O.
Popul. vivant avec moins de 1 \$ par jour (% population)	2007	83.7	42.3	25.0 ...
<b>Indicateurs démographiques</b>				
Taux de croissance démographique - Total (%)	2010	3.6	2.3	1.3 0.7
Taux de croissance démographique -popul. urbaine (%)	2010	4.7	3.3	2.4 1.0
Population < 15 ans (%)	2010	42.5	40.3	29.2 17.7
Population >= 65 ans (%)	2010	3.4	3.8	6.0 15.3
Ratio âge/personnes à charge (%)	2010	83.9	77.6	52.8 49.0
Rapport de masculinité (pour 100 femmes)	2010	98.8	99.5	93.5 94.8
Population féminine 15-49 ans (% population totale)	2010	23.8	24.4	53.3 47.2
Espérance de vie à la naissance - Total (ans)	2010	59.1	56.0	66.9 79.8
Espérance de vie à la naissance - Femmes (ans)	2010	56.0	57.1	68.9 82.7
Taux de natalité brut (pour 1 000)	2010	37.3	34.2	21.5 12.0
Taux de mortalité brut (pour 1 000)	2010	10.0	12.6	8.2 8.3
Taux de mortalité infantile (pour 1 000)	2010	91.3	78.6	49.9 5.8
Taux de mortalité juvénile (pour 1 000)	2010	132.1	127.2	51.4 6.3
Taux de fécondité total (par femme)	2010	4.9	4.4	2.7 1.8
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000)	2008	990.0	530.2	440.0 10.0
Femmes utilisant les contraceptifs (%)	2005	...	...	61.0 75.0
<b>Indicateurs de santé &amp; de nutrition</b>				
Médecins (pour 100 000 habitants)	2004	3.1	42.9	78.0 287.0
Infirmiers/infirmières (pour 100 000 habitants)*	2004	18.3	116.6	98.0 782.0
Accouchements assistés par personnels de santé formés (%)	2007	46.3	52.7	63.4 99.3
Accès à l'eau potable (% population)	2008	68.0	64.9	84.0 99.6
Accès aux services de santé (% population)	2005	...	65.4	80.0 100.0
Accès à l'assainissement (% population)	2008	17.0	41.0	54.6 99.8
% adultes (15-49 ans) vivant avec le VIH/sida	2007	1.7	4.6	1.3 0.3
Incidence de la tuberculose (pour 100 000)	2007	277.0	315.2	161.9 14.1
Vaccination des enfants contre la tuberculose (%)	2009	92.0	81.8	89.0 99.0
Vaccination des enfants contre la rougeole (%)	2009	95.0	81.0	81.7 92.6
Insuffisance pondérale (% enfants de moins de 5 ans)	2005	...	30.9	27.0 0.1
Apport quotidien de calories par habitant	2007	2 204	2 462	2 675 3 285
Dépenses publiques de santé (en tant que % du PIB)	2006	1.2	2.4	4.0 6.9
<b>Indicateurs d'éducation</b>				
Taux de scolarisation brut (%)				
Dans le primaire - Total	2008	90.6	102.8	106.8 101.5
Dans le primaire - Filles	2008	85.6	99.0	104.6 101.2
Dans le secondaire - Total	2008	31.6	35.0	62.3 100.3
Dans le secondaire - Filles	2008	27.2	30.6	60.7 100.0
Institutrices (% tous les enseignants du primaire)	2008	11.9	38.1	...
Taux d'alphabétisation des adultes - Total (%)	2008	58.1	64.8	81.0 ...
Taux d'alphabétisation des adultes - Hommes (%)	2008	63.3	74.0	86.6 ...
Taux d'alphabétisation des adultes - Femmes (%)	2008	53.0	55.9	75.6 ...
Pourcentage du PIB consacré à l'éducation	2008	2.8	4.6	... 5.4
<b>Indicateurs environnementaux</b>				
Utilisation des terres (terres arables en tant que % toutes terres)	2008	4.2	7.8	9.9 11.6
Taux annuel de déboisement (%)	2005	...	0.7	0.4 -0.2
Taux annuel de reboisement (%)	2005	...	10.9	...
Émissions de CO <sub>2</sub> par habitant (tonnes métriques)	2008	0.2	1.2	1.9 12.3



Sources : Bases de données du Département des statistiques de la BAD; Banque mondiale; Indicateurs de développement dans le monde 2011  
 ONUSIDA; UNSD; OMS, UNICEF, WRI, PNUD; Rapports pays.  
 Note : S.O.: Sans objet; ... : Données non disponibles.

Piliers, secteurs et modalités de l'aide<sup>13</sup>

Décassements par partenaire, pilier et secteur: Quatrième trimestre (avril-juin 2010)													% du total
	Paix & sécurité: pilier I	Redynamisation de l'économie: Pilier II				Gouv. & état de droit: Pilier III	Infrastructure et services sociaux de base: Pilier IV						
		Secteur financier	Alimentation & agriculture	Forêts	Tavail & emploi		Éducation	Énergie	Santé	Multi-secteur	Routes & ponts	WATSAN	
Paix & sécurité	Secteur financier					Alimentation & agriculture							
BAD			X			X					X	X	20,8 %
DFID/R-U									X			X	0,6 %
UE						X	X	X		X			12,2 %
Fondations						X							0,6 %
Allemagne										X			1,0 %
Irlande									X				2,3 %
Norvège	X		X					X	X	X			9,0 %
SIDA/Suède						X	X		X		X		4,9 %
États-Unis			X	X			X	X	X				13,1 %
Banque mondiale		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		18,7 %
Systèmes des Nations Unies:	-	-	X	-	-	X	X	-	X	X	-	X	16,9 %
UNICEF						X	X		X	X		X	
PAM			X				X			X			
	0,3 %	0,9 %	7,4 %	0,8 %	0,5 %	5,2 %	13,5 %	9,0 %	13,2 %	18,6 %	16,4 %	14,2 %	100 %

<sup>13</sup> Source: Liberia Aid Management Platform. Certains pays n'ont pas soumis de données (Gouvernement de la Chine, Japon, France, Irlande et certaines institutions des Nations Unies). Il n'est pas tenu compte non plus de la MINUL, ni des financements privés des ONG et de certaines fondations.

Piliers, secteurs et modalités de l'aide (suite)<sup>14</sup>

Décaissements prévus par modalité de l'aide et partenaire, EF 2010-2011

Donateur	Appui budgétaire	Contribution au fonds commun	Contribution au fonds fiduciaire	GoL-executed Projects	Non-GoL Executed Projects	% de l'aide totale
Banque africaine de développement	X			X	X	7.1%
DFID/R-U		X	X			3.6%
CE	X		X		X	20.3%
Danemark					X	1.5%
Allemagne			X		X	10.6%
Norvège				X	X	3.5%
États-Unis					X	23.9%
Suède					X	1.3%
Banque mondiale	X				X	11.8%
Partenaires des fondations					X	0.6%
<i>Total partiel, Système des Nations Unies, dont</i>					<b>X</b>	<b>15.8%</b>
- UNFPA					X	
- PAM					X	
- OMS					X	
- UNICEF					X	
	13.5%	1.5%	14.2%	5.5%	65.4%	<b>100%</b>

<sup>14</sup> Source: Liberia Aid Management Platform. Certains pays n'ont pas soumis de données (Gouvernement de la Chine, Japon, France, Irlande et certaines institutions des Nations Unies). Il n'est pas tenu compte non plus de la MINUL, ni des financements privés des ONG et de certaines fondations.

**Critères de la  
première phase**

**I.1.1 A) Engagement à consolider la paix et la sécurité**

- L'EPIP harmonisée du Libéria a stagné autour de la note 3,2 qui est le seuil pour les pays fragiles et touchés par les conflits.
- Le Libéria connaît la paix et la stabilité depuis la signature de l'Accord de paix en 2003.
- Des élections présidentielles libres ont été organisées en 2006, et une nouvelle série d'élections générales et présidentielles sont prévues à la fin de 2011. Le parlement est conduit par l'opposition, mais il a adopté la plupart des réformes proposées.

**B) Besoins sociaux et économiques non satisfaits**

- Le Libéria occupe le 162<sup>ème</sup> rang sur 169 pays au classement effectué sur la base de l'indice de développement humain des Nations Unies pour 2010.
- La pauvreté est rampante dans le pays, une proportion de 63,8 % de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour.
- La performance économique post-conflit est robuste. Elle a baissé sous l'effet des crises alimentaire et pétrolière et de la crise financière mondiale, mais il y a une reprise depuis 2010.
- Le Libéria est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne, avec un revenu par habitant moyen de 160 USD (indicateurs de développement dans le monde 2010) et une proportion de 63,8 % de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour. Il y a eu des progrès vers la réalisation des OMD, mais le Libéria n'atteindra probablement que trois des OMD d'ici 2015.

**Critères de la  
deuxième phase**

**► Amélioration de la situation macroéconomique et, pratiques judicieuses de gestion de la dette:**

- Les consultations menées en novembre 2010 au Libéria au titre de l'article 4 (rapport du FMI sur le pays N° 10/373) ont montré que les politiques macroéconomiques sont solides et que les perspectives à moyen terme sont brillantes.
- Le Libéria a atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTE en juin 2010 et s'est qualifié à l'allègement de dette au titre de l'IADM, ramenant ainsi sa dette à des niveaux viables, mais avec certains risques.
- L'allègement de dette consenti par la communauté internationale a contribué à réduire la valeur actualisée nette du ratio dette extérieure publique/exportations, qui est tombée de 266 % à 22 %. Un niveau viable de la dette extérieure a donc été atteint après l'allègement de dette en faveur du Libéria au titre des initiatives PPTE et IADM.

**► Pratiques judicieuses de gestion financière**

- Le Libéria a réalisé des progrès significatifs dans la mise en œuvre de réformes structurelles cruciales, en particulier dans les domaines de la gestion des finances publiques (GFP), du processus budgétaire, de la politique et de l'administration fiscales, et de la gestion de la dette. Ces réformes portaient notamment sur la modernisation des systèmes d'information, l'adoption d'un plan comptable, la préparation du budget conformément à la loi sur la gestion des finances publiques, nouvellement adoptée ; l'amélioration du système d'établissement de rapports sur le budget, de la comptabilité et de l'audit interne. Le Code d'investissement libérien a été amendé en 2010 pour réduire la portée de l'octroi discrétionnaire d'incitations à l'investissement, et les activités de compilation de données sur les comptes nationaux sont en cours. La toute dernière revue des dépenses publiques fait ressortir des améliorations dans de nombreux aspects de la gestion économique et financière. Les améliorations significatives dans les pratiques GFP étaient les principales conditions préalables à remplir pour l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE.

**I.1.2 ► Transparence des comptes publics**

La transparence s'est accrue à la faveur du renforcement des audits externes des ministères, de la publication des marchés attribués et du respect des exigences de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), y compris pour ce qui est des forêts et de l'agriculture commerciale. En 2009, le Libéria a été le premier pays africain à obtenir le statut de pays se conformant à l'ITIE et le deuxième pays au monde à se voir attribuer ce statut, ainsi que le premier pays à avoir inclus le secteur forestier dans ses rapports. La Commission de lutte contre la corruption a également été créée et est devenue opérationnelle en 2009. Avec une note de 3,3, le Libéria a occupé le 97<sup>ème</sup> rang au classement 2009 de Transparency International, effectué sur la base de l'indice de perception de la corruption. Les audits externes successifs des principaux ministères ont montré qu'il existait des insuffisances et ont recommandé des améliorations qui sont en cours. Les données sur le budget et sur l'aide sont publiées sur une base régulière sur le site web du Gouvernement.

**Libéria: Évaluation de la performance au cours de la période close en décembre 2010**

Critères	Performance du pays
<p><b>Mise en œuvre du programme d'assistance de la Banque au titre du FAD-XI</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'objectif du document de stratégie pays de la Banque pour la période 2008-2011 était d'aider le Gouvernement du Libéria à passer de la stabilisation post-conflit à une croissance à long terme bénéficiant aux pauvres.</li> <li>• L'appui pour la gestion des finances publiques a été efficace, dans la mesure où il a permis de mettre en place un bon cadre pour la discipline budgétaire et l'exécution efficace du budget.</li> <li>• À la fin de 2010, le portefeuille de la BAD était constitué de 10 projets qui se trouvaient à différentes phases d'exécution, pour un montant total approuvé de 68,33 millions d'UC.</li> <li>• Sur ce montant approuvé, 10 millions d'UC au total ont été décaissés. Toutefois, ce faible niveau de décaissement s'explique par l'approbation récente de projets de grande envergure et la fin de l'appui budgétaire en 2009. Avant cela, le taux de décaissement était de 44 %.</li> <li>• L'ouverture d'un bureau de la Banque au Libéria aiderait à améliorer la gestion du portefeuille, ainsi que la visibilité de la Banque.</li> <li>• L'accès aux ressources de la FEF a joué un rôle essentiel dans la fourniture de l'appui budgétaire et le financement des projets d'infrastructure, au titre de l'appui supplémentaire, ainsi que dans l'assistance technique et le renforcement des capacités, au titre de l'appui ciblé, en particulier étant donné que l'allocation basée sur la performance revenant au Libéria est de taille très restreinte par rapport aux besoins dans le secteur de l'infrastructure. La flexibilité inhérente à la FEF est aussi essentielle et a permis d'éviter certains retards dans l'exécution des projets et d'accroître la certitude dans la fourniture de l'aide.</li> <li>• Le mécanisme de suivi et d'évaluation, mis en place par le Gouvernement, a également contribué à garantir l'utilisation efficace et efficiente des ressources des donateurs, y compris des ressources de la Banque.</li> </ul>
<p><b>Consolidation de la politique économique et consolidation de la paix</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Libéria a organisé des élections libres en 2005, élections qui ont permis, pour la première fois, qu'une femme devienne Présidente élue en Afrique. Un système pluraliste et démocratique durable est progressivement mis en place.</li> <li>• Le processus de paix et de réconciliation a largement contribué à mettre fin aux atrocités de la période du conflit.</li> </ul>
<p><b>Progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Libéria a efficacement mis en œuvre une stratégie nationale intérimaire de réduction de la pauvreté, et sa toute dernière stratégie de réduction de la pauvreté est mise en œuvre à 80 %. L'accent est mis sur la paix et le renforcement de l'autorité de l'État, la redynamisation de l'économie, l'accès aux services d'infrastructure, et la réinsertion et la reconstruction des communautés.</li> <li>• Les rapports d'étape annuels sur la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté ont été préparés par le Gouvernement en 2009 et 2010. Ces rapports portent sur l'évaluation de la stratégie de réduction de la pauvreté du Libéria, et notamment sur les progrès réalisés dans la stabilité macroéconomique, la protection des dépenses contribuant à la réduction de la pauvreté, la réforme de la gestion des finances publiques, la paix et la sécurité, la redynamisation des principaux services d'infrastructure, et l'amélioration des services sociaux. La note consultative conjointe, préparée par les services de la Banque mondiale et du FMI, a félicité le Gouvernement pour les progrès globaux réalisés dans la mise en œuvre des stratégies et a jugé satisfaisants ces progrès.</li> <li>• Le Gouvernement élabore actuellement une vision à long terme, qui vise à faire accéder le Libéria au statut de pays à revenu intermédiaire au plus tard en 2030.</li> </ul>
<p><b>Progrès réalisés dans la stabilisation de l'environnement macroéconomique</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Libéria a maintenu une stabilité macroéconomique solide, mais il reste un pays sortant de conflit dont les perspectives de croissance dépendent de la reconstruction de l'infrastructure, de l'amélioration de l'accès aux financements et du développement du secteur privé.</li> <li>• Les efforts de reconstruction lancés après la fin de la guerre civile en 2003 sont loin d'avoir abouti, et en dépit d'une croissance économique relativement forte ces dernières années, le revenu par habitant demeure d'un niveau modeste, soit 160 USD.</li> </ul>

<p><b>Progrès réalisés dans la mise en œuvre des réformes structurelles et la création d'un environnement favorable aux activités du secteur privé</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réformes structurelles et gouvernance économique : Le Libéria a réalisé des progrès significatifs dans la mise en œuvre de réformes structurelles cruciales, en particulier dans les domaines de la gestion des finances publiques (GFP), du processus budgétaire, de la politique et de l'administration fiscales, et de la gestion de la dette. Ces réformes portaient notamment sur la modernisation des systèmes d'information, l'adoption d'un plan comptable, la préparation du budget conformément à la loi sur la gestion des finances publiques, nouvellement adoptée ; l'amélioration du système d'établissement de rapports sur le budget, de la comptabilité et de l'audit interne. Le Code d'investissement libérien a été amendé en 2010 pour réduire la portée de l'octroi discrétionnaire d'incitations à l'investissement, et les activités de compilation de données sur les comptes nationaux sont en cours. La transparence s'est accrue à la faveur du renforcement des audits externes des ministères, de la publication des marchés attribués et du respect des exigences de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), y compris pour ce qui est des forêts et de l'agriculture commerciale. En 2009, le Libéria a été le premier pays africain à obtenir le statut de pays se conformant à l'ITIE et le deuxième pays au monde à se voir attribuer ce statut, ainsi que le premier pays à avoir inclus le secteur forestier dans ses rapports. La Commission de lutte contre la corruption a également été créée et est devenue opérationnelle en 2009. Avec une note de 3,3, le Libéria a occupé le 97<sup>ème</sup> rang au classement 2009 de Transparency International, effectué sur la base de l'indice de perception de la corruption.</li> <li>• Climat des affaires et développement du secteur privé: Dans le secteur financier, des réformes ont été mises en œuvre pour renforcer la stabilité du secteur et élargir l'accès à l'intermédiation et aux services financiers, et notamment au secteur de la microfinance, ce qui permettra de relever le faible taux de crédit actuel dans l'économie (9 % du PIB). Les réformes administratives ont permis d'accroître substantiellement l'efficacité dans le démarrage d'une entreprise, l'obtention d'un permis de construire et le commerce transfrontalier. En 2009, le Rapport Doing Business de la Banque mondiale a classé le Libéria parmi les dix meilleurs pays réformateurs dans le domaine des affaires au monde. Les réformes ciblant les incitations à l'investissement et le code et les tribunaux commerciaux, ainsi que les changements introduits dans le Code des recettes en 2010, ont substantiellement appuyé le développement du secteur privé. Par ailleurs, le Libéria devrait devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce en 2012. Toutefois, les insuffisances dans le domaine de l'infrastructure, les contraintes liées aux capacités humaines, à la protection des droits de propriété et au régime foncier, ainsi que l'accès limité aux financements, demeurent d'importantes barrières pour l'investissement et le développement du secteur privé.</li> </ul>
<p><b>Progrès réalisés dans l'allègement du fardeau de la dette extérieure au titre de l'Initiative PPTE</b></p>	<p>Le Libéria a atteint le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) en juin 2010, se qualifiant ainsi à un allègement de dette de 2,7 milliards d'USD, dont 240,2 millions d'USD de la part de la BAD<sup>15</sup>, ainsi qu'à un allègement de dette supplémentaire au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). Le Fonds africain de développement (FAD) devrait fournir 13,23 millions d'UC en valeur nominale. Du fait des allègements de dettes consentis au titre des initiatives PPTE et IADM, la valeur actualisée nette du ratio dette/exportations, pour l'exercice 2010-2011, sera ramenée de 266 % à 22,9 %, chiffre bien inférieur au seuil établi, et le risque de surendettement à l'avenir est jugé faible. L'analyse de sensibilité fait ressortir une certaine vulnérabilité aux flux d'IDE, une plus faible croissance du PIB et des modalités moins concessionnelles pour les nouveaux emprunts. La stratégie gouvernementale post-point d'achèvement en matière de dette vise à maintenir à un faible niveau la vulnérabilité à la dette, tout en veillant à la couverture des besoins cruciaux dans le financement de l'infrastructure.</p>

<sup>15</sup> En valeur actualisée (VA) de fin juin 2007.

<b>Progrès vers la réalisation des OMD</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le Libéria est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne, avec un revenu par habitant moyen de 160 USD (indicateurs du développement dans le monde pour 2010) et une proportion de 63,8 % de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour. En 2005, le Libéria avait déjà un handicap de cinq ans pour ce qui est de l'atteinte des OMD. Au cours de ces quelques dernières années, des progrès significatifs ont été réalisés, et il est probable que le Libéria atteigne l'OMD 3 sur l'égalité des sexes, l'OMD 6 sur la lutte contre le VIH/sida et l'OMD 8 sur le partenariat. Le Libéria n'est pas en bonne voie pour atteindre tous les autres OMD. Le Gouvernement entend atteindre ces OMD dans le contexte de la Vision 2030 dont l'élaboration est en cours.</li></ul>
<b>Défis et opportunités au cours du cycle du FAD-XII</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• En dépit des progrès réalisés sur le plan de la croissance économique, le redressement économique du Libéria demeure précaire. Le Libéria est bien loin d'atteindre la plupart des OMD. Il est aussi vulnérable aux chocs externes, ainsi qu'à l'instabilité à l'échelon régional. Les besoins dans le domaine de l'infrastructure sont énormes, et les possibilités offertes en matière d'emprunt sont limitées pour pouvoir maintenir la viabilité de la dette. Les besoins dans le domaine du développement des capacités sont également énormes.</li></ul>

## **Programme de la Banque pour le renforcement des capacités statistiques (SCB) : PHASE II du programme au Libéria**

### **ACTIVITÉS EN COURS AU TITRE DU PROGRAMME SCB II**

#### **1. Programme de la Banque pour le renforcement des capacités statistiques: Phase II (SCB-II), 2009-2010**

Le Liberia Institute of Statistics and Geo-Information Services (LISGIS) est l'agence statistique nationale officielle du Libéria. Au titre du programme SCB II, la Banque a engagé 552 400 USD en faveur du renforcement des capacités statistiques au Libéria. La majorité de ces fonds sont utilisés pour appuyer le renforcement des capacités en vue d'améliorer les statistiques sur les prix, les comptes nationaux, la conception et la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement de la statistique (NSDS), et les domaines couvrant les statistiques sociales, notamment le suivi des OMD, la mise en place de bases de données sur les faits d'état civil et les statistiques vitales, les statistiques sur l'infrastructure. Une partie de ces fonds est affectée spécialement aux statistiques sur le genre et sur d'autres questions transversales telles que l'environnement et/ou le changement climatique, et les statistiques sur la main-d'œuvre.

#### **2. Programme de comparaison internationale (PCI-Afrique), cycle de 2011**

Le programme SCB II a été prorogé jusqu'en décembre 2011, afin de permettre au Libéria de participer au cycle du PCI pour 2011. Le **Programme de comparaison internationale** est constitué d'une série d'enquêtes statistiques conduites à l'échelle mondiale pour la collecte de données sur les prix en vue de l'échantillonnage des biens et services communément acquis. Il représente un exercice statistique complexe unique auquel participent les agences nationales, régionales et internationales, sous la supervision d'un bureau mondial basé à la Banque mondiale. En Afrique, la coordination de ce programme est assurée par la Banque africaine de développement.

Les enquêtes conduites dans le cadre du PCI permettent de collecter les données sur les prix, qui sont combinées avec les données sur d'autres variables économiques émanant des comptes nationaux des pays, afin de calculer les **parités de pouvoir d'achat**.

#### **3. Recensement de la population et de l'habitat**

Au titre du Programme SCB II et de la Facilité en faveur des États fragiles (FEF), la BAfD fournit un appui au LISGIS du Libéria pour l'aider à élaborer sa stratégie de diffusion d'informations sur le recensement de la population et de l'habitat de 2008 et des autres enquêtes conduites auprès des ménages. Depuis décembre 2010, la Banque fournit une assistance technique au LISGIS pour l'élaboration d'un programme de diffusion couvrant la préparation et la distribution de rapports et de produits électroniques tels que les CD ; l'utilisation de sites web comme canaux de diffusion ; la production de communiqués de presse sur une base régulière sur les principales données statistiques ; la

programmation de séminaires de diffusion pour la publication des résultats du recensement et des enquêtes par sondage. Ces activités couvrent également la conception, à l'intention des médias, de matériels de sensibilisation sur la façon de présenter les résultats statistiques au grand public et aux décideurs, et sur la façon d'utiliser les données statistiques pour le plaidoyer, le débat public et la promotion de la prise de conscience des données disponibles dans le pays.

À l'heure actuelle, le Libéria est en train de finaliser l'analyse des résultats du recensement de la population et de l'habitat de 2008. Le LISGIS collabore étroitement avec la Division de statistique des Nations Unies (UNSD) pour s'assurer que les résultats sont acceptables à l'échelon international.

#### **4. Enregistrement de faits d'état civil et de statistiques vitales (CRVS)**

La Banque fournit continuellement un appui technique, dans le cadre d'ateliers régionaux, sur la mise en place et le maintien de systèmes d'enregistrement de faits d'état civil et de statistiques vitales. Une attention particulière est accordée aux États sortant de conflit tels que le Libéria où les systèmes d'état civil ont été soit détruits, soit jamais pleinement développés initialement. L'appui à la mise en place de bases de données CRVS dans les pays membres régionaux est l'une des activités statistiques les plus importantes auxquelles participe la Banque. L'amélioration des systèmes CRVS est cruciale pour le suivi des OMD et d'autres indicateurs de développement, l'enregistrement des événements de la vie tels que les naissances, les décès, les mariages, etc., d'où leur importance cruciale pour l'établissement des projections démographiques concernant le pays.

#### **5. Suivi des OMD**

La Banque fournit un appui technique, dans le cadre d'ateliers régionaux, pour couvrir les besoins en données aux fins de suivi des OMD en Afrique. Les ateliers de formation organisés visent à aider les pays à relever les défis liés à la production de données de qualité sur les OMD et au suivi des progrès en la matière. À l'instar de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, le Libéria est confronté à des défis majeurs dans le suivi efficace des progrès vers la réalisation des OMD ou d'autres indicateurs de développement.

#### **6. Stratégie nationale de développement de la statistique (NSDS)/Cadre stratégique régional de référence (RRSF)**

La NSDS du Libéria a été préparée en 2008, grâce à un appui financier de la BafD. La NSDS est conçue pour servir de cadre de production coordonnée des statistiques officielles nécessaires pour le suivi des indicateurs de développement. Elle sert également d'instrument de dialogue entre les agences donatrices pour aider le Libéria à améliorer et à renforcer l'assurance de la qualité de l'information statistique produite au niveau national. Selon les estimations préliminaires, les financements nécessaires pour mettre en œuvre la NSDS du Libéria s'élevaient à 75 millions de dollars en 2008, mais ce montant a probablement augmenté avec l'engagement effectif du processus de mise en

œuvre de la NSDS. Il est prévu d'organiser en 2011 un atelier sous-régional sur le RRSF et la NSDS, chargé d'examiner et d'évaluer la façon dont le Libéria met en œuvre la NSDS.

## **ACTIVITÉS PRÉVUES EN 2011 ET AU-DELÀ**

### **1. Enquêtes auprès des ménages**

Le LISGIS du Libéria a demandé une assistance technique afin de préparer un programme de travail pour la conduite d'une enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (HIES) et/ou une enquête sur le budget des ménages (HBS). Ces enquêtes devraient aider le Libéria à réviser l'année de référence (de 1964 à 2011) de l'indice des prix à la consommation (IPC). Elles devraient également aider le Libéria à réviser le panier de la ménagère et la pondération de l'IPC dans le pays. La révision du panier permettra en outre au Libéria d'élargir la couverture de l'IPC pour qu'elle ne se limite plus à Monrovia et s'étende au reste du pays.

### **2. Comptes nationaux**

Le LISGIS du Libéria a fait une demande spéciale d'assistance pour améliorer sa série sur les comptes nationaux, y compris le PIB au regard de la production et des dépenses et d'autres indicateurs macroéconomiques. L'assistance technique sollicitée est substantielle, et pour en garantir la durabilité, elle devrait être à moyen et long termes (période d'un an et demi à trois ans). À titre d'exemple, le temps nécessaire pour confectionner les tableaux indicateurs des fournitures et de leur utilisation dans les comptes nationaux est estimé à environ deux à trois ans.

Le Libéria doit également baser de nouveau son PIB sur une année de référence plus récente. Cela est particulièrement important, comme l'atteste le cas du Ghana où le PIB ayant pour base la période de 1993 à 2006 a abouti à une augmentation d'environ 60 % du PIB nominal estimatif de ce pays. En d'autres termes, cet appui permettra au Libéria de produire de meilleurs chiffres pour le PIB et d'autres indicateurs macroéconomiques, réduisant ainsi la dépendance à l'égard du FMI pour le calcul du PIB du pays.

### **3. Statistiques sur l'infrastructure**

Au titre du programme SCB III, le Libéria participera aux activités de collecte de données sur l'infrastructure en 2012. Les statistiques sur l'infrastructure sont basées sur le suivi des dépenses budgétaires consacrées à tous les secteurs de l'infrastructure, y compris l'eau, l'assainissement, les TIC, l'électricité/énergie, le transport (aérien, routier, ferroviaire, maritime) et les ports. Cette année (2011), la Banque fournit une aide au Libéria pour le traitement et l'analyse des données collectées dans ces secteurs en 2010. La Banque organisera également en 2011 un atelier de validation et de traitement des données sur l'infrastructure, à l'intention du Libéria et de tous les autres États membres de la CEDEAO.